

هكذا منذ البداية

LE MONDE SANS VISA : la crise des chantiers navals

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12887 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 5 JUILLET 1986

LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI SUR LA COMMUNICATION AU SÉNAT

Article voté entre les conciliabules

Le Sénat a voté, à l'unanimité, le projet de loi sur la communication. Ce texte, qui vise à renforcer la transparence de l'action gouvernementale, a été adopté après une discussion approfondie. Les députés ont souligné l'importance de cette mesure pour garantir le droit du citoyen à l'information. Le projet prévoit notamment l'accès plus facile aux documents officiels et la tenue de conférences de presse régulières. Cette décision est considérée comme une avancée majeure dans la démocratisation de l'administration.

La composition et le fonctionnement de la CNCL

Le Conseil National de la Culture (CNCL) a été officiellement constitué. Sa mission est de promouvoir la culture et de superviser les politiques culturelles. Le conseil est composé de représentants de divers secteurs culturels, y compris les arts, le patrimoine et les médias. Son fonctionnement sera basé sur la collaboration et la consultation des experts du domaine. Cette structure vise à assurer une prise de décision éclairée et une meilleure coordination des efforts culturels.

DANS LE FINISTÈRE

Manifestation communiste... contre le PC

Une manifestation a eu lieu à Brest, organisée par des communistes locaux. L'objectif était de critiquer la ligne officielle du Parti Communiste Français (PCF). Les participants ont défilé avec des banderoles et ont prononcé des discours incendiaires. Cette action a suscité de vives réactions, tant au sein du mouvement ouvrier qu'en dehors. Elle reflète une certaine déception ou un désaccord au sein même du camp communiste.

Désobéissance civile au Chili

Le gouvernement du général Pinochet a employé les grands moyens pour tenter de faire échouer au mouvement de grève générale et nationale de quarante-huit heures organisé les 2 et 3 juillet par l'Assemblée civile, un organisme créé en avril, regroupant la plupart des organisations syndicales et sociales du Chili, et qui se propose de surmonter les dissensions opposant les dirigeants des principales formations politiques de l'opposition.

LES MOTS D'ORDRE DE GRÈVE

Les mots d'ordre de grève pour les 2 et 3 juillet avaient été largement diffusés. Les radios liées à la démocratie chrétienne avaient recommandé de passer ces deux journées « en famille », en répétant la devise de l'Assemblée civile : « Tous ensemble en même temps ». La grève « générale et nationale » était présentée comme la plus importante manifestation de protestation contre le régime depuis le coup d'Etat de 1973.

Le bilan de ces deux journées

Le bilan de ces deux journées de résistance passive, mais aussi de violence de rue, est lourd. Sept morts, des dizaines de blessés, plusieurs centaines d'interpellations. La brutalité de la répression a permis au gouvernement de couper court à l'extension des manifestations. A première vue, il semble que le mouvement ait été moins important que les « protestas » organisés en 1983 et en 1984.

LE CENTENAIRE DE LA STATUE DE LA LIBERTÉ

Les Américains célèbrent une grande fête patriotique

M. Mitterrand, qui assiste à New-York à un grand show patriotique américain pour le centenaire de la statue de la Liberté, devait regagner Paris ce vendredi 4 juillet, après un déjeuner avec le président Reagan. Les entretiens devaient essentiellement porter sur les relations Est-Ouest. M. Mitterrand se rendant lundi prochain à Moscou.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU JAPON

M. Nakasone veut jouer les prolongations

Tokyo. - Plus de mille quatre cents candidats sont en lice, les fonds politiques, se chiffrent par milliards de yens, passent plus ou moins discrètement de main en main, et la grande mise en scène des élections à la japonaise est à son paroxysme. En ces derniers jours de la campagne pour le renouvellement, dimanche 6 juillet, du Sénat et de la Chambre basse, tout est bon pour ramasser des voix. Les cadeaux, bien sûr, mais aussi l'humilité comme ce député social-démocrate, M. Fumio Yokote, dont la femme prosternée sur l'estrade implore la foule d'épargner à son mari la honte d'une défaite...



Jean-Noël SCHIFANO

La danse des ardents

roman

Naples et ses passions, ses femmes, ses enfants, ses héros... L'enfer et le paradis de tout un peuple en amour.

GALLIMARD

REMIS OFFICIELLEMENT A M. BALLADUR

Un rapport propose d'« alléger » la haute fonction publique

La mission d'étude animée par MM. Roger Belin, conseiller d'Etat honoraire, ancien secrétaire général du gouvernement, ancien président de la RATP, et Pierre Gisserot, inspecteur général des finances, en vue de faire des propositions « sur l'allégement des structures des administrations centrales » n'y est pas allée de main morte. Elle a récemment remis à M. Edouard Balladur un premier rapport, qualifié par ses auteurs de « provisoire et sommaire », qui préconise la suppression de quatre mille deux cents postes de fonctionnaires.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU JAPON

M. Nakasone veut jouer les prolongations

Tous les candidats et candidates, gantés de blanc, signe de moralité et de droiture, une rose géante au revers, ceints d'une banderole portant leur nom, parcourent dès 7 heures du matin leur circonscription sur des camions hérisés de micros qu'ils déclament à voix haute : « Je suis Sato, de tel parti, s'il vous plaît, votez pour moi », disent-ils en commençant leur harangue inépuisablement entourés d'un essaim de demoiselles bon chic bon genre, vêtues de bleu tendre ou de rose pastel, coiffées de bibis de paille, qui agitent la main (gantée de blanc comme il se doit) et distribuent sourires et courtoisies à l'assistance. Les candidats plus dans le vent possèdent aussi dans leur attirail électoral des robots offrant des tracts aux passants.

LA 42^e BIENNALE DE VENISE

L'art entre science et alchimie

Les grandes rencontres artistiques internationales ne sont pas comme elles l'étaient jusqu'aux années soixante, des hauts lieux de découvertes, d'informations et d'actualités artistiques. Tout cela se fait désormais de bien d'autres manières - par les foires entre autres - et à un rythme que les biennales, triennales ou quadriennales ne peuvent plus suivre. Aussi, pour rester des événements, celles-ci ont-elles recours souvent à une thématique qui peut être l'occasion d'inviter des artistes à réaliser des œuvres spécifiques - c'est le choix fait à la Biennale de Kassel; ou bien de proposer une réflexion sur l'art, son histoire et son devenir. C'est la spécialité de la Biennale de Venise qui, parallèlement aux envois de quelques quarante pays libres de présenter qui bon leur semble, pour le meilleur et pour le pire, réserve le pavillon central de Giardini à une grande exposition. Cette année pour sa quarante deuxième édition : l'art et la science. Un beau sujet pour lequel le patron de la Mostra, section arts visuels, Maurizio Calvesi, et son équipe ont mis le paquet.

L'exposition se déploie en sept sections : l'Espace, Art et Alchimie, Wunderkammer, Art et Biologie, La couleur, Technologies et Informatique. La science au service de l'art, qui sont traitées comme autant d'expositions autonomes par des commissaires différents, avec un très inégal bonheur, et dispersées ou regroupées sans grandes logiques, dans et hors des Giardini. Cela ne simplifie pas les choses, pas plus que le trop-plein de certaines démonstrations.

L'accumulation de matériel peut avoir des effets catastrophiques. On en a la preuve au pavillon central avec l'étoffante et pléthorique exposition Art et alchimie, d'Arturo Schwarz qui n'a pas lésiné sur le poids de pierre philosophale, les arrivages de cornues, de chaudières et autres instruments propres à réaliser les opérations de transmutation de la matière, simulées par les peintres d'aujourd'hui, lesquels, d'ailleurs, si l'on en croit le poète, savant, exégète de Picabia, de Duchamp et ami des surréalistes, sont tous, ou à peu près, des alchimistes qui s'ignorent. Pourquoi pas ? Mais on aurait tellement mieux aimé voir ces choses sur le Grand Art, comme on qualifie l'alchimie, et les artistes, à travers un choix d'œuvres d'art de qualité et non tout ce qui peut servir à l'illustration d'un discours. Arturo Schwarz avait peut-être envisagé de réunir deux mille œuvres. Le quart suffit amplement à vous décourager de le suivre.

C'est un peu le même défaut que l'on retrouve au rayon de la couleur, d'un parcours mal balisé qui mène des recherches constructivistes, du Bauhaus, de l'art concret,

Le congrès du parti polonais

Consécration d'un homme, le général Jaruzelski, enterrement d'une époque. PAGE 6

L'ordonnance de la privatisation

Le gouvernement veut être au-dessus de tout soupçon. PAGE 33

M. Guy Fougier démissionne

La décision d'un homme d'autorité... autoritaire. PAGE 36

La guerre des boutons

Avant la prochaine loi de programmation militaire, M. Giraud veut éviter les rivalités entre les états-majors. PAGE 13

Le procès de Georges Ibrahim Abdallah

Le tribunal de Lyon n'avait pas à connaître du sort des otages français, mais il ne pouvait l'oublier. PAGE 12

Débats : scénarios politiques (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 et 10) • Société (11 à 13) • Sports (14) • Culture (26 et 27) • Communication (27) • Economie (32 à 35) • Programmes des spectacles (28) • Radio-télévision (29) • Mots croisés (24) • Météorologie (30) • Loto (30) • Carnet (31) • Annonces classées (31)

débats

SCÉNARIOS POLITIQUES

L'imagination se donne libre cours en cette période rare dans la vie politique française de pouvoir bicéphale. Réviser la Constitution? Peut-être, pense Maurice Duverger, mais seulement pour mieux articuler les rapports entre président et premier ministre. La préoccupation de Gilles Martinet est le renforcement de la gauche, c'est-à-dire du Parti socialiste, puisque le Parti communiste continue à perdre des plumes.

Les mythes de la réforme constitutionnelle

L'adoption en France d'un régime présidentiel de type américain est impossible

par MAURICE DUVERGER

Le problème de la réforme constitutionnelle ne pourra pas être abordé sérieusement tant qu'il restera déformé par un mythe de prochaines commémorations pour renforcer : le mythe du régime présidentiel américain. En 1987, les fêtes du second centenaire de la Constitution des États-Unis rappelleront qu'elle a instauré le plus ancien et le plus stable des systèmes démocratiques modernes, qui permet de gouverner, dans la liberté, la plus puissante nation de l'univers. Comment ne serions-nous pas tentés de l'imiter? Il est naturel qu'après Léon Blum des hommes tels que Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement penchent vers lui. Ils ont des homologues dans l'actuelle majorité.

Le régime américain a un mérite : celui de la simplicité. Il met face à face un président élu au suffrage universel pour quatre ans, rééligible une seule fois, et un Congrès formé de deux chambres, l'une et l'autre également issues du suffrage universel : le Sénat et la Chambre des représentants. Le président dispose du pouvoir exécutif et gouvernemental, qu'il exerce par des ministres appelés « secrétaires », ce qui marque leur dépendance à son égard. Le Congrès a le pouvoir législatif et budgétaire. Le président ne peut pas dissoudre le Congrès, qui ne peut pas faire démissionner les ministres du président. En théorie, la Chambre des représentants peut déclencher un « impeachment » qui conduirait à la destitution du président pour trahison ou autre crime grave, à condition qu'elle ait été prononcée par le Sénat à la majorité des deux tiers. En pratique, aucun « impeachment » n'a jamais réussi : celui engagé voici plus d'un siècle contre Andrew Johnson a échoué, et Nixon a démissionné en 1974 devant une menace d'« impeachment » dont le succès n'était pas assuré.

Aux États-Unis, ce régime fonctionne depuis 1787 sans crise majeure (mis à part la terrible guerre civile du Nord contre le Sud) grâce à des éléments qu'on ne retrouve pas ailleurs. Tout d'abord, les pouvoirs publics fédéraux ont un rôle restreint, sauf dans les relations extérieures. Ils n'ont à s'occuper ni du droit civil, ni du droit pénal, ni de la justice, ni de la police, ni du commerce, ni de l'industrie, ni de l'agri-

culture, ni de l'enseignement, ni des communications, sauf sur des points particuliers nettement délimités : tous ces domaines relèvent des États. D'autre part, la nation ne connaît pas de véritables divisions idéologiques : l'éventail des partis est limité à l'espace qui sépare en France les radicaux de gauche du Front national, et aucun d'eux ne pratique la discipline de vote au Congrès, ce qui donne au Sénat et à la Chambre des représentants l'allure de nos assemblées des III^e et IV^e Républiques. Un président dont le parti est majoritaire au Congrès n'est jamais sûr du vote de ses projets : car chaque représentant ou sénateur vote comme il l'entend. À l'inverse, un président dont le parti est minoritaire au Congrès peut malgré tout faire accepter quelques éléments de ses projets de loi ou de budget.

L'accord du président et du Congrès reste toujours difficile, parce qu'aucun des deux pouvoirs n'a les moyens de pousser l'autre à agir. Mais chacun dispose au contraire de moyens efficaces pour empêcher l'autre d'agir. Par la loi ou le budget, le Congrès peut paralyser l'action du président dans un grand nombre de domaines, même de politique extérieure (par exemple, en interdisant l'envoi de troupes à l'étranger, ou leur maintien). Par le veto, le président peut rendre inapplicables toutes les lois du Congrès : celui-ci ne pouvant passer outre qu'en les adoptant en seconde lecture à la majorité des deux tiers de chaque Assemblée. En douze ans, Roosevelt opposa son veto 631 fois, le Congrès ne parvenant à imposer sa volonté qu'une dizaine de fois. Tout cela ne donne pas un système très efficace. Le régime politique américain est certainement moins bon techniquement que le régime politique britannique.

Transposé en France dans le cadre des partis nombreux, indisciplinés, incapables de former une majorité stable, comme l'étaient ceux d'avant 1962, il aurait amélioré le fonctionnement de l'exécutif, grâce à la présence d'un président élu par le peuple et inamovible. Mais ce président eût alors risqué d'apparaître comme le seul point

fixe, le seul représentant authentique de la volonté nationale, le seul au-dessus des combinaisons de clans, en face de partis dévalorisés comme l'étaient les nôtres en 1940 et 1958. Transposé dans le cadre de nos partis actuels, bipartisés et disciplinés, le régime américain fonctionnerait à peu près de la même façon que le nôtre entre 1962 et 1986, quand le président et la majorité parlementaire étaient du même côté. Si le président et la majorité parlementaire étaient opposés comme aujourd'hui, toute cohabitation deviendrait impossible et le système serait bloqué : le président pouvant opposer son veto à toutes les lois qui lui déplairaient, l'Assemblée nationale pouvant ligoter le président en rognant ses crédits budgétaires et en repoussant ses projets de lois.

On comprend pourquoi le régime américain n'a jamais pu s'exporter ailleurs qu'aux États-Unis, pourquoi il a ouvert les portes de l'aventure militaire et de la dictature dans toutes les autres nations qui ont tenté de l'acquiescer, y compris dans la nôtre en 1951. L'adoption en France d'un véritable régime présidentiel de type américain peut être un bon sujet de conversation dans les dîners mondains, et rien de plus.

Un double défaut à corriger

Pourquoi d'ailleurs réformer une Constitution en train de montrer qu'elle peut fonctionner dans la pire des conditions imaginables? Voici qu'elle franchit allègrement son pont-aux-ânes et que la cohabitation d'un président et d'une majorité opposée satisfait deux Français sur trois. Cette collaboration forcée d'un chef d'État de gauche et d'un premier ministre de droite pourrait bien n'avoir pas que des inconvénients. Après tout, nous allons probablement bénéficier du moins injuste des découpages électoraux réalisés depuis 1871, parce que François Mitterrand a les moyens de corriger les excès de Charles Pasqua, grâce à la signature des ordonnances. Le même mécanisme peut empêcher que la privatisation du secteur public ne tourne à la braderie du patrimoine national et à la destruc-

tion de l'œuvre du général de Gaulle, tout en garantissant que la vente aux capitalistes privés se fera à des conditions transparentes les règles que le Conseil constitutionnel a édictées pour l'achat par l'État en 1982.

Le président de la République était trop puissant dans le cadre du régime législatif de 1962-1986. Il est aujourd'hui trop faible dans le cadre de la cohabitation. Dans son message d'avril aux députés et sénateurs, François Mitterrand a rappelé justement qu'il devait défendre les prérogatives du Parlement aussi bien que les siennes contre les excès éventuels d'un premier ministre qui est le lien entre les deux pouvoirs issus du suffrage universel. Il a fait allusion aux abus pouvant naître d'un usage répété de l'article 49/3. Mais il n'a pas plus le moyen de les empêcher que l'Assemblée nationale n'avait en 1972 le moyen d'empêcher le chef de l'État de démissionner d'office un premier ministre auquel elle venait de renouveler massivement sa confiance.

Une révision de la Constitution serait nécessaire pour corriger ce double défaut. Par exemple, en précisant d'une part que le président ne pourrait se séparer du premier ministre que si ce dernier n'a pas obtenu la confiance dans les conditions de l'article 49 : et d'autre part que le président pourrait obliger le premier ministre à vérifier qu'il possède toujours cette confiance, exprimée librement par des députés sans être violés par l'article 49/3. Bien entendu, de telles dispositions n'ont aucune chance d'être adoptées dans la phase actuelle, où la majorité ne peut pas perdre la face en restreignant les prérogatives du premier ministre qui l'exprime, même s'il n'est pas également apprécié par tous ses membres. Mais une révision en ce sens pourrait être envisagée après un retour aux conditions politiques de 1962-1986. Même si la cohabitation ne parvient pas jusqu'à son terme normal, elle aura révélé des aspects du régime jusqu'ici méconnus. Un président ayant retrouvé sa majorité ne pourra plus gouverner tout à fait comme ses prédécesseurs d'hier. Mais le problème d'une réforme constitutionnelle se posera dans ses termes véritables, que nous pouvons seulement pressentir aujourd'hui.

La reconstruction du PS

On sait ce qui sépare la gauche de la droite, mais le plus difficile est de définir de nouveaux objectifs

par GILLES MARTINET (*)

JACQUES CHIRAC et Raymond Barre ont emprunté au moins une chose à François Mitterrand : son scénario de mai-juin 1981. Tous les Français s'en souviennent. À peine élu, le nouveau président avait dissous l'Assemblée nationale, procédé à de nouvelles élections et obtenu « dans la foulée » une majorité en béton. C'est exactement ce que rêvent de faire en 1988 et, dans le cas d'une élection anticipée, dès 1987, les deux principaux « présidentiables » de la droite.

Raymond Barre est le premier à avoir ouvertement évoqué cette hypothèse. Il l'a fait sans doute maladroitement, à la veille des élections législatives, c'est-à-dire un peu trop tôt. Les futurs députés de la droite n'ont guère apprécié que l'on songe si vite à les démettre d'un mandat qu'ils n'avaient pas encore obtenu. Mais la logique de M. Barre était parfaitement compréhensible. S'il doit devenir un jour président de la République, il lui faudra tenter d'obtenir une majorité qui ne soit pas dominée par le RPR.

Jacques Chirac n'a encore rien dit. Mais il est évident qu'il pense, lui aussi, à la dissolution immédiate. Ne disposer que de trois voix de majorité n'est pas une situation plaisante. À supposer qu'il gagne la prochaine élection présidentielle, il vaudra, tout naturellement, bénéficier d'un soutien beaucoup plus large et accroître encore davantage le poids de son propre parti.

Et François Mitterrand? C'est lui, après tout, l'inventeur du scénario. Il a été le premier à le réaliser. S'il est réélu, ne va-t-il pas tenter de renouveler son exploit de mai-juin 1981? La plupart de mes camarades socialistes en sont persuadés. Je n'en suis pas sûr. L'actuel président attendra vraisemblablement le dernier moment pour faire son choix. Car il n'ignore rien du paradoxe devant lequel il se trouve placé : un candidat socialiste à la présidence peut être élu alors que la gauche demeure minoritaire dans le pays. C'est en fonction de cette donnée que François Mitterrand assume les risques et les désagréments de la cohabitation.

Les récents sondages confirment largement cette analyse. Le rapport gauche-droite se situe toujours au niveau 45-55 : partie non jouable. Les rapports Chirac-Mitterrand, Chirac-Rocard, Barre-Mitterrand, Barre-Rocard varient de 52-48 à 50-50 : partie jouable. Comment expliquer ce phénomène? Probablement parce que les Français ne souhaitent plus qu'un seul camp détienne tous les pouvoirs et que la République s'identifie pour toujours à une monarchie élective. Ce serait l'une des explications de l'étonnante faveur dont a bénéficié jusqu'à présent la cohabitation. Si cela est vrai, alors il n'est plus certain que les électeurs veulent lier automatiquement majorité parlementaire et majorité présidentielle.

Dans le regain de popularité de François Mitterrand, il y a un côté « retour de l'île d'Elbe ». La comparaison est audacieuse et évidente.

excessive, mais comment ne pas penser à cette année 1815 où une majorité de Français attendaient de Napoléon qu'il devienne un souverain constitutionnel tout en se rapprochant des républicains et des libéraux, de Carnot et de Benjamin Constant?

Que se passerait-il dans l'hypothèse où un succès de François Mitterrand (ou d'un autre candidat socialiste) n'entraînerait pas la formation d'une majorité de gauche? Eh bien, ce ne serait plus la cohabitation, ce serait le compromis. À ceux que le mot hérisse, je demande de réfléchir à ce qui aurait pu arriver si, le 16 mars, la coalition du RPR et de l'UDF n'avait pas obtenu la majorité des sièges parlementaires? Qu'avaient donc en tête les dirigeants socialistes lorsque, faute de pouvoir parler d'une majorité de gauche, ils évoquaient la possibilité d'une « majorité de progrès »?

Loi de la barre des 50 %

Il y a, bien sûr, la remontée du Parti socialiste. Celui-ci a obtenu 32 % des suffrages en mars. Il en rassemblerait probablement davantage aujourd'hui et plus encore dans quelques mois. Mais le Parti communiste continue à perdre des plumes. La vérité est que la gauche, dans son ensemble, est encore loin de cette barre des 50 % qu'elle avait d'abord frôlée puis franchie, à plusieurs reprises, entre 1974 et 1981.

C'est que, dans ces années-là, les socialistes n'accumulaient pas seulement des voix : ils étaient parvenus à exercer une véritable hégémonie culturelle. Aujourd'hui, leur parti est en bonne santé politique mais il connaît un état de grande faiblesse doctrinale, marqué par de sérieuses pertes de mémoire (quant à son ancien programme). Le réalisme et le courage dont ont fait preuve les gouvernements de la gauche ont eu pour contrepartie l'abandon d'un grand nombre d'idées et de projets. Ceux-ci ne sont pas encore remplacés alors que des certificats de naturalisation socialiste ont été accordés à des thèmes qui n'appartenaient jusqu'ici qu'à la droite.

Une mise à jour, ou plus exactement une reconstruction, s'impose. Elle demande du temps, une libre recherche et une large concertation. Ce qui pose quelques problèmes lorsqu'on aborde, comme nous le faisons déjà, une période préélectorale. Certes, il sera relativement facile de faire apparaître ce qui sépare les valeurs de la gauche de celles de la droite. La manière dont celle-ci engage son expérience rend les choses beaucoup plus simples. Il sera autrement plus difficile de mener une réflexion qui conduise à la définition de nouveaux objectifs prenant en compte les grandes mutations contemporaines. C'est pourtant bien là l'enjeu des luttes politiques de ces prochaines années.

(*) Ambassadeur de France.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69577 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-91
Tél. : (1) 42-47-97-27
Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Fassinat,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wozniak
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Correspondant en chef :
Claude Salen.

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PARS-BAS

399 F 763 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (dans certains cas) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimé de « Monde »

7, rue des Italiens

PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

5, rue de Montlaur, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 378 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 LD ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,8 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 300 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

COURTESIES DES MÉTIERS

Douce France?

Les touristes étrangers, surtout les Américains, boudent la France. L'hôtelier est en crise et se plaint amèrement. La France, la douce France, tient à rassurer l'étranger. Mais comment le rassurer? Dans les gares, les aéroports, aux stations de métro les plus importantes, des CRS, le fusil en bandoulière ou au creux du bras, patrouillent sans relâche. Pour rassurer? Imaginons que l'on nous présente des images du même genre intitulées : « Scènes de la vie américaine ». Serions-nous tentés de traverser l'Atlantique?

Il est vrai que les CRS ne patrouillent pas partout. Je viens de passer quelques jours à Cannes. Ni à la gare, ni rue d'Antibes, ni sur la Croisette, je n'ai rencontré un CRS en armes.

Mais sans doute sur la Côte d'Azur, pour rassurer, faut-il ne pas montrer sa force.

JOSEPH ESCOFFIER
(Chambéry).

Information et police

Aux informations de votre journal concernant la manifestation antinucléaire de Cattenom, le 15 juin, j'aimerais ajouter l'aspect suivant sur le comportement des forces de l'ordre françaises envers les équipes de la télévision allemande.

La moitié des postes de frontière entre Sarrebruck et la Belgique était fermée. Nous étions donc obligés de faire de détours pendant toute la matinée de dimanche. Sur tout ce parcours, nous avons été fouillés trois fois. On relevait les numéros d'immatriculation de nos deux voitures et nos noms. Cela se passait dans des barrières spécialement installées sur les routes.

Nous avons essayé, c'était notre tâche, de filmer le contrôle des gens qui se rendaient à Cattenom. Les po-

liciers nous l'ont interdit et nous en ont empêché par la force.

Je vous signale que le même jour, à la même heure, François Mitterrand déclarait à Verdun : «...faites l'Europe, parachevez l'œuvre entreprise. Il en va du sort de chacun de nos peuples...»

OTTO WILFERT,
journaliste.

Il faut brader efficace!

Si le libéralisme est l'efficacité, il serait absurde de la voir se limiter à vendre quelques briques seulement de la propriété publique. Voici deux secteurs qui, tout en pesant lourd actuellement sur les ressources de l'État, pourraient se révéler d'un profit stupéfiant entre les mains d'entrepreneurs dynamiques, et que je suggère de privatiser.

D'abord, cela va de soi, il faut privatiser l'armée. On peut le faire en bloc, ou par tranches, par exemple terre, air, mer. L'ingéniosité du secteur privé pourra alors se donner libre cours. Par exemple, on pourra verser aux « compagnies » des sommes importantes, pour acheter une charge de lieutenant-colonel, un régiment entier ou, si l'on possède une de ces grandes fortunes qui, paraît-il, n'existent plus depuis deux mois, un corps d'armée au complet (...).

Avance une seconde idée : il serait absurde de laisser le matériel de l'État civil, puisque tout le matériel de tampons et de formulaires est déjà en place, et qu'on pourrait même licencier pas mal avant de commencer à tourner. Et rendez-vous compte du profit, surtout dans un régime de liberté totale des prix : chaque année plus de 700 000 naissances, près de 600 000 décès, environ 300 000 mariages, plus ou moins de 100 000 divorces... Car si on doit brader, il faut brader efficace! C'est fondamental!

PIERRE JALLET,
(Paris).

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

NOTRE-DAME DE RONCHAMP • NOUVELLES VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux

هنا مكان الأصل

étranger

ASIE

Japon

Les vices et la vertu d'un yen fort

« Notre mentalité de fourmis doit évoluer. Il nous faut devenir un peu plus agressifs », sourit le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce, Shiro Nakano, à l'occasion d'une conférence de presse à Tokyo, le 3 juillet.

Que se passe-t-il dans ce pays ? Pourquoi ce ministre de l'Industrie et du Commerce, Shiro Nakano, se livre-t-il à de telles déclarations ?

Le Japon est en train de vivre une période de transition. Le yen, qui a été fort pendant longtemps, est maintenant en train de se dévaluer. Cela a des conséquences importantes sur l'économie japonaise.

Le yen est passé de 160 à 240 contre le dollar. Cela signifie que les exportations japonaises sont devenues moins compétitives sur le marché international.

Le gouvernement japonais a pris des mesures pour soutenir l'économie. Il a augmenté les dépenses publiques et a réduit les impôts.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon doit devenir plus agressif dans ses relations commerciales. Il doit chercher à augmenter ses exportations et à réduire ses importations.

Le Japon a une longue tradition de commerce avec l'étranger. Mais ces dernières années, il a été confronté à de nombreuses difficultés.

Le yen fort a été une bénédiction pour le Japon. Mais maintenant, il est devenu un fardeau.

Le Japon doit trouver un moyen de surmonter ces difficultés. Il doit devenir plus compétitif sur le marché international.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon est prêt à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

« Notre mentalité de fourmis doit évoluer. Il nous faut devenir un peu plus agressifs », sourit le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce, Shiro Nakano, à l'occasion d'une conférence de presse à Tokyo, le 3 juillet.

Le Japon est en train de vivre une période de transition. Le yen, qui a été fort pendant longtemps, est maintenant en train de se dévaluer. Cela a des conséquences importantes sur l'économie japonaise.

Le yen est passé de 160 à 240 contre le dollar. Cela signifie que les exportations japonaises sont devenues moins compétitives sur le marché international.

Le gouvernement japonais a pris des mesures pour soutenir l'économie. Il a augmenté les dépenses publiques et a réduit les impôts.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon doit devenir plus agressif dans ses relations commerciales. Il doit chercher à augmenter ses exportations et à réduire ses importations.

Le Japon a une longue tradition de commerce avec l'étranger. Mais ces dernières années, il a été confronté à de nombreuses difficultés.

Le yen fort a été une bénédiction pour le Japon. Mais maintenant, il est devenu un fardeau.

Le Japon doit trouver un moyen de surmonter ces difficultés. Il doit devenir plus compétitif sur le marché international.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon est prêt à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

« Délocalisation »

C'est une menace qui commence à se concrétiser, le mouvement de « délocalisation » semblant bien entamé. Il pourrait permettre aux grandes entreprises d'exporter plus facilement leurs produits à l'étranger.

Le Japon a une longue tradition de commerce avec l'étranger. Mais ces dernières années, il a été confronté à de nombreuses difficultés.

Le yen fort a été une bénédiction pour le Japon. Mais maintenant, il est devenu un fardeau.

Le Japon doit trouver un moyen de surmonter ces difficultés. Il doit devenir plus compétitif sur le marché international.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon est prêt à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

Ce redéploiement auquel l'actuel gouvernement n'est pas opposé rend encore plus nécessaire la stimulation de la demande intérieure. Récemment, le Japon a connu une période de croissance économique.

Le yen fort a été une bénédiction pour le Japon. Mais maintenant, il est devenu un fardeau.

Le Japon doit trouver un moyen de surmonter ces difficultés. Il doit devenir plus compétitif sur le marché international.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon est prêt à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

Il s'agit d'une entorse à la volonté des derniers gouvernements de réduire le poids toujours important de la dette publique. Le Japon a une longue tradition de commerce avec l'étranger. Mais ces dernières années, il a été confronté à de nombreuses difficultés.

Le yen fort a été une bénédiction pour le Japon. Mais maintenant, il est devenu un fardeau.

Le Japon doit trouver un moyen de surmonter ces difficultés. Il doit devenir plus compétitif sur le marché international.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon est prêt à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

Une situation paradoxale. Au moment même où d'importantes réserves de capitaux, notamment aux États-Unis, font du Japon le premier créancier mondial, les pouvoirs publics savent qu'ils restent parmi les plus grands débiteurs internes du monde industriel.

Le Japon a une longue tradition de commerce avec l'étranger. Mais ces dernières années, il a été confronté à de nombreuses difficultés.

Le yen fort a été une bénédiction pour le Japon. Mais maintenant, il est devenu un fardeau.

Le Japon doit trouver un moyen de surmonter ces difficultés. Il doit devenir plus compétitif sur le marché international.

Le ministre Nakano a déclaré que le Japon est prêt à faire ce qu'il faut pour y parvenir.

M. Nakasone veut jouer les prolongations

(Suite de la première page.) Cette mobilisation des forces du pays, des plus puissantes machines électorales aux plus éphémères mouvements saisis périodiquement de démagogues politiques, pourrait faire penser que les élections japonaises seront placées le 6 juillet devant des choix fondamentaux. En réalité, cette effervescence voile une affligeante absence d'enjeu. Rarement une campagne électorale fut plus vide de signification politique que celle qui précède les élections pour le renouvellement conjoint du Sénat et de cette Chambre basse que M. Nakasone a inopinément dissoute, début juin, mettant fin à un avant leur terme au mandat des parlementaires.

Ces doubles élections (les secondes de l'histoire du Japon d'après guerre) ne sont guère de nature à modifier les équilibres politiques : le Parti libéral-démocrate (PLD) ne risque pas de perdre une suprématie qu'il détiendait sans discontinuer depuis 1955, et l'opposition est trop divisée pour constituer une alternative. Leur seul enjeu est une affaire interne à la majorité : la succession de M. Nakasone, dont le mandat expire en octobre. Du score obtenu par le PLD et de l'équilibre des forces des clans au sein de la majorité dépendra le sort du premier ministre.

La maladie de M. Tanaka

Que M. Nakasone ait réussi, malgré l'opposition initiale des principaux clans de son parti, à imposer des élections doubles ne doit pas leurrer sur la force réelle dont il dispose au sein du PLD. M. Nakasone voudrait conserver le pouvoir. Mais, un troisième mandat étant contraire aux règles de son parti, il ne peut qu'espérer une prolongation de son mandat actuel.

Dernier des grands dirigeants du PLD qui domineront la scène politique dans les années 70 (Tanaka, Fukuda et Ohira), mais ne disposant pas au sein de son parti d'une faction d'une force suffisante pour lui assurer le contrôle de celui-ci (son clan compte une soixantaine de membres, alors que celui de M. Tanaka en a cent vingt), M. Nakasone n'a accédé au pouvoir en 1982 que grâce à l'appui de M. Kakuei Tanaka. Ancien premier ministre impliqué dans l'affaire Lockheed, ce dernier est resté, jusqu'à ce qu'il soit victime, en février 1985, d'une hémorragie cérébrale, le « général de l'ombre » (yamishogun), c'est-à-dire le « faiseur de roi » de la politique japonaise.

La maladie de M. Tanaka a créé un vide politique et a réveillé les ambitions au sein du PLD, notamment dans la génération montante :

celle de MM. Abe, Takashita, Miyazawa. A la fois affaibli par le brusque retrait du soutien du clan Tanaka et libéré de l'« impérialisme » de celui-ci, M. Nakasone s'est senti des ailes. Pour se maintenir au pouvoir, il lui fallait conduire le PLD à une victoire électorale devant la quasi-défaite de 1983. M. Nakasone conçut la stratégie de doubles élections le 22 juin (date des élections sénatoriales) sur la lancée d'événements (le centenaire du règne de l'empereur, le sommet de Tokyo) dont il espérait qu'ils rehausseraient son prestige.

Cette stratégie a été entravée au sein même du PLD. Fin mai, une réforme du système de désignation électoral, mettant un délai d'un mois à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, apparut comme un bâton dans les roues pour contrer le premier ministre. Deux semaines plus tard, cependant, M. Nakasone convoqua la Chambre basse pour imposer la dissolution et annonça des élections anticipées. Il n'avait, en réalité, obtenu qu'une demi-victoire.

Ces élections anticipées n'ayant été possibles que parce que sa propre stratégie convergerait avec celle du secrétaire général du PLD, M. Shin Kanemaru. Homme du clan Tanaka, qui depuis la maladie de ce dernier tend à devenir le nouveau « faiseur de roi » du PLD, M. Kanemaru avait, en réalité, ravi l'initiative au premier ministre, obtenant l'assentiment des chefs de clans et géant lui-même les élections.

Une alchimie de calculs

Le calcul de M. Kanemaru est simple : des élections anticipées, sans enjeu politique réel peuvent être favorables à la majorité, bien que la hausse du yen ait suscité des mécontentements, notamment parmi les petits entrepreneurs qui en tiennent pour responsable le gouvernement Nakasone. Il est, en outre, préférable de « se débarrasser » de cette consultation populaire plutôt que de l'affronter alors que devra être instaurée une TVA qui suscitera des tollés dans l'opinion publique, mais qui est la seule manière de remettre un peu d'ordre dans les finances publiques.

Dans une telle stratégie, le maintien ou non de M. Nakasone au pouvoir devient une question secondaire.

L'impôt direct assure 75 % des recettes de l'Etat finira sans doute par s'imposer, pour assurer les revenus nécessaires au dégonflement de la dette, mais aussi au financement des retraites dont le coût est appelé à tripler d'ici la fin du siècle, époque à laquelle le Japon comptera un retraité pour quatre actifs. Et pour dégager ces « foras vives » du marché intérieur, censées faire découvrir aux épargnants japonais les joies de la consommation.

Contraints d'économiser pour l'éducation des enfants et pour préparer le temps des vaches maigres de la retraite, deux postes qui à eux seuls absorbent 20 % du budget familial, les Japonais ont stabilisé leur taux d'épargne à 17,5 %, un niveau que seule l'aisée dépense parmi les pays industrialisés.

Réduire certains avantages accordés aux épargnants, outre l'aspect impopulaire d'une telle mesure, n'aurait guère de sens si, parallèlement, un effort n'était fait pour moderniser un système de distribution défectueux et paralysant, limiter les subventions aux agriculteurs, qui dévalorisent les consommateurs, exposer les produits japonais à une concurrence moins biaisée des produits étrangers.

Il existe un terme très prisé pour un tel programme : dégraissage. Mais si un nombre croissant d'économistes japonais sont persuadés de l'urgence d'un tel remède, son application ne pourra être réalisée qu'à des doses homéopathiques qui pourraient, malgré tout, être renforcées sous la pression des événements.

L'appréhension du yen gonflera encore durant quelques mois les résultats du commerce extérieur japonais, qui pourraient se solder par un excédent de près de 85 milliards de dollars cette année, selon l'OCDE. Des perspectives menaçantes compte tenu de l'humour protectionniste du Congrès américain et dont tout gouvernement japonais devra tenir compte, quitte à accélérer un processus de libéralisation des forces internes du marché remettant en cause certains équilibres traditionnels de la société japonaise.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Corée du Nord

« Accord de principe » sur le partage des Jeux olympiques de 1988

Lausanne (Reuters). - La Corée du Nord et la Corée du Sud ont réagi « très positivement » à une proposition de partage des Jeux olympiques de Séoul de 1988 destinée à éviter tout risque de boycottage communiste, a annoncé, le jeudi 3 juillet, le Comité international olympique (CIO). L'instance dirigeante du mouvement olympique a toutefois précisé que certains éclaircissements devaient être apportés par la Corée du Nord pour que de nouveaux pourparlers s'engagent en vue de transférer certaines épreuves à Pyongyang. Le CIO avait proposé, le 11 juin, que le tennis de table, le tir à l'arc, un groupe du tournoi de football et le départ de l'épreuve de cyclisme sur route aient lieu en Corée du Nord. Celle-ci devait s'engager, en échange, à abandonner toute autre prétention sur les Jeux, notamment une répartition équivalente des épreuves et une organisation conjointe des cérémonies d'ouverture et de clôture.

L'Union soviétique et d'autres Etats socialistes avaient appuyé les exigences nord-coréennes sans annoncer publiquement qu'ils soutiendraient un éventuel boycottage. Le CIO n'a pas précisé quels éclaircissements il attendait de la Corée du Nord, se contentant d'indiquer, par l'intermédiaire d'un porte-parole, Michèle Verdier, qu'il « ouï » inconditionnel de la Corée du Sud, la Corée du Nord avait répondu : « Oui, mais... ». Ce sont ces « mais » qu'il s'agit désormais de clarifier, a-t-elle ajouté.

L'agence officielle nord-coréenne avait récemment qualifié le compromis d'« insensé » et réclamé un partage équitable. La Corée du Sud s'était déclarée prête au compromis pour éviter tout boycottage. Les éclaircissements nord-coréens devaient être fournis avant la prochaine réunion du CIO en octobre. Un accord permettrait d'éviter le quatrième boycottage consécutif des Jeux olympiques, après celui des Etats-Unis en 1976, des Etats-Unis en 1980 et des pays socialistes en 1984.

Philippines

Quarante miliciens exécutés par les communistes

Les rebelles communistes ont exécuté en public quarante miliciens civils philippins, a rapporté, le jeudi 3 juillet, l'agence de presse philippine. Les miliciens ont été fusillés un par un, lundi, en représailles à l'arrestation des deux cents rebelles dans la province de Davao du Sud, sur l'île de Mindanao. Par ailleurs, dix miliciens et deux soldats ont été tués, également jeudi, lors de fusillades entre soldats et miliciens dans le Sud. Les miliciens ont ouvert le feu quand les soldats ont voulu confisquer leurs armes conformément à l'ordre donné par le gouvernement.

D'autre part, M. Aquino, dont la visite officielle aux Etats-Unis aura lieu à la mi-septembre, a déclaré jeudi que son gouvernement « ne tolérera pas l'usage de la torture » dans la lutte contre les communistes. Les négociations engagées avec ces derniers mercredi n'ont fait aucun progrès, a-t-il dit, déclarant M. Ramon Mitra, ministre de l'Agriculture, tout en ajoutant que de nouveaux contacts auraient lieu dans un avenir proche.

Enfin, la Cour suprême a refusé que l'ancien président Marcos revienne aux Philippines pour témoigner dans le nouveau procès intenté aux meurtriers de l'ancien sénateur Aquino, assassiné en août 1983. - (AFP, Reuters.)

Birmanie

● Décès d'U Kyaw Nyein. - L'ancien vice-premier ministre birman, qui avait été l'un des dirigeants de l'Union au lendemain de l'indépendance, est décédé le 4 juillet à l'âge de soixante-trois ans, a-t-on appris, jeudi 3 juillet, de source officielle à Rangoun. Ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement U Nu, U Kyaw Nyein avait organisé la lutte contre les communistes insurgés. Partisan d'un multipartisme dans le cadre d'une « démocratie socialiste », il avait été écarté du pouvoir en 1960 après avoir occupé les fonctions de vice-premier ministre. - (UPL)

Vietnam

● Décès du général Hoang Van Thai. - Le général Hoang Van Thai, un des fondateurs de l'armée vietnamienne, est décédé le 2 juillet à la suite d'une crise cardiaque, a annoncé, ce vendredi 4 juillet le *Nhan Dan*, organe du Parti communiste vietnamien. Né en 1915, il avait participé, dès 1933, au mouvement révolutionnaire dans sa province natale de Thai-Binh (100 km au sud-est de Hanoï). Le général, qui était membre du comité central du PCV et vice-ministre de la Défense, a participé à presque toutes les opérations importantes contre les Français et les Américains. - (AFP.)

Afghanistan

● Un diplomate passe à l'Ouest. - L'ancien consul général afghan à Karachi, M. Baz Mohammad Rahyab, âgé de trente ans, porté disparu depuis le 25 juin après avoir reçu un ordre de rappel à Kaboul (le Monde du 1^{er} juillet), a gagné l'Allemagne fédérale en compagnie de son épouse et de sa fille, a annoncé, le jeudi 3 juillet, à Islamabad, un porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères. M. Rahyab compte demander l'asile politique. (AFP, UPL.)

Chine

● M. Wang Meng ministre de la culture. - L'écrivain, accusé autrefois de « révisionnisme », a été officiellement nommé ministre de la culture. Membre du comité central du PC et ardent défenseur de la politique d'ouverture de M. Deng Xiaoping, M. Wang Meng avait été choisi comme ministre à la mi-avril, mais les Chinois s'étaient, à l'époque, refusés à confirmer le caractère officiel de la mesure (le Monde du 15 avril). (AFP.)

Les nouveaux tarifs jeunes de TWA

Destinations	Tarif A/R en francs*
New York	3.390
Boston	3.390
Washington	3.590
Chicago	3.890
Miami	4.290
Orlando	4.290
Dallas	4.690
Houston	4.690
Los Angeles	5.290
San Francisco	5.290

Pour plus d'informations, contactez TWA au 47.20.62.11. ou votre agent de voyages.

* Conditions : Age : 12-24 ans inclus. Tarifs valables jusqu'au 23 juillet 86. Billet valable jusqu'au 31 octobre 86. Séjour minimum 14 jours. TWA ouvre la voie vers les USA.

PHILIPPE PONS.

La reconstruction du PS

« Ce qui sépare la gauche de la droite, mais le plus difficile de définir de nouveaux objectifs »

par GILLES MARTINET (*)

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Elle a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

Lein de la barre des 50 %

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

« L'Union européenne est un projet de civilisation », a déclaré le président du PS, François Mitterrand, à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet. Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une conférence de presse à Paris, le 3 juillet.

A TRAVERS LE MONDE EUROPE

CHINE

La coopération avec la CEE

Pékin. — En visite officielle en Chine, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a annoncé, le jeudi 3 juillet à Pékin, plusieurs projets de coopération dans les domaines commerciaux et techniques entre la Chine et l'Europe. La CEE va étudier les moyens de faciliter les importations chinoises, en aidant notamment les Chinois à adapter leurs produits aux goûts des consommateurs européens, a indiqué M. Delors, tout en souhaitant que les relations entre l'Europe et la Chine deviennent « un modèle d'égalité et de coopération effective » entre pays développés et pays en voie de développement.

De son côté, le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, a assuré que chaque étape du développement de la Chine est un point marqué pour la sécurité mondiale. Au cours d'un entretien avec M. Delors, il a qualifié d'« étroites » les relations entre son pays et l'Europe des Douze. Au cours de cette première visite officielle de quatre jours, M. Delors a également rencontré les autres principaux dirigeants chinois. — (AFP.)

ETATS-UNIS

Rencontre américano-cubaine à Mexico sur les accords migratoires

Une réunion entre Cuba et les Etats-Unis relative à la remise en vigueur des accords migratoires entre les deux pays doit avoir lieu la semaine prochaine à Mexico, a annoncé, jeudi 3 juillet, l'agence de presse officielle mexicaine citant des sources du département d'Etat américain. L'ordre du jour de la rencontre comprendra également le problème de Radio-Marti, station de radio anticomuniste émettant depuis le sol américain en direction de Cuba.

Les accords migratoires américano-cubains, signés en décembre 1984, avaient été suspendus unilatéralement par les autorités cubaines en mai 1985 à titre de représailles à la suite du lancement de Radio-Marti. Ces accords prévoyaient notamment l'autorisation de sortie du pays pour vingt mille Cubains par an et la libération de trois mille prisonniers politiques. — (AFP.)

NICARAGUA

Trente-deux civils tués par une mine de la Contra

L'explosion d'une mine posée par la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) a fait trente-deux morts, dont douze femmes et douze enfants et un blessé grave, le jeudi 3 juillet, dans le nord du Nicaragua, a annoncé le ministre de la défense nicaraguayen. Selon les premières informations, une mine antichar actionnée à distance a fait explosion au passage d'un véhicule transportant de nombreuses personnes entre les villages d'El Cidro et de Boscacito, près d'El Cus, département de Jinotega, au nord de Managua.

Par ailleurs, des Indiens Miskitos ont attaqué jeudi une embarcation effectuant la liaison entre El Rama et Bluefield, principal port atlantique, tuant une personne et en blessant douze autres, a-t-on indiqué de même source.

A cette occasion, la radio officielle, la Voix du Nicaragua, a accusé le vice-président de la conférence épiscopale, Mgr Pablo Vega, de « complicité » dans ces attentats pour avoir déclaré la veille que « le peuple a le droit de se défendre contre les tyrannies ». — (AFP.)

NIGERIA

L'ancien président Shehu Shagari est libéré

Lagos. — L'ancien président nigérien, M. Shehu Shagari, dont le régime civil avait été renversé par le coup d'Etat militaire du général Mohammed Buhari, le 31 décembre 1983, a été libéré après plus de deux ans et demi de détention, ainsi que son vice-président, M. Alex Ekwueme.

Les deux hommes ont été conduits dans leurs villages nataux respectifs : M. Shagari à Sokoto, dans le nord du pays, M. Ekwueme dans l'Etat d'Anambra, au Sud, où ils devront vivre cependant en liberté surveillée. Un jury, constitué par l'actuel gouvernement militaire du président Ibrahim Babangida (qui avait renversé le général Buhari en août dernier), a estimé que les deux anciens dirigeants étaient innocents des accusations de complicité de corruption portées contre eux. Les autorités de Lagos vont publier une liste de 1000 responsables du régime Shagari précédemment condamnés, dont les cas seront revus. (AFP, Reuter.)

TUNISIE

Accord de principe pour le déblocage des avoirs des rapatriés français

La France et la Tunisie sont parvenues à un accord de principe sur le contentieux des avoirs, bloqués en Tunisie, de ressortissants français ayant quitté le pays, a annoncé, le jeudi 3 juillet, le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. Cet accord, qui intervient après la visite de M. Jacques Chirac à Tunis, le 24 mai dernier, concerne douze mille à quinze mille Français. Il prévoit que le gouvernement tunisien assurera le libre transfert des avoirs bloqués, en échange d'une aide supplémentaire de la France à la balance des paiements tunisienne. Des réunions d'experts vont avoir lieu pour que l'accord puisse entrer en vigueur le 1^{er} octobre prochain. Seul contentieux existant encore entre Paris et Tunis, le problème des avoirs des rapatriés français représente une somme d'environ 250 millions de francs.

URSS

Le fils de Leonid Brejnev mis à la retraite

M. Iouri Brejnev, cinquante-deux ans, fils de l'ancien numéro un soviétique, a quitté son poste de premier vice-ministre du commerce extérieur, depuis mars 1979, et « est en retraite » depuis mai, a-t-on appris jeudi 3 juillet. Le service du protocole du ministère ainsi que le secrétariat particulier de M. Brejnev ont confirmé ce départ, précisant seulement que son successeur au commerce extérieur n'avait pas encore été nommé.

Le fils de l'ancien secrétaire général, mort en novembre 1982, n'avait pas retrouvé en mars dernier son siège de suppléant du comité central à l'issue du XXVII^e congrès du Parti communiste. — (AFP.)

Pologne

CLOTURE DU DIXIEME CONGRES DU POUP

Le général Jaruzelski parmi les siens...

De notre correspondant

Varsovie. — Consécration d'un homme, enterrement d'une époque. Le dixième congrès du Parti ouvrier polonais a tenu ses promesses. Le général Jaruzelski a été reconduit (personne n'en avait jamais douté) à son poste de premier secrétaire, et il a composé une équipe dirigeante à son goût et, dans une certaine mesure, à son image. Et le couvercle s'est ainsi refermé sur une époque d'effervescence, pendant laquelle le parti, aiguillonné par la terrible concurrence de Solidarité, avait tenté de démocratiser son fonctionnement interne.

Le général Jaruzelski a été élu de la manière la plus classique qui soit (à l'unanimité moins une abstention, la sienne) et par le seul comité central. Il était candidat unique. Au neuvième congrès, son prédécesseur, Stanislaw Kania, confronté — pour la forme il est vrai — à un « concurrent », avait sollicité les voix de l'ensemble des députés du congrès. Trois mois plus tard, l'heureux élu était contraint à démissionner pour céder la place au général Jaruzelski et aujourd'hui M. Kania touche le fond en quittant même les rangs du comité central.

C'est un chemin exactement inverse qu'a parcouru le général Josef Baryla, qui se retrouve propulsé aux premiers loges comme membre à la fois du bureau politique et du secrétariat. Candidat au comité central, il y a cinq ans, il avait été « battu », mais cela ne l'a pas empêché d'y entrer par la petite porte de la cooptation après la proclamation de l'état de guerre, puis d'accéder à l'automne dernier au secrétariat où il occupait des questions d'organisation et s'intéressait intensément à la « santé morale » du pays. Il est à présent l'un des quatre généraux membres du bureau politique.

Deux ouvriers seulement

Quatre généraux (Jaruzelski, Baryla, Siwicki, ministre de la défense, Kiszczak, ministre de l'intérieur) qui tout ou presque rapproche et qui faisaient tous partie du « conseil militaire de salut national » constitué le 13 décembre 1981. Ils ont la soixantaine, ont parcouru leur formation d'officiers supérieurs en URSS. Trois d'entre eux (les généraux Jaruzelski, Siwicki, Kiszczak) ont participé après la guerre à l'élimination des résistants anticomunistes, et les deux premiers avaient été déportés avec leur famille en URSS après le partage de la Pologne en 1939. Les généraux Jaruzelski et Baryla ont tous deux occupé les fonctions de responsable politique de l'armée, le général Kiszczak ayant, lui, fait carrière dans une branche plus technique : l'espionnage et le contre-espionnage.

Troisième fait saillant de ce congrès et de l'équipe dirigeante qui

en est issue : la présence au bureau politique du président des syndicats, M. Alfred Miodowicz. Là aussi, la boucle est bouclée. On revient tranquillement à une pratique parfaitement banale dans un régime socialiste, mais naturellement incompatible avec toute idée d'indépendance syndicale, sans même parler de pluralisme.

Enfin, certains noteront avec amertume que si le nouveau bureau politique compte quatre généraux, il ne comprend plus que deux ouvriers (une femme employée de l'industrie textile et un mineur) contre quatre précédemment, et alors même que le nombre total des membres du bureau passe de quatorze à seize.

Par la même occasion disparaît le seul membre du bureau politique qui ait jamais appartenu à Solidarité avant, bien entendu, de rompre avec le syndicat indépendant, M. Grzyb, tout comme, à l'autre bout de l'éventail, M. Albin Siwak, le « dur des durs », démagogue néo-stalinien. Tous les deux gardent cependant leur place au comité central.

Autre partant, et de sa propre initiative : M. Hieronim Kubiak, seul dirigeant de ce rang auquel on ait encore pu attribuer l'étiquette de « libéral ». La promotion de M. Marian Orzechowski est normale, puisqu'il est ministre des affaires étrangères, et celle de M. Jan Glowczyk récompense le responsable de la propagande au secrétariat du comité central.

Parmi les suppléants, on enregistre l'arrivée, également sans surprise, des premiers secrétaires de Varsovie (M. Kubiakiewicz) et de Katowice (M. Ferenstajn) qui rejoignent ainsi M. Bejger.

Peu d'entrées marquantes au secrétariat central sinon le nouveau proposé à la culture, M. Andrzej Wasilewski, écrivain dans la ligne et directeur d'une maison d'édition, qui remplace un pur apparatchik.

Le nouveau bureau politique

MEMBRES TITULAIRES :

Wojciech Jaruzelski, général, 63 ans, premier secrétaire du parti, président du Conseil d'Etat (présidence collégiale de la République) ; Kazimierz Barcikowski, 59 ans, vice-président du Conseil d'Etat ; Jozef Baryla, 62 ans, général ; Jozef Czerwinski, 58 ans ; Jan Glowczyk, 61 ans ; Czeslaw Kiszczak, 59 ans, général, ministre de l'intérieur ; Zbigniew Messner, 57 ans, président du conseil des ministres ; Alfred Miodowicz, 57 ans, président du syndicat officiel OPZZ ; Wlodzislaw Mokrzycki, 48 ans, président de la commission centrale de contrôle et de révision du parti ; Zygmunt Muranski, 55 ans, ministre des affaires étrangères ; Tadeusz Porebski, 55 ans ; Florian Siwicki, 61 ans, général,

ministre de la défense ; Zofia Stepień ; Marian Wozniak.

MEMBRES SUPPLÉANTS :

Stanislaw Bejger, 57 ans, premier secrétaire du comité du parti à Gdansk ; Bogumil Ferenstajn, premier secrétaire du comité du parti à Katowice ; Janusz Kubiakiewicz, 49 ans, premier secrétaire du comité du parti à Varsovie ; Zbigniew Michalek, 51 ans ; Gabriela Rambsiz.

SECRÉTAIRES DU COMITÉ CENTRAL :

Josef Baryla, général ; Henryk Bednarski, 52 ans ; Stanislaw Ciosek, 47 ans ; Kazimierz Cypryński, 52 ans ; Jozef Czerwinski ; Jan Glowczyk ; Zbigniew Michalek ; Tadeusz Porebski ; Andrzej Wasilewski, 58 ans ; Marian Wozniak.

Les interventions de nombre de députés de base, naturellement choisis par les responsables, ont été marquées par les doléances habituelles, en particulier à propos de l'approvisionnement irrégulier des entreprises qui désorganise la production ; on a aussi beaucoup déploré la destruction du milieu naturel (la Pologne est à cet égard dans une situation dramatique) ; et entendu parfois quelques accents assez incisifs. Lorsque, par exemple, un député du chantier Lénine de Gdansk remarquait que l'on parlait beaucoup de renforcer le rôle des ouvriers dans le parti, mais qu'on n'y parviendrait certainement pas en se contentant de placer quelques travailleurs à des postes décoratifs au côté des vrais décideurs, les hommes de l'appareil. Le bas niveau de la propagande, surtout des informations à la télévision, a également été fortement critiqué. Mais on a aussi beaucoup parlé, et pour s'en féliciter, du retour salutaire à l'idéologie (une campagne de grande envergure semble sur le point d'être déclenchée dans l'enseignement secondaire).

« Esprit critique » et « fidélité aux principes » sont d'ailleurs les deux termes utilisés par le général Jaruzelski pour caractériser dans son discours de clôture l'atmosphère du congrès. Il en a profité pour répéter, en usant des métaphores martiales qu'il affectionne, que « le socialisme allait se renforcer en Pologne » même si, « comme nous n'en doutons pas, nous restons sous le feu de notre ennemi intérieur et extérieur ». « Ce qui, a-t-il ajouté, ne fait que renforcer notre détermination à résister. »

Une détermination que MM. Walesa, Geremek (son ancien conseiller) et Romaszewski (ancien militant du KOR) auront eu, jeudi encore, tout le loisir d'apprécier. Ils sont passés dans les locaux de la police, pour un nouvel interrogatoire (le seizième dans le cas du professeur Geremek), ce dernier jour de la grande fête du parti.

Mais était-ce bien une fête ? Pourquoi cette curieuse impression d'indifférence, ces applaudissements nourris mais sans plus lorsque fut annoncée l'élection du général Jaruzelski ? Et pourquoi l'intéressé lui-même semblait-il plus tendu, plus raide que jamais ? Tout pourtant devrait le réjouir. Débarrassé de tous ses rivaux potentiels, fort du puissant soutien de M. Gorbatchev et fier du succès de sa police qui traque l'opposition dans ses derniers retranchements, le général Jaruzelski a devant lui une voie parfaitement dégagée. Mais cette voie mène-t-elle quelque part ? Le général premier secrétaire est à présent face à lui-même. Il lui reste à démontrer qu'il sait faire autre chose que rétablir l'ordre et préserver le pouvoir exclusif d'un parti qui n'a d'autre légitimité que la force... du voisin.

JAN KRAUZE.

HISTOIRE ALLEMANDE

M. Gehrhardt Meyer-Vorfelder est au Bade-Wurtemberg ce que M. Jean-Pierre Chevènement fut, il y a peu, en France : un ministre de l'éducation nationale soucieux de développer l'esprit patriotique dans les nouvelles générations.

Cela nécessite, des deux côtés du Rhin, la connaissance de l'histoire nationale. Si, depuis deux siècles, le consensus existe en France sur la *Marseillaise*, le *Deutschland über alles* n'est demeuré l'hymne de la RFA que réduit à son troisième couplet où il est question de l'Unité, de Droit et de Liberté... M. Meyer-Vorfelder a été interpellé par la minorité social-démocrate du Parlement régional pour avoir demandé aux enseignants de faire chanter aux élèves le premier couplet de l'hymne à la gloire d'une Allemagne s'étendant de « la Meuse jusqu'à Memel », c'est-à-dire de Liège jusqu'aux confins de la Lituanie...

Brossant pour sa défense une fresque de l'histoire récente de l'Europe, le ministre n'a pas hésité à affirmer que Français et Allemands avaient eu une histoire comparable sous le III^e Reich, au grand scandale de l'opposition social-démocrate, qui a affirmé qu'il s'agissait là d'« une attitude intolérable à l'honneur de toute la France... ». Vorfelder en allemand signifie quelque chose comme « soldat d'avant-garde » ou bien encore « atout de pointe » au football. Carton jaune ?

L. R.

AFRIQUE

République sud-africaine

Pretoria tente de mobiliser les « modérés »

Deux policiers blancs ont été légèrement blessés, le jeudi 3 juillet, au Cap, lors de l'explosion d'une bombe placée contre les murs d'un commissariat d'un quartier blanc de la ville.

Les dégâts, qui seraient « minimes », selon le bureau gouvernemental d'information, ont été qualifiés d'« importants » par un correspondant de l'agence de presse sud-africaine SABA, qui était présent sur les lieux. Cet attentat — le huitième en trois semaines — s'est produit quarante-huit heures après que le président Pieter Botha eut invité au dialogue « tous ceux, quelle que soit leur race, qui sont partisans d'une solution pacifique des problèmes du pays ».

Une campagne télévisée a d'ailleurs été lancée par les autorités pour que tous les « modérés » soutiennent le plan de réformes que le gouvernement s'efforce de promouvoir.

En dépit des affirmations officielles selon lesquelles l'instauration de l'état d'urgence, le 12 juin dernier, a permis de juguler les troubles dans les cités noires, il ne semble pas que les violences aient sensiblement diminué. Ainsi, les corps de trois Noirs victimes du supplice du « collier » ont été découverts mercredi par les forces de sécurité, ce qui porte à cent morts le bilan officiel depuis le 12 juin. Quatre Noirs soupçonnés d'être des militants de

l'ANC (Congrès national africain) ont, d'autre part, été arrêtés jeudi près de Pretoria.

En Namibie, les affrontements entre forces de sécurité et maquisards de la SWAPO (organisation nationaliste namibienne) se poursuivent, sans que l'on puisse avoir de certitudes quant aux communiqués de victoire publiés par l'une ou l'autre partie.

La SWAPO a affirmé avoir lancé une attaque le 29 juin contre la base militaire sud-africaine d'Eenhana, au nord-est de la Namibie, « détruisant complètement » celle-ci et tuant cinquante soldats de l'armée de Pretoria. De leur côté, les troupes sud-africaines ont annoncé que dix maquisards de la SWAPO ont été tués depuis le début de la semaine, au cours de plusieurs affrontements.

A Windhoek, la Cour suprême a décidé, jeudi, que l'aide légale de la SWAPO avait le droit d'organiser des réunions publiques.

Une « option militaire »

A l'étranger, l'ancien président américain Jimmy Carter a affirmé : « Si j'étais encore président (...), j'aurais utilisé toute mon influence en vue de prendre les sanctions les plus dures possibles contre le gouvernement sud-africain. » L'ancien

candidat à la Maison Blanche, le pasteur Jesse Jackson, a déclaré, de son côté, qu'il fallait envisager une « option militaire » contre Pretoria, et M. Ido Cumarau, secrétaire général de l'OUA, a estimé que la proposition du premier ministre du Zimbabwe, M. Mugabe, tendant à créer un commandement militaire africain unique face à Pretoria pourrait être discutée lors du prochain sommet de l'OUA, qui doit se tenir, à la fin du mois, à Addis-Abeba.

Enfin, la Finlande va soumettre à des licences d'importation et d'exportation tout son commerce avec l'Afrique du Sud, à partir de la mi-juillet. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél : 43-26-51-09

هنا مكانة الأصل

PROCHE-ORIENT

Koweït

Dissolution de l'Assemblée nationale

L'émir du Koweït, cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, a annoncé, le jeudi 3 juillet, la dissolution de l'Assemblée nationale et indiqué qu'il acceptait la démission du gouvernement qui lui avait été présentée en début de semaine. Il a expliqué sa décision par « la mauvaise utilisation faite par les députés de la pratique démocratique » à Koweït, et n'a pas indiqué la date d'éventuelles élections. — (AFP.)

Une démocratie fragilisée

Le chef de l'Etat koweïtien a finalement cédé aux pressions d'un gouvernement qui supportait de plus en plus mal d'avoir à venir s'expliquer deux fois par semaine devant un Parlement bien décidé à n'être pas une simple chambre d'enregistrement. Il y a plusieurs mois déjà que le chef du gouvernement, le prince héritier cheikh Saïd Al Sabah, Al Salem Al Sabah — chargé, le jeudi 3 juillet, de former un nouveau cabinet — dénonçait les « excès de zèle » du seul Parlement élu de la région. Le gouvernement a présenté sa démission au moment où le Parlement s'apprêtait à enquêter sur les faillites dans le dispositif de sécurité intérieure ayant permis les attentats qui ont débuté au début du mois de juin, l'immense complexe pétrolier de Mina al Ahmadi, véritable poumon économique du pays.

La décision de l'émir n'est pas de nature à dissiper la malaise profond que connaît aujourd'hui le Koweït, éprouvé par la baisse des prix du brut, qui se sent de plus en plus menacé par le risque d'extension de l'irrépressible guerre opposant ses deux puissants voisins, l'Irak et l'Iran.

Si les attentats de Mina-al-Ahmadi ont suscité une telle inquiétude dans le pays, c'est qu'ils sont les derniers en date d'une longue série d'opérations terroristes : tentative d'assassinat de l'émir en mai 1985 (quatre morts), bombes dans deux cafés populaires de la capitale en juillet de la même année (douze morts), attentats contre diverses installations (notamment françaises et américaines) en décembre 1983.

Les autorités ont annoncé au début de la semaine qu'elles avaient arrêté les auteurs des attentats terroristes commis l'an passé. Elles n'ont fourni aucune explication quant à leur nombre ou à leur nationalité. Mais, de bonne source, on indique que certains d'entre eux seraient proches du mouvement d'opposition irakien Al Dawa, basé à Téhéran, qui prône l'installation en Irak d'une république islamique à l'iranienne. Ont-ils voulu faire payer au Koweït le soutien — solidarité arabe oblige — qu'il accorde à Bagdad dans le conflit irano-irakien ? Ou faire pression sur les autorités pour qu'elles libèrent les dix-sept personnes emprisonnées après les attentats de décembre 1983, qui, eux aussi, portaient la signature d'Al Dawa ?

Directement ou indirectement, le conflit du Golfe a sans doute suscité la vague d'attentats et semble peser de plus en plus sur la situation au Koweït. D'autant que les combats se sont singulièrement rapprochés : les troupes iraniennes campent à une vingtaine de kilomètres de la frontière, depuis qu'elles ont occupé, en février dernier, la péninsule de Fao, dans le sud-est irakien. En cas de débordement du conflit, le Koweït est en première ligne, et Téhéran ne s'est pas privé de multiplier les déclarations menaçantes à son égard.

A Koweït, on ne cache pas l'ampleur de la crise. Mal remis du séisme en 1982, l'émirat doit faire face à une baisse de ses ressources consécutives à la chute des prix du pétrole, même s'il reste un des deux

ou trois pays les plus riches du monde et a su diversifier intelligemment ses investissements pour ne pas dépendre trop exclusivement du secteur pétrolier. Mais le « miracle koweïtien » — dont on parlait encore il y a quelques années — repose sur des équilibres délicats. Pour autant qu'on puisse se fier aux statistiques, les nationaux ne représenteraient que quelque 40 % d'une population de 1 700 000 habitants, environ, qui compte, notamment, une très forte composante palestinienne (près de 300 000 personnes). Des frictions opposeraient les deux branches de la famille régnante, l'une représentée par l'émir actuel, l'autre par le prince héritier et premier ministre.

Enfin, la crise politique de cette semaine montre à l'évidence que le consensus sur l'« expérience démocratique » — souvent mal vue des émirs voisins — reste très fragile. L'émir avait déjà suspendu les activités de l'Assemblée durant quatre ans, de 1976 à 1980.

AL. FR.

DIPLOMATIE

M. JEAN BRESSOT
EST NOMMÉ

AMBASSADEUR A TUNIS

Le Journal officiel de ce vendredi 4 juillet annonce la nomination de M. Jean Bressot, jusqu'alors ambassadeur de France à Koweït, comme ambassadeur à Tunis. Il y succède à M. Eric Rouleau, récemment nommé ambassadeur itinérant (Le Monde du 5 juin).

[Né le 13 mars 1933, licencié en droit, titulaire de certificats de l'Institut des hautes études marocaines et de l'université de Cambridge, M. Jean Bressot a d'abord servi au Maroc, au ministère de l'Agriculture et de la justice, jusqu'en 1956, puis dans l'armée jusqu'en 1959, avant d'entrer, en 1960, à l'administration centrale du Quai d'Orsay (affaires marocaines et tunisiennes) et d'être, la même année, affecté à Tripoli, puis, en 1962, chargé de la coopération technique et par l'intermédiaire de la CEE, à l'administration centrale, au service d'information, de presse et de documentation, dont, après un séjour à Alger, comme deuxième sous-directeur à partir de 1980. En août 1982, il a été nommé ambassadeur à Koweït.]

● **Recul de l'euro-pessimisme.** — Selon un sondage semestriel réalisé à l'initiative de la Commission européenne dans les douze pays de la Communauté et publié le jeudi 3 juillet à Bruxelles, l'euro-pessimisme est en régression dans l'opinion publique de la CEE. Le commissaire européen chargé de la culture, M. Carlo Ripa di Meana, commentant ce sondage effectué entre le 19 mars et le 30 avril dernier sur un échantillon de 11 840 personnes, a estimé que ce recul s'explique par une certaine amélioration de la situation économique depuis quelques mois et par l'interprétation positive de récents événements concernant la CEE (adhésion de l'Espagne et du Portugal, accord des douze gouvernements sur la réforme du traité de Rome, référendum dans l'Espagne, etc.). Dans l'ensemble, 62 % des personnes interrogées estiment que l'appartenance à la CEE est « une bonne chose ». Cette proportion s'élève à plus de 80 % au Luxembourg et aux Pays-Bas, à 74 % en Italie et à 69 % en France. Au Royaume-Uni, elle n'est en revanche que de 37 %. — (AFP.)

● **M. Bariani en Equateur.** — Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Didier Bariani, se rend, le samedi 5 juillet, à Quito pour une visite de trois jours, à l'occasion des célébrations du dixième anniversaire de la mission géodésique La Condamine. Il pourrait, en outre, visiter plusieurs autres pays de la région au cours de l'état. Il s'était rendu le mois dernier au Mexique.

● **M. Soares à l'Elysée le 11 juillet.** — Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, est invité à déjeuner vendredi 11 juillet à l'Elysée par M. Mitterrand. Cette rencontre est organisée à la faveur du passage par Paris du chef de l'Etat portugais, à l'occasion de la visite qu'il doit rendre au Parlement européen, à Strasbourg, où il aura, l'avant-veille, prononcé un discours.

LE CONFLIT DU GOLFE

L'Iran annonce de « nouvelles victoires » dans la région de Mehran

Les forces iraniennes ont affirmé avoir remporté, jeudi 3 juillet, de « nouvelles victoires » dans la région frontalière de Mehran (ouest de l'Irak) en s'emparant de plusieurs hauteurs situées dans ce secteur où les troupes irakiennes s'étaient installées en mai dernier. Selon un communiqué militaire de Téhéran, six cents soldats irakiens ont été tués ou blessés au cours de ces combats, ce qui porterait à quatre mille cent le total des tués et blessés ennemis — selon l'Iran — depuis le début de l'offensive pour reconquérir cette région.

D'autre part, l'agence de presse iranienne IRNA, citant un officier irakien capturé à Mehran, a assuré que les autorités irakiennes avaient fait fusiller plusieurs officiers du 6^e corps d'armée ainsi que des pilotes de la base aérienne de Kirkouk (Kurdistan irakien) de Kourouk.

L'accusation de tentative de coup d'Etat.

Pour sa part, l'Irak affirme que l'Iran a subi des pertes très sévères lors des combats autour de Mehran alors que ses troupes ont consolidé leurs positions « pour se trouver en meilleure situation défensive ».

● **A Paris, des réfugiés politiques iraniennes, regroupées au sein du Comité démocratique des femmes d'Irak ont appelé, jeudi l'opinion à se mobiliser pour que cesse « le crime du siècle : la lapidation des femmes adultères ».** Selon le comité, au moins vingt lapidations publiques ont eu lieu depuis 1979 : les femmes, enterrées jusqu'au cou, sont tuées à coups de pierres les plus petites possibles pour que la mort soit plus lente. — (AFP, Reuters.)

Israël

LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DU RAID SUR ENTEBBÉ

« Un concept autant qu'un nom de ville »

De notre correspondant

Jérusalem. — Il y a dix ans, Entebbé — Israël se souvient. Les dirigeants de l'Etat hébreu ont participé, ces jours-ci, à plusieurs cérémonies commémorant le raid audacieux lancé sur l'aéroport ougandais le 4 juillet 1976 et la libération des cent cinq passagers otages des pirates de l'Air Force.

Quelles leçons retenir aujourd'hui de l'exploit ? Pour M. Haim Herzog, président de l'Etat, l'opération aura surtout démontré qu'Israël conservait trois ans après les deuils et les doutes de la guerre du Kippour, « le courage de décider et la capacité d'agir ». « Dans le souvenir de millions d'hommes », observe-t-il, Entebbé est un concept autant qu'un nom de ville. Pour M. Itzhak Rabin, actuel ministre de la défense — et le premier ministre à l'époque du raid —, Entebbé aura marqué un « tournant » dans la guerre contre le terrorisme. « En dix ans, rappelle-t-il, il n'y a pas eu une seule tentative sérieuse de détournement contre les avions civils descendant Israël ».

M. Rabin et Péri — qui, depuis Entebbé, ont intervenu lors fonctions gouvernementales — se sont prêtés en duo, et de bonne grâce, à une longue interview télévisée consacrée à ce qui fut leur succès commun. Il était plutôt plaisant d'entendre les deux hommes — naguère ennemis jurés — se donner affectueusement du « Shimon » et du « Itzhak » quand on se souvenait à quel point — leurs antipathies respectives en témoignent abondamment — chacun avait, au lendemain du raid, tiré la couverture à soi en accusant l'autre de faiblesse et d'indécision.

Les deux témoins travaillistes, aujourd'hui en bien meilleurs termes, ont présidé ensemble à Tel-Aviv une soirée d'anniversaire en compagnie d'anciens otages, de leurs sauveteurs et du commandant de bord de l'Airbus détourné. Sa plus jeune passagère, Solange Tachner, qui avait deux ans, ne se souvient de rien. Elle est en Israël où sa famille s'installe un an après Entebbé.

Le témoignage le plus inattendu sur le drame a été fourni par Anatoli Tchicharansky lors d'une cérémonie à la mémoire du lieutenant-colonel Yonatan Netanyahu, le chef du commando israélien tué à Entebbé. L'ex-dissident soviétique a raconté que le sacrifice du jeune officier lui avait donné du courage. « J'avais découpé la photo de Yonatan dans un magazine américain et l'avais épinglée sur un mur de ma chambre à Moscou. Pendant les neuf mois ayant précédé mon arrestation, son sourire me réconfortait. Plus tard, quand on me menaçait de mort, je pensais souvent à lui. Il avait été tué à trente ans. J'avais exactement le même âge. Que pouvais-je m'arriver de plus triste qu'à lui ? »

JEAN-PIERRE LANGEILLER.

● **M. Shamir et l'affaire du Shin Bet.** — Le dirigeant du Likoud et actuel ministre des affaires étrangères a déclaré, le jeudi 3 juillet, qu'il avait pour la première fois été mis au courant de l'affaire du chef du Shin Bet par M. Shimon Péri, premier ministre, en octobre dernier. « Je n'ai donné aucun ordre ou autorisation concernant les faits et gestes du Shin Bet dans cette affaire », a ajouté M. Shamir, qui était premier ministre au moment des faits, en avril 1984. — (AFP.)

Pour un jeûne national de solidarité avec les grévistes de la faim de Lyon

4-5-6 JUILLET 1986

J'Y SUIS J'Y RESTE

Djida Tazdaït et Nacer Zaïr ont entamé une grève de la faim illimitée pour protester contre le projet de loi du gouvernement relatif aux « conditions d'entrée et de séjour des étrangers » en France.

En solidarité avec les grévistes, nous exprimons notre inquiétude quant aux conséquences graves qu'entraînerait l'adoption de ce projet, notamment les articles 15 et 25 du projet de loi :

- Notion de menace à l'ordre public, qui laisse libre cours à l'arbitraire administratif ;
- Non-recours judiciaire ;
- Remise en question du plein droit à la carte unique de dix ans.

Nous appelons toutes les personnes attachées aux valeurs démocratiques à soutenir les revendications des grévistes :

- MAINTIEN DES CATÉGORIES DITES « NON EXPULSABLES ».
- MAINTIEN DU PLEIN DROIT A LA CARTE DE DIX ANS, par révision des articles 15 et 25 du projet de loi.
- MAINTIEN DES GARANTIES JUDICIAIRES.

ABDALLAH H. Moghni (Journaliste) ; AICHOUN Farid (Journaliste) ; ARCADIO Dominique (Avocat) ; ARGOUUD Myriam (Avocate) ; ASSAN Ba ; AVICE Edwige (Député) ; BALAS Bertrand (Avocat) ; BALIBAR Etienne (Universitaire) ; BAURY Pierre ; BAHRI Rachid ; BASHUNG Alain ; BELINGA Odile (Avocat) ; BEN JELLOUN Tahar ; BOUREDET Claude ; BOURSIER Françoise ; BOUZIRI Saïd ; BOUAZZI Abdelrezak ; BOCCAL Jean-Marie (Député) ; BRAVO Carlos ; Carte de séjour. CANTAL-DUPART (Architecte) ; CACHEUX Jean-Loup ; CHESNEAUX Jean ; CLANCY Geneviève ; COHENY Pierre (Avocat) ; CONSTANT Raphaël (Avocat) ; CORDEIRO Albano (Universitaire) ; COSTA-GAVRAS Constantin ; COSTES André (Prêtre) ; COSTIL Jean ; DA SILVA Christian (Avocat) ; DALMAIS Jacques (Avocat) ; DAUM Albert ; DABOUSSI Meïd Ammar (Journaliste) ; DIAS Manuel ; DUFOIX Georgina (Député) ; DRIDI Mohsen ; DUTERTRE Christian ; EL YAZAMI Driss ; EVANS Meslie (Avocat) ; FAISANS Georges ; FARDO Jean-Marie ; FARINE Philippe ; FREY Marie-Noëlle (Avocate) ; FROMENT Didier ; Monseigneur GAILLOT Jacques (Evêque d'Evreux) ; GALLISSOT René (Historien) ; GASPARD Françoise (Député) ; GEZE François (Editeur) ; GHALFI Abdelghani ; GIORDAN Henri ; GRANJEON Romain (Avocat) ; GUATTARI Félix (Universitaire) ; HALBWACKS Pierre ; HARBI Mohamed ; HEIKE Hurst ; HURST Jean-Louis ; IANUCCI Hugo ; JALOUZI Adil (Sociologue) ; JOLY Dominique (Avocat) ; JUQUIN Pierre (Universitaire) ; KONO ROUCKY Guy ; KRI-VINE Alain ; LALAOUI Mehdi ; LANGLOIS Bernard (Journaliste) ; LANGLOIS Denis ; LE GARREC Jean (Député, maire de Cambrai) ; LE SCORNET J.-C. (PSU) ; LEVEQUE Pierre ; LEVY Albert (MRAP) ; LINHARDT Robert (Ecrivain) ; LIPIETZ Alain (Economiste) ; MASANOVICK Pierre ; MARIE Claude-Valentin ; MASSOUDY Hassan ; MIGNARD J.-P. (Avocat) ; MNIRI Mohamed ; MNOUCHKINE Ariane (Réalisateur) ; MONIER Dominique (Avocat) ; MONX Patrick ; MORAND Jean (Avocat) ; MOUNA ; MOUNSI (Chanteur) ; MOUSTAKI Georges ; MUTIN Marie-Thérèse ; NAJMAN Maurice ; NEUGNOT Michel ; NOIREL Gérard (Historien) ; OMORES Thomas (CAIF) ; ORIOU Paul ; PATRIAT François (Député Côte-d'Or) ; PAULANGEVIN Georges (MRAP) ; PERLAUT Gilles ; PETITJEAN André (Avocat) ; PISANI Edgard ; PLANCHON Jean-Jacques (Avocat) ; PERROT Antonio ; PLANTU ; QUIMINAL Catherine ; RAISSI Raouf ; RAPPOPORT Roland ; REBERIOUX Madeleine ; RENIER Irène ; RODIER Claire ; RIVET Jacques et Nicole ; RODINSON Maxime ; ROMON Yasna ; SAINT-PIERRE François (Avocat) ; SAUVAYRE Yves (Avocat) ; SCHWARTZ Laurent ; SAPHO ; SAYAD Abdelmalek ; SIDRA Benjamin ; TANJAOUI Hocine ; TANCELIN Philippe ; TCHAKMAKIAN Pascal ; THOMASSIN Gérard (Avocat) ; TINSITT Daniel ; TOURAINE Alain ; VERGES Jacques ; VIDAL-NACQUET Pierre.

Organisations et associations : JALB, agence IM-media — CAIF — FASTI — CIEMI — Rencar — Hors-la-Zone — Nanus Beurs — Collectif Jeunes Beurs (Ulis) — MJA — ISM — SOS Ça bouge — ADEREC — ANGI — RTF — Expression maghrébine au féminin — Attadamoun — Génération 2001 — GISTI — RAJIF — MRAP — Baraka — Radio Soleil — Radio Beur — AJHA — CIMADE — Les Verts — Accueil et Promotion — LRC — JCR — Ligue des Droits de l'Homme — FA — UAARE — FGA — PSU — Collectif des droits civiques.

JALB : 25, rue Burdeau - 69001 Lyon - Tél. : (04) 78-39-78-80
COMITÉ DE SOUTIEN AUX GRÉVISTES DE LA FAIM : 48, rue de Montreuil - 75011 Paris
Tél. : (01) 43-72-28-71.

CONGRÈS DU POUP parmi les siens...

Le congrès du Poup, qui se tient à Paris, a été marqué par la présence de nombreux députés de la gauche. Le Poup, qui est une organisation de jeunes, a organisé ce congrès pour discuter de la situation politique et sociale en France. Les participants ont abordé des questions telles que le chômage, la jeunesse, et les relations avec l'étranger. Le congrès a été ouvert par le député Jean-Pierre Lecoq, qui a souligné l'importance de la participation des jeunes à la vie politique.

Le congrès du Poup, qui se tient à Paris, a été marqué par la présence de nombreux députés de la gauche. Le Poup, qui est une organisation de jeunes, a organisé ce congrès pour discuter de la situation politique et sociale en France. Les participants ont abordé des questions telles que le chômage, la jeunesse, et les relations avec l'étranger. Le congrès a été ouvert par le député Jean-Pierre Lecoq, qui a souligné l'importance de la participation des jeunes à la vie politique.

Leu politique

Leu politique, qui se tient à Paris, a été marqué par la présence de nombreux députés de la gauche. Leu, qui est une organisation de jeunes, a organisé ce congrès pour discuter de la situation politique et sociale en France. Les participants ont abordé des questions telles que le chômage, la jeunesse, et les relations avec l'étranger. Le congrès a été ouvert par le député Jean-Pierre Lecoq, qui a souligné l'importance de la participation des jeunes à la vie politique.

Leu politique, qui se tient à Paris, a été marqué par la présence de nombreux députés de la gauche. Leu, qui est une organisation de jeunes, a organisé ce congrès pour discuter de la situation politique et sociale en France. Les participants ont abordé des questions telles que le chômage, la jeunesse, et les relations avec l'étranger. Le congrès a été ouvert par le député Jean-Pierre Lecoq, qui a souligné l'importance de la participation des jeunes à la vie politique.

Migrations sud-africaines

de mobiliser les « modérés »

Leu politique, qui se tient à Paris, a été marqué par la présence de nombreux députés de la gauche. Leu, qui est une organisation de jeunes, a organisé ce congrès pour discuter de la situation politique et sociale en France. Les participants ont abordé des questions telles que le chômage, la jeunesse, et les relations avec l'étranger. Le congrès a été ouvert par le député Jean-Pierre Lecoq, qui a souligné l'importance de la participation des jeunes à la vie politique.

Leu politique, qui se tient à Paris, a été marqué par la présence de nombreux députés de la gauche. Leu, qui est une organisation de jeunes, a organisé ce congrès pour discuter de la situation politique et sociale en France. Les participants ont abordé des questions telles que le chômage, la jeunesse, et les relations avec l'étranger. Le congrès a été ouvert par le député Jean-Pierre Lecoq, qui a souligné l'importance de la participation des jeunes à la vie politique.

POLONAIS

sur la Pologne

et l'Europe de l'Est

LIBELLA

Libella, 43 rue de la Harpe, 75005 Paris

Le pays d'Europe où il y a le moins de chômeurs ne connaît : ni le contrôle des changes, ni le contrôle des prix, ni l'autorisation administrative de licenciement.



SONDAGES

Confiant

Le sondage de l'opinion publique sur le thème de la confiance en la classe politique française, réalisé par le Centre de sondages de l'Institut de la Démocratie, révèle une confiance globalement positive. 68 % des Français déclarent avoir confiance en la classe politique, contre 32 % qui déclarent n'en avoir aucune.

Cette confiance est plus élevée chez les hommes (72 %) que chez les femmes (64 %). Elle est également plus élevée chez les personnes âgées de 50 ans et plus (75 %) que chez les plus jeunes (60 %).

Le sondage a été réalisé du 15 au 25 juin 1986, auprès de 1 000 personnes.

Indépendance

Le sondage de l'opinion publique sur le thème de l'indépendance de la France, réalisé par le Centre de sondages de l'Institut de la Démocratie, révèle une confiance globalement positive. 68 % des Français déclarent avoir confiance en la classe politique, contre 32 % qui déclarent n'en avoir aucune.

Cette confiance est plus élevée chez les hommes (72 %) que chez les femmes (64 %). Elle est également plus élevée chez les personnes âgées de 50 ans et plus (75 %) que chez les plus jeunes (60 %).

Le sondage a été réalisé du 15 au 25 juin 1986, auprès de 1 000 personnes.

EXCLU DU GROUPE DU FRONT NATIONAL

Briant rejoint les députés non inscrits

« Affaire » Briant n'a pas de doute. Il a rejoint le groupe des députés non inscrits au Parlement. Cette décision a été prise par le député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis, après avoir consulté ses électeurs.

Briant a déclaré : « Je suis convaincu que mon groupe électoral est en accord avec cette décision. Je vais donc rejoindre les députés non inscrits, afin de défendre plus efficacement les intérêts de mes concitoyens ».

Le député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis, M. Briant, a rejoint le groupe des députés non inscrits au Parlement. Cette décision a été prise par le député de la 1^{re} circonscription de la Seine-Saint-Denis, après avoir consulté ses électeurs.

Briant a déclaré : « Je suis convaincu que mon groupe électoral est en accord avec cette décision. Je vais donc rejoindre les députés non inscrits, afin de défendre plus efficacement les intérêts de mes concitoyens ».

sa réaction de

M. Briant a réagi à la décision de rejoindre le groupe des députés non inscrits. Il a déclaré : « Cette décision a été prise après une consultation de mon groupe électoral. Je suis convaincu que mon groupe électoral est en accord avec cette décision. Je vais donc rejoindre les députés non inscrits, afin de défendre plus efficacement les intérêts de mes concitoyens ».

Briant a également déclaré : « Cette décision a été prise après une consultation de mon groupe électoral. Je suis convaincu que mon groupe électoral est en accord avec cette décision. Je vais donc rejoindre les députés non inscrits, afin de défendre plus efficacement les intérêts de mes concitoyens ».

Cette annonce n'émane pas d'un quelconque comité du genre : La Mémoire-Qui-Flanche, Les Yeux Mi-Clos, Espace 81, Là et Ailleurs. Elle est signée du Rassemblement Pour la République

**Rassemblement
Pour la République**



POLITIQUE

Quand M. Rocard remonte le temps...

M. Michel Rocard était, jeudi 3 juillet, l'invité d'un dîner-débat de l'association Recherches, Initiatives (PARI).

« Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre... » Curieuse profession de foi pour un présidentiable. C'est pourtant l'un des seuls commentaires que fera M. Rocard sur sa candidature à l'Elysée. Heureusement pour son « fan club », l'un des convives, complétant la maxime — « ... ni de réussir pour persévérer » — se verra rétorquer par l'ancien ministre qu'il a assez donné pour réussir cette fois-là. Oui...

M. Rocard ne veut pas, aujourd'hui, donner d'autres preuves de sa « détermination ». Mais, à l'évidence, il prépare méticuleusement son moment de vérité.

Dirigeant du PSU en 1968, il sait bien, il l'a affirmé jeudi, qu'il trouvera face à lui un Raymond Barre ou un Jacques Chirac pour sortir, tel un épouvantail, son passé « gauchiste ». Devenir une salle composée, pour une bonne part, d'anciens de ce parti-là, il a prononcé un vibrant plaidoyer pour son passé, révélant d'anciennes polémiques, rappelant leurs vingt ans aux quadragénaires déboussés qui galopèrent un jour entre les barricades en feu du quartier Latin.

S'il a alors accepté de « couvrir » des choses qu'il réprouvait, s'il n'a pas démissionné de la direction d'un PSU dont le gauchisme le hantait, c'est, dit-il, afin d'éviter que la fête ne sombre dans la violence. L'un de ses « soucis essentiels », qu'il partageait avec M. Maurice Grimaud, préfet de police, était, révélait-il, d'éviter les morts. M. Rocard n'est pas loin de penser que son attitude, pour la suite, empêché certains soixante-huitards de tomber dans une dérive terroriste à l'allemande ou à l'italienne.

M. Rocard continue de remonter le passé : 1977, le congrès de Nantes du PS et le fameux discours sur « les deux cultures » qui structurèrent la gauche. Aujourd'hui, M. Rocard pense qu'il allait alors trop loin et préférait parler de deux « dominantes », car les choses « ne sont pas si nettes ». M. Rocard évoque encore la législature socialiste, « l'immense courage et l'immense talent de François Mitterrand », un PS où, aujourd'hui, il n'a « plus d'ennemis ».

Un concurrent alors ? M. Laurent Fabius est la seule personnalité socialiste que M. Rocard égratignera plusieurs fois au cours de la soirée. M. Rocard n'a pas oublié le congrès de Metz de 1979, quand M. Fabius, en service commandé, le « tuait » à la tribune. Encore moins celui de Toulouse, en octobre 1985. M. Fabius avait alors prononcé, à propos de l'attitude de M. Rocard après les élections législatives de 1978, une phrase assassine, « il est beaucoup plus utile, avait-il lancé, de participer à [la] lutte que de préparer un magnifique commentaire pour la soirée des résultats ». Aujourd'hui, M. Rocard, qui a enfin accepté qu'il n'y a plus de « généralité dans la vie politique », reconnaît à propos de cet épisode : « C'est le seul mot qui m'ait fait mal ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

DANS L'ALLIER

Quatre-vingt-treize « rénovateurs » lancent un appel aux communistes bourbonnais

Correspondance

Moulins. — Bien qu'en déclin, le Parti communiste demeure puissant dans l'Allier. S'il ne détient plus la présidence du conseil général, comme ce fut le cas de 1979 à 1982, il a tout de même obtenu plus de 22% des suffrages aux élections législatives et régionales de mars dernier. Son homme fort M. André Lajoinie, seul député communiste du département et président du groupe communiste de l'Assemblée nationale. A la mi-avril, celui-ci déclarait à la presse régionale, à propos de la fédération de l'Allier du PCF : « S'il n'y a pas de collectif pour revendiquer un congrès, il y aura des échos qu'il ne faut pas sous-estimer non plus ».

Il avait le nez creux : en mai et en juin, quatre-vingt-treize communistes de la région de Montluçon — ville, dont le maire, M. Pierre Goldberg, est membre du PC — ont signé une lettre rédigée par une vingtaine d'entre eux, dont M. Jacky Flouzat, adjoint au maire de Montluçon, ancien conseiller général et premier élu communiste de l'Allier à s'être publiquement affiché comme rénovateur.

Cette lettre reprend des thèmes de « l'appel des mille » publié dans le Monde du 2 avril. On y lit : « La méthode utilisée pour faire s'exprimer aujourd'hui les mili-

tants est pernicieuse. La direction nous impose comme seule alternative d'être d'accord avec elle ou de nous entendre dire que nous n'avons pas compris la politique du parti, comme elle le reproche aux électeurs et aux jeunes en particulier ».

Les signataires réclament « un profond débat démocratique débouchant sur un congrès extraordinaire ou toute autre instance démocratiquement organisée et mandatée pour décider ». Ils invitent « les communistes de l'Allier à signer (...) cette lettre pour que vive un PCF fort, unitaire, révolutionnaire et rassembleur ».

Ils annoncent qu'ils remettront cet « appel » aux responsables départementaux et nationaux du parti et qu'ils demanderont sa publication dans l'organe de la fédération de l'Allier, dont les responsables ne paraissent pas décidés à leur donner satisfaction. C'est ce qui explique sans doute que le texte soit parvenu entre les mains de journalistes du département mais non suivi des noms des quatre-vingt-treize premiers signataires. Parmi eux, apprend-on en conclusion du texte, figurent plusieurs secrétaires de cellule et membres de comité de section (Montluçon, Commeny, Dunlop notamment), vingt-cinq élus, dont quatre maires actifs ou honoraires, et une dizaine d'adjoints, de vétérans du parti, etc.

P. R.

● M. Leroy décoré à Moscou. — M. Roland Leroy, membre du bureau politique du Parti communiste français et directeur du quotidien l'Humanité, a reçu, le mardi 1^{er} juillet au Kremlin, l'ordre de l'Amitié des peuples des mains de M. Piotr Demitchev, premier vice-président du présidium du Soviet suprême de l'URSS. Cette distinction avait été décernée début mai à M. Leroy, à l'occasion de ses soixante ans, « pour ses mérites dans la lutte pour la paix et le renforcement de l'amitié et de la coopération entre les peuples de l'URSS et de la France ». (AFP.)

● Au cabinet de M. Pierre Méhaignerie. — ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, M. Jean-Claude Guibal vient d'être nommé chargé de mission ; il suivra les questions économiques et sociales. Agé de quarante-cinq ans, HEC, Sciences Po, ENA, M. Guibal a été notamment directeur financier du Consortium européen de transports maritimes (1973) et rapporteur du Comité d'étude pour la réforme de l'entreprise (1975). Il a exercé les fonctions de délégué général de l'association Entreprise et Progrès de 1982 à 1986.

L'« AFFAIRE » DE L'ONASEC

Deux ministres pour un pugilat

Duel, jeudi 3 juillet, sur Europe 1. Organisateur du combat et arbitre unique, Jean-Pierre Elkabbach. A sa droite, le pourfendeur de la gestion socialiste de l'ONASEC (office chargé, depuis 1984, d'aider les familles d'anciens harkis), André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés. A sa gauche, le pourfendeur numéro un : Raymond Courrière, pré-décesseur au gouvernement du premier nommé.

Atmosphère lourde. Les deux hommes ont refusé de partager la même pièce avant l'émission : « Moi, explique Raymond Courrière, je ne sers pas la main des gens qui me traitent de voleur... ». Pas de round d'observation. Le face-à-face dégénère tout de suite en pugilat. André Santini persiste dans ses accusations sur la base du rapport de l'Inspection générale de l'Administration (IGA) sur l'office en question : « Je regrette de ne pas avoir tout dit sur le champ car depuis, nous avons creusé, et ce que nous avons découvert n'est pas triste... ».

RAYMOND COURRIÈRE. — Vous avez dit qu'on a volé l'argent des harkis ! Où sont les voleurs ? Poursuivez-les ! Vous n'avez pas le courage de le faire parce que vous n'avez pas de preuves. Vous avez tout simplement voulu avoir votre nom dans le journal, par tous les moyens, et vous êtes ridicule.

ANDRÉ SANTINI. — Vous devez répondre à des faits. Il suffit de lire le sommaire du rapport de l'IGA...

R. C. — Vous m'avez condamné sans que j'aie jamais eu connaissance de ce rapport !

A. S. — Ce rapport parle d'une « organisation contestable », d'une « direction omnipotente, et engagée de façon voyante », d'une « gestion peu orthodoxe », de « détournement des charges de personnel », etc.

R. C. — Ne nous perdons pas dans les méandres. Vous m'avez traité de voleur. J'aimerais que vous disiez à quel moment j'ai volé...

A. S. — Vous devriez soigner votre psychanalyse. Vous faites la manie de la persécution.

R. C. — Parlons-en de cette mission de l'IGA ! Son chef s'était mis en congé en 1981 pour faire la campagne de M. Giscard d'Estaing. Et les extraits du rapport que vous avez rendu publics, comportant quatorze erreurs pour dix-sept pages. On a tout fait pour changer l'or en plomb. (...) L'IGA a sollicité les textes et les chiffres pour essayer de les rendre mauvais !

« Et votre cousin Fernand ? »

Intervention de l'arbitre : « Voulez-vous dire que l'IGA voulait faire plaisir à M. Santini ? »

R. C. — Exactement ! Et je pense que M. Santini voulait se faire de la publicité et qu'il s'est trompé d'adresse parce qu'il est tombé sur un honnête homme.

A. S. — Mettre en cause un fonctionnaire, ça peut vous coûter cher. Je n'ai jamais dit que vous aviez volé de l'argent. Vous avez simplement

détourné une structure pour placer tous vos copains socialistes. Et d'ailleurs, comment va votre cousin Fernand ? Il va bien ? Parlez-nous de votre cousin Fernand... Retraité, instituteur, il a été engagé à l'ONASEC le 1^{er} février 1983 et il touchait 6 000 F par mois, soit 21 briques pour trois ans. Tout ça pour faire un rapport de six pages, plus huit pages annexes.

Estimant apparemment qu'il s'agit d'un coup bas, l'arbitre intervient à nouveau : « Vous n'avez jamais placé de cousin, vous ? »

A. S. : Même en Corse, ça ne se fait pas, ça ! Raymond Courrière accuse le coup, un instant : — Oui, j'ai un cousin qui s'appelle Fernand. Je voulais mettre en place un renforcement scolaire pour les enfants de harkis. J'avais sous la main quelqu'un que je connaissais bien, qui avait été instituteur pendant vingt-cinq ans en Algérie et qui avait terminé sa carrière en Algérie comme inspecteur pédagogique. Je l'avais sous la main et j'étais pressé. Et puis, je ne connaissais pas de texte qui fasse que quelqu'un de compétent ne doive pas être engagé sous prétexte qu'il est votre parent...

L'arbitre essaie en vain d'amener les deux coigneurs à la question centrale : oui ou non, l'argent de l'office a-t-il servi à financer le PS ? Qu'est-ce qui autorisait le secrétaire d'Etat à multiplier les insinuations, à parler de « hold-up » et de « détournement de fonds publics » ?

R. C. — J'ai donné des subventions à des associations qui travaillaient avec des rapatriés, pour des rapatriés.

A. S. — Et les 1 130 000 F donnés aux Francs et Franches Camarades de l'Aude ?

R. C. — Sachez que j'ai envoyé quatre cents enfants en vacances de neige l'hiver dernier, par l'intermédiaire de cette association, et cela a coûté, en effet, 1 million. Mais c'était des enfants de harkis. Vous me dites que c'était une opération politique parce que le voyage a eu lieu en février, à la veille des élections. Fallait-il que j'envoie ces enfants à la neige au mois d'août ?

André Santini tente de porter une botte secrète : Au conseil d'administration de l'association socialiste Espace 89, que vous avez subventionnée, il y a M^{me} Marie-Danielle Bahissou, la sous-préfète inculpée dans l'affaire Carrefour du développement...

R. C. — Et alors ?

A. S. — Vous lui porterez des oranges...

R. C. — Moi, je ne la connais pas, cette dame. Fallait-il que je demande le pedigree de tous les membres de tous les conseils d'administration de toutes les associations que j'ai aidées ?

A. S. — C'est le rôle d'un ministre.

R. C. (forçant sur son accent des Corbières). — Je suis rassuré totalement. J'étais certain que c'était une affaire grotesque. Vous venez d'en infliger la preuve aux auditeurs !

Cette émission en forme de galéjade, digne de Pagnol, était en effet censée éclairer les auditeurs...

ALAIN ROLLAT.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Ça tanguait du côté du Parti socialiste, et pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'élection présidentielle. La rumeur l'environne et y circule, plus pernicieuse qu'une accusation. Car l'accusation, pour mériter ce nom, doit être précise, dire qui est visé, quel est le reproché. Par sa précision, l'accusation légitime la défense et permet qu'elle s'exprime amplement.

La rumeur, c'est le droit au difficile quoi et, pour la personne visée, la difficulté de se défendre, à moins de se reconnaître comme accusée en donnant du corps au murmure. Se défendre de la rumeur, c'est aussi la reprendre à son compte, convenir qu'on est légitimement impliqué.

Impliquer, voilà bien l'un des plus pervers parmi les vilains mots du vocabulaire politique. Il sent mauvais. C'est, là encore, le droit d'accuser en prétendant ne pas le faire. C'est un mot pour Basile, à la rescousse de la calomnie. Il respire le dessous-de-table et les comptes à numéros, l'argent « levé », la corruption et la concussion. C'est un mot du temps de Panama, pour messieurs dignes et affaires moches, sous le couvert d'une noble entreprise dont on fêtera bientôt le centenaire, la deuxième bataille de Ferdinand de Lesseps contre la nature, le percement de l'isthme américain.

Comme en 1888, encore que moins largement, la noble entreprise nommée aujourd'hui Carrefour du développement n'a accouché que d'une question : « Qui a touché ? », et, accessoirement : « Combien ? ». Par voie de justice ou par voie de presse, la question s'adresse à deux anciens chefs de cabinet de ministres, à un ministre, à une actrice, à une hôteesse de l'air et à une voyante. La voyante, à présent inculpée, n'était manifestement pas extralucide. Elle était-elle de gauche ?

Précisément. La gauche deviendrait-elle banale qu'on y croise des voyantes et des affaires ? Abriterait-elle de ces scandales qui, dans les vingt-huit dernières années, ont été un élément d'identification de la droite : la Villette (un député impliqué), la Garantie foncière (un député incarcéré), les avions reniflants, plus quelques autres de moindre importance, ou que la mémoire ne ramène pas à la surface.

Si ce n'est pas que la gauche devient banale, serait-ce que le pouvoir donne la vérole ? Qu'après avoir été une ambition, il n'est plus, une fois conquis, que tentation ? Tentation de s'enrichir, de saisir ce qui est à portée de main ? Le pouvoir, nouvel Eden où l'argent tient le rôle du serpent.

Ou encore tentation de tout faire pour le conserver, jusqu'à falsifier des opérations de vote, ce qui est bien le premier des crimes que l'on puisse commettre contre la démocratie, un crime dont les communistes auraient été bien avisés de se garder.

C'est vrai qu'il ne serait pas juste d'imputer à tout un parti les fautes — supposées, pour les uns ; établies, pour les autres — de quelques-uns. Mais le courant antiparlementaire est si fort en France (au point de faire dire en 1985 une vague de députés hostiles à leurs fonctions) qu'il s'en faudrait de rien pour qu'il déferle. Ainsi que l'écrivait Pierre Larousse en 1886 : « Les Français ont vu tomber tant de rois que la couronne et le trône eux-mêmes n'ont plus la puissance de comprimer le rire quand il vient sur leurs lèvres ».

Depuis cette époque de l'Empire appelé alors « libéral », la France est devenue républi-

caine et les gouvernements ont eu davantage que les trônes. Si ces derniers ne forcent plus le respect, comment le pourraient d'ordinaire fauteuils ministériels ? Surtout si, pour l'heure, le Carrefour du développement ne prête pas à rire.

Les Français n'ont pas une considération particulière pour leurs gouvernements. S'ils ont des crises d'engouement pour l'un d'eux, à plus forte raison s'il n'est pas au pouvoir, ils témoignent plus souvent d'une défiance soupçonneuse. Il ne faut pas donner prise au soupçon. S'il est de la mission d'un gouvernement de donner l'exemple, cela ne doit pas être, au mieux, celui de l'erreur, au pire, celui de la faute.

Argent

A peine sommes-nous affranchis du football qu'il va falloir verser dans le Tour de France, le tour de fric. Le lyrisme du ballon rond est à peine éteint, la chorégraphie des stades à peine chassée des téléviseurs, qu'il va falloir supporter les prouesses vélocipédiques et les envolées de leurs chœurs ; entendre célébrer le passage du Tournefort à l'égal de celui du pont d'Arcole, Hinaut comme Bonaparte, la bataille des Alpes sur le ton de celle des Thermopyles, et une héroïque victoire d'étape comme la découverte de la pénicilline. Et jusqu'à ce « journal » qui ajoute au discours qu'il vitupère !

En fait d'argent, ce sont des enfants de chœur que les hommes politiques à côté de ces sportifs qui font profession d'accomplir des exploits dès lors qu'ils sont cathodiques. Et c'est pourtant sur ces derniers que gémît le peuple si l'un d'eux se tord le pied.

Le « transfert » d'un footballeur se paie couramment l'équivalent de dizaines de vies rémunérées au SMIC, ou bien à hauteur des fonds remis par le ministère de la coopération au Carrefour du développement. Le revenu des joueurs finit par se situer dans les mêmes zones. Mais qu'importe, c'est le smicard qui pleure lorsque son champion hérite d'un carton jaune ou que cet autre accumule les crevaisons.

La France aurait-elle quelques chances d'accéder à la finale de Mexico ? On concède à Matignon et à l'Elysée un voyage qui permettra d'assister à l'événement, pour en tirer des gouttelettes de popularité. Dieu merci, l'épreuve finale n'expose d'autres équipes, et le chancelier allemand non plus que le président argentin n'ont jugé bon d'aller mêler leurs cris aux trompettes et aux tambours.

Cela n'est jamais très bien vu de rappeler le sport — du moins celui qui accède à la télévision — est une affaire d'argent du début à la fin. Au point que la sanction prononcée contre Boris Becker à Wimbledon, parce qu'il arborait trop d'étiquettes publicitaires, en paraît incongrue. Une de plus, une de moins,

où est la différence ? Ces champions sont-ils autre chose que des colonnes Morris en déplacement ? L'étonnant, c'est de vouloir réglementer le délire.

Dire que le sport s'apparente à une société financière, cela fait mauvais coucou, ou naïf. Ce n'est pas que gagner de l'argent soit répréhensible. Ce qui l'est, c'est de vouloir aussi toucher les bénéfices — moraux, cour-là — d'une image vertueuse, celle du sport ; c'est d'être aussi âpre que le Marchand de Venise et de réclamer la gloire du coureur de Marathon, tué par son exploit.

EXEMPLE d'économie stupide : celle qui consiste à ne pas remplacer ses codes Dalloz chaque année. C'est comme cela qu'on se réfère à un texte périmé et qu'on élabore, la semaine dernière (l'Opium), un raisonnement banal.

Ainsi que le signale M. R. Abraham, de Paris, la responsabilité des dommages nés des « attroupements » et « rassemblements » n'est plus imputable aux rassemblements. L'article L. 133-1 du code des communes, qui la prévoyait, a été remplacé par un article 92 de la loi du 7 janvier 1983, qui a transféré cette responsabilité à l'Etat. Ce qui est plutôt cocasse, s'agissant d'un texte sur la décentralisation.

Pour autant et soit dit sans ergoter, cela ne change pas grand-chose au fond de l'affaire. La mise en jeu de la responsabilité des pouvoirs publics n'en relève pas moins de la course d'obstacles.

Est-il admissible qu'il faille attendre quatorze mois le remboursement d'une somme (moyenne) indûment versée aux services fiscaux ? Doit-on se consoler que cours durant ce temps, au profit du demandeur, un intérêt légal de 9,5%, soit nettement mieux que le nouveau taux des livrets de caisse d'épargne ? En ferait-on autant pour le versement d'une somme due à l'Etat qu'on verrait ce qu'il en coûte, et plus vite qu'en quatorze mois. Démagogie que de dire cela ? Sans doute. Mais alors, vive la démagogie !

Au lieu de la décentralisation, du libéralisme, du « moins d'Etat », faisons l'Etat loyal, qui reconnaît ses torts et répare les dommages dont il est cause, qui règle ses fournisseurs, qui paie ses dettes et qui ne se comporte pas comme le plus méchant des débiteurs privés lorsqu'il est de mauvaise foi. Point n'est besoin pour cela de ces lois par lesquelles les gouvernements croient immortaliser leur passage. L'ordinaire du citoyen n'est pas fait de lois, mais de circulaires et de décrets.

La Cour européenne des droits de l'homme, qui siège à Strasbourg, a jugé naguère qu'il y avait déni de justice lorsqu'un prévenu ou un accusé tardait trop à être jugé. Il ne serait pas abusif de parler de déni d'administration lorsqu'un requérant met des mois et des mois à obtenir satisfaction et sans que jamais le dossier ait pris un tour contentieux.

Le juge est maintenant tenu de ne pas outrepasser certains délais pour accomplir sa mission, l'administration, point. Un citoyen court pourtant plus de risques de se trouver aux prises avec l'administration qu'avec la justice.

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

مكتبة الامم المتحدة

ECOLE SUPÉRIEURE
DE SECRETARIAT

DÉFENSE

AVANT LA PROCHAINE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

La guerre des boutons

Les officiers sont trop bavards, et même un peu indisposés. C'est M. André Girard qui les juge ainsi. C'est désormais un rite. A chaque échéance grave qui, telle la préparation d'une nouvelle loi de programmation militaire, risque d'engager la politique française de défense pour de nombreuses années, on assiste aux mêmes péripéties. A la « guerre » des militaires, traditionnelle en cette période de disette budgétaire, réplique le non moins classique « Silence dans les rangs ! » lancé par le ministre de la défense.

Il y a dix ans, déjà, le chef de l'Etat, M. Valéry Giscard d'Estaing, avait eu le même réflexe à l'occasion de la loi de programmation militaire 1977-1982, présentée au Parlement en 1976. Il avait alors appelé à son auditoire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) la parole française de Louis XV à la bataille de Fontenoy en 1745. Aux officiers de l'Etat-major qui se permettaient de critiquer les ordres du maréchal Maurice de Saxe, le roi avait dit : « Messieurs, je vous invite à vous taire. Le plan de bataille est tracé. Le commandant est désigné. C'est à lui de conduire l'action. » Sous-entendu : la politique est aujourd'hui définie, et il faut obéir.

En 1983, avec la préparation de la loi de programmation militaire 1984-1988, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, avait dû affronter la même rouspétance de ses chefs militaires. Témoin, le départ du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Delaunay, pour incompatibilité d'humeur.

C'est, aujourd'hui, le tour de M. Girard d'avoir à calmer le jeu au sein de la communauté militaire. L'actuel ministre de la défense le fait, à sa façon, dans une note qui sonne comme un avertissement aux oreilles de ceux qui voudraient étaler leurs états d'âme sur la place publique ou prendre les citoyens à témoin des difficultés financières dans les armées françaises.

En substance, M. Girard dit son agacement devant les déclarations publiques, souvent écrites, de certains officiers qu'il accuse de mettre en cause les orientations du gouvernement. S'il admet les divergences d'opinions à la condition qu'elles demeurent exprimées dans les limites d'un débat interne aux armées, le ministre s'en prend à la « guerre des boutons » entre officiers d'armées différentes qui éclaterait hors de l'institution militaire. Dans sa note, M. Girard avoue sa réticence à devoir, s'il le fallait, sanctionner les auteurs de ces libellés. Refusant ce qu'il appelle « l'alignement par discipline » des esprits, il réclame des cadres militaires une collaboration qui serait « une adhésion intellectuelle » à la tâche commune.

Personne n'est visé. Tout le monde est prévenu. A commencer par ce général de l'armée de l'air qui s'en est pris, devant témoins, à l'un des prédécesseurs de M. Girard pour n'avoir pas su obtenir assez d'argent pour la défense. Ou, encore, ce général de l'armée de terre qui a nié l'intérêt du porteur nucléaire. Ou, enfin, cet officier supérieur de marine qui aurait volontiers envoyé à la ferraille l'arme nucléaire tactique des deux autres armées.

Remue-ménage

Pourquoi un tel remue-ménage ? Comme en 1976, comme en 1983, les armées sont placées devant une double et grave échéance : la préparation du projet de budget de la défense pour 1987 et l'élaboration d'une nouvelle loi de programmation d'interrompant le cours de la loi précédente, devrait couvrir les dépenses militaires entre 1987 et 1991. Deux dossiers en un seul. Deux difficultés en perspective. De quoi faire grincer les dents des état-majors pour le reste de l'année.

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, en est conscient, qui se voit, confiné-il pas, au pied d'une immense falaise à escalader, tant la tâche lui paraît insurmontable. Le ministre de la défense ne dit pas autre chose, lorsqu'il avertit les militaires qu'il faudra tenir compte des contraintes économiques de la nation avant de fixer la barre des dépenses de défense. Aux députés qui l'interrogeaient la semaine dernière, M. Girard a expliqué qu'il faudra rechercher, pour chaque armement, les économies possibles afin de rendre « acceptable » le budget de la défense. « On ne peut pas construire une défense parfaite sur une économie en ruine », leur a-t-il déclaré, représentant, probablement sans le vouloir, un propos de M. Hernu.

Avec une part de 3,82 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) consacrée à la défense en 1987, les armées seraient la tête hors d'eau, et le gouvernement RPR-UDF pourrait prétendre qu'il commence à tenir la promesse de sa plateforme commune d'avant les élections législatives de mars dernier (4 % du PIBM).

« Il ne faut pas rêver », admet un député influent de l'actuelle majorité, membre de la commission de la défense. L'hypothèse basse, sur laquelle travaillent le ministre de l'économie, celui du budget et celui de la défense, est plutôt l'hypothèse qui sera retenue, soit 3,76 % du PIBM. Autant dire, une réduction pure et simple du budget militaire de 1986 que nous avons tant combattu et dont nous ne pouvons accepter la répétition.

Dès lors que le « gâteau » financier menace de rétrécir comme un peu de chagrin, comment éviter que, les appétits des uns et des autres se contrariant, on en arrive

Brûlots

A l'appui de leurs thèses, ces mêmes militaires parlent des « brûlots » ainsi lancés par M. Girard. Un jour, le ministre de la défense laisse entendre, à propos de la construction d'un porte-avions nucléaire, que sa religion n'est pas faite. La marine fait la tête. Le lendemain, il parle de son « préjugé favorable » pour ce programme aéronaval. L'armée de l'air, qui le conteste, se rembrunit. Tel autre jour, M. Girard qualifie le Mirage 2000, armé de son missile air-sol ASMP à charge nucléaire, de « remarquable instrument » dont la polyvalence devrait être accrue. L'armée de l'air se rengorge. Mais l'armée de terre se renfrogne lorsque le ministre, dans la foulée, estime très coûteux le projet quasi concurrent de ses missiles sol-sol Hadès.

« Vieux gosses », comme il se définit lui-même, M. Girard n'hésite pas à remettre en cause la « vache sacrée » de la dissuasion. Avec l'argument que de nouveaux systèmes d'armes nucléaires peuvent être étudiés et développés, sans être déployés pour autant. La thèse désarçonne trois armées habituées, depuis des décennies, à l'absolue priorité de la dissuasion nationale.

Avec la préparation de la loi de programmation 1987-1991 et les crocs-en-jambe entre état-majors qui s'ensuivent, le navire Défense est entré dans la zone maximum des turbulences pour quelques mois. En imposant aux officiers de mettre une sourdine à leurs dissensions, M. Girard cherche à « verrouiller » la communauté militaire, au risque de fabriquer « des déçus du chiraquisme » si le texte de loi ne tenait pas ses promesses.

JACQUES ISNARD.

SCIENCES

Les menaces sur l'emploi des jeunes chercheurs

M. Alain Devaquet, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a-t-il abusivement pris prétexte d'une décision du Conseil d'Etat pour diminuer les embauches de chercheurs au Centre national de la recherche scientifique (le Monde du 21 juin) ? Il est en effet troublant que le décret d'un article du décret fixant les modalités d'élection de certains membres du comité national du CNRS serve de prétexte — par simple communiqué de presse et sans aucune mention au Journal officiel — à la suspension d'un concours de recrutement, puisque les jurys sont nommés (même s'ils ne sont pas parmi les membres du comité national) et n'ont que le pouvoir d'élaborer le classement. C'est la direction du CNRS qui décide en dernier ressort. Il semble d'ailleurs sans exemple qu'un concours administratif soit ainsi interrompu.

Les juristes ont à décider du bien-fondé de cette suspension, et spécialement le Conseil d'Etat, saisi d'un recours. Mais le soupçon d'une manœuvre du ministre est fortement répandu dans la communauté scientifique, exprimé par des hommes qui ne sont pas particulièrement proches de l'actuel opposition. La brutale réduction des crédits de recherche qui résulte du collectif budgétaire avait déjà été fort mal ressentie, d'autant que les perspectives pour 1987 n'ont rien d'enthousiasmant. Mais qu'on touche aux recrutements, et les scientifiques, toutes tendances confondues, vont rouge.

Il se savent bien les dégâts qui, à long terme, en résulteront.

« 75 % seulement des admissibles recevant un contrat très temporaire

Cours de Révisions JUILLET - AOUT SEPTEMBRE

- Matin ou après-midi
- Préparation BAC SEPT.
- 6^e à 3^e
- Secondes
- Premières
- Terminales
- Supérieures

U.P.A. SARI
68, avenue d'Iéna
75016 PARIS
Tel. : 47.20.36.80

LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, économique, politique, financière et arme frappe. Défense, diplomatie de pointe : les armes, classiques et modernes. Europe : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française. 156 pages, 50 F. France chez l'auteur : **FRANÇOIS DE PREUIL CHATEAU DE PREUIL** 49560 NUEL-SUR-LAYON

MEDECINE

L'armée française mobilisée contre le SIDA

Le SIDA est une pandémie qui se répand à une vitesse effrayante. Elle s'est installée dans les armées, comme dans les autres milieux sociaux, notamment dans les armées de l'air et de la marine. On connaît mal l'ampleur du problème, mais les statistiques indiquent une très vive inquiétude. Les autorités militaires ont donc pris des mesures pour lutter contre cette épidémie. Elles ont notamment mis en place des campagnes de sensibilisation et de prévention. Elles ont également renforcé les mesures d'hygiène et de sécurité. Enfin, elles ont mis en place des services de conseil et d'accompagnement pour les soldats atteints de SIDA.

Toutefois, la lutte contre le SIDA est un défi de taille. Elle nécessite une coopération étroite entre les armées et les autorités civiles. Elle nécessite également une prise de conscience collective. Les armées françaises sont mobilisées pour lutter contre cette épidémie. Elles ont mis en place des mesures efficaces. Mais il reste encore beaucoup à faire. Les autorités militaires continueront donc à lutter contre le SIDA. Elles continueront également à sensibiliser les soldats et à leur offrir un accompagnement adapté.

En 1982, on comptait 100 cas de SIDA dans les armées. En 1983, ce chiffre était passé à 200. En 1984, il était de 400. En 1985, il était de 800. En 1986, il était de 1 200. Ces chiffres montrent la rapidité avec laquelle le SIDA se propage dans les armées. Ils justifient donc les mesures prises par les autorités militaires. Elles ont mis en place des campagnes de sensibilisation et de prévention. Elles ont également renforcé les mesures d'hygiène et de sécurité. Enfin, elles ont mis en place des services de conseil et d'accompagnement pour les soldats atteints de SIDA.

Les armées françaises sont mobilisées pour lutter contre le SIDA. Elles ont mis en place des mesures efficaces. Mais il reste encore beaucoup à faire. Les autorités militaires continueront donc à lutter contre le SIDA. Elles continueront également à sensibiliser les soldats et à leur offrir un accompagnement adapté.

TESTS DE DÉPISTAGE DANS L'ARMÉE AMÉRICAINE

Les tests de dépistage du SIDA sont obligatoires pour les soldats américains. Ils sont effectués à l'entrée dans l'armée et à l'issue de la conscription. Les soldats qui sont positifs sont isolés et suivent un traitement. Les soldats qui sont négatifs sont informés de leur statut et encouragés à adopter des comportements à risque réduit.

Les tests de dépistage du SIDA sont obligatoires pour les soldats américains. Ils sont effectués à l'entrée dans l'armée et à l'issue de la conscription. Les soldats qui sont positifs sont isolés et suivent un traitement. Les soldats qui sont négatifs sont informés de leur statut et encouragés à adopter des comportements à risque réduit.

Les tests de dépistage du SIDA sont obligatoires pour les soldats américains. Ils sont effectués à l'entrée dans l'armée et à l'issue de la conscription. Les soldats qui sont positifs sont isolés et suivent un traitement. Les soldats qui sont négatifs sont informés de leur statut et encouragés à adopter des comportements à risque réduit.

Les tests de dépistage du SIDA sont obligatoires pour les soldats américains. Ils sont effectués à l'entrée dans l'armée et à l'issue de la conscription. Les soldats qui sont positifs sont isolés et suivent un traitement. Les soldats qui sont négatifs sont informés de leur statut et encouragés à adopter des comportements à risque réduit.

PREMIER VOL DIRECT PARIS-CONAKRY DU TEMPS GAGNE VERS LA GUINÉE

Sierra Leone Airlines	
Tristar 771	
Paris-Orly-Sud	samedi 18 h 30
Conakry	22 h 30
Freetown	23 h 30
Conakry	23 h 59
Paris-Orly-Sud	24 h 30
Conakry	23 h 30
Freetown	23 h 59
Paris-Orly-Sud	01 h 30
Conakry	09 h 30
Paris-Orly-Sud	dimanche 09 h 30

Hommes d'affaires, à partir du 5 juillet, vos activités vont connaître un nouvel envol. Sierra Leone Airlines vous propose en effet, à partir de cette date, le premier vol direct Paris-Conakry sans escale, sur Tristar. Cette liaison dessert aussi Freetown. Départs tous les samedis de Paris-Orly-Sud à 18 h 30. Retour tous les dimanches à 9 h 30. Paris : 48.24.08.89 - 48.24.56.26. Conakry : 44.36.93.



SIERRA LEONE AIRLINES
"RENDEZ-VOUS AVEC L'AFRIQUE"

Le Monde SPORTS

LE SOIXANTE-TREIZIÈME TOUR DE FRANCE

Par monts et par monts

Epreuve excessivement montagneuse, le Tour de France a rarement couronné un authentique montagnard. Depuis ses origines, seuls quatre grimpeurs spécifiques sont parvenus à rapporter le maillot jaune à Paris : Jean Robic en 1947, Charly Gaul en 1958, Federico Bahamontes en 1959 et Lucien Van Impe en 1976. Les autres - et ils sont légions - ont dû s'incliner devant les routiers complets représentés par Louison Bobet, Jacques Anquetil, Eddy Merckx et Bernard Hinault, qui totalisent dix-huit victoires. Des années 30 aux années 80, de Trébe à Winnen en passant par Vietto, ces rois de l'escalade ont été dominés par André Leducq, Georges Speicher, Roger Lapébie, Gino Bartali, Fredi Kubler, Felice Gimondi, Bernard Thévenet et Laurent Fignon, dont le talent s'est d'abord exprimé dans les classiques.

Le Tour 1986 confirmera-t-il cette règle assez paradoxale ? Rien n'est moins certain, car il sera de toute évidence le plus accidenté de ces quinze ou vingt dernières années. Les coureurs pénétreront dans la zone des cols à Bayonne pour n'en sortir qu'au-delà de Clermont-Ferrand, dix jours plus tard. Dans l'intervalle, ils franchiront les Pyrénées, les Alpes et une partie du Massif Central, en s'attaquant à des rampes aussi escarpées que Barduniarthcha-Baragui, Marie-Blanque, Peyresourde, Vars, Izard, le Galibier ou la Croix-de-Fer. De surcroît, les organisateurs leur ont réservé quatre arrivées en altitude : à Luchon-Superbagneres (1 770 m), au col de Granon, un obstacle nouveau culminant à 2 413 m, à l'Alpe d'Huez (1 860 m) et enfin au puy de Dôme (1 415 m) que l'on ne cite jamais sans évoquer le fameux duel Anquetil-Poulidor de 1964.

Quarante favoris

Une telle accumulation de difficultés rehausse singulièrement les chances des grimpeurs naturels, en particulier celles des Colombiens, parmi lesquels Luis Herrera et Fernando Pizarro. Les deux champions sud-américains se sont classés respectivement septième et huitième en 1985 après avoir bousculé les favoris, mais certains observateurs estiment qu'ils ont atteint leurs limites.

Favorisés par leurs facultés d'escaladeurs sur un terrain tourmenté à l'extrême, ils souffriront au cours des étapes de plaine d'un manque de puissance relatif, contre des adversaires décidés à les harceler. Herrera, déjà vainqueur cette année de la classique RCN et du très pénible Tour de Colombie, risque par ailleurs de payer les efforts d'une

saison chargée. Certes les routiers andins ont progressé dans tous les secteurs de la compétition.

Ils se sont endurcis au contact des Européens et ils auront l'avantage supplémentaire d'être conseillés par Raphaël Geminiani, un vieux briscard, qui ajoute à l'expérience une imagination sans cesse en éveil.

En d'autres circonstances, le prochain Tour de France offrirait à coup sûr un second épisode du match Hinault-Fignon commencé en 1984, et cette rivalité à rebondissement dominerait les débats. Les deux surdoués du peloton restent toutefois sur une série de contre-performances pour le moins préoccupantes. Le fait qu'ils n'aient pas fourni récemment les garanties d'une condition physique irréprochable remet en cause le pronostic logique, sans les condamner pour autant.

Ils possèdent, en effet, la qualité fœtale et peuvent se reprendre au

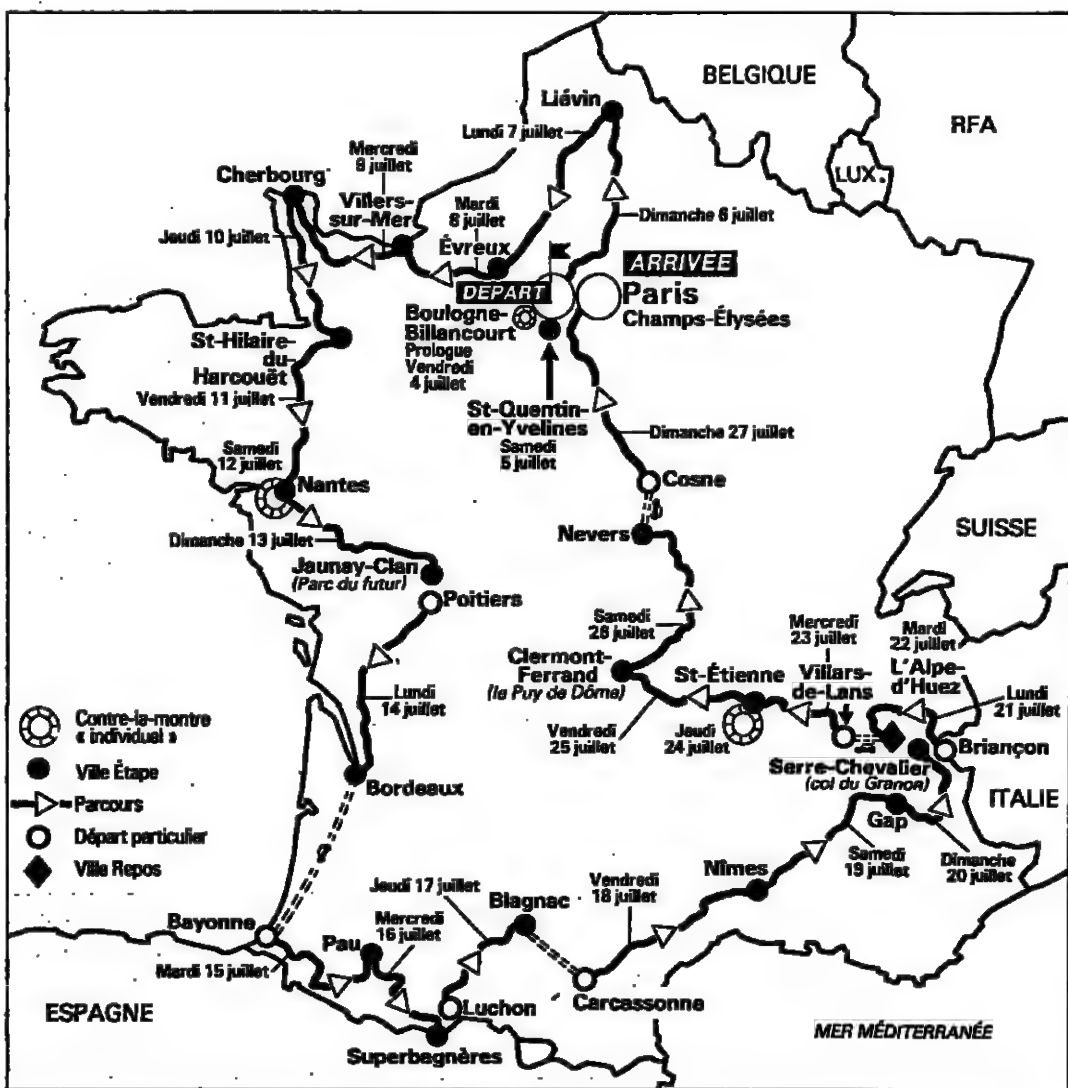
fil des étapes. Pour ce qui le concerne, Hinault convoite une sixième victoire, que Merckx et Anquetil n'ont pu obtenir. L'objectif est stimulant, mais peut-on gagner six Tours de France ? C'est la principale inconnue de cette épreuve très ouverte qui pose d'autres questions : Greg Lemond, le dauphin de Bernard Hinault, s'est-il étoffé d'un leader, et Pascal Simon les moyens de revenir au premier plan ? Yvon Madiot est-il un routier par étapes ? Zoetemelk peut-il envisager avec confiance sa seizième participation ?

Sur deux cent dix concurrents - un record - une trentaine de candidats postulent le maillot jaune. Dans notre sélection, indépendamment des hommes déjà mentionnés, figurent le Belge Claude Criquielion, vainqueur du Midi libre ; les Espagnols Munoz, Gaston, Lejaretta, Ruiz-Cabestany, Delgado, Gorospe et Pino, gagnant de la Vuelta ; les

Italiens Contini et Beccia ; les Suisses Zimmermann, Rüttimann et Breu ; les Colombiens Corredor, Jimenez, Ramirez et Montoya ; les Britanniques Millar et Roche ; l'Américain Hampsten, l'Australien Anderson, le Canadien Bauer, les Français Caritoux, Bernaudeau, Bagot, Forest, Motter, Jérôme Simon, Claveyrolat et Jean-François Bernard, l'un des favoris du prologue.

Chez les dames, la lutte pour la première place devrait opposer l'Italienne Maria Canins, victorieuse l'an passé, à la Française Jeannie Longo. Elles s'affronteront sur les pentes du Granon et du puy de Dôme, dans le cadre d'une course très dure pour des femmes. Même si le sexe dit faible n'est pas aussi faible qu'on le prétend.

JACQUES AUGENDRE.



LE PRÉMONDIAL DE BASKET-BALL

Des stars au-dessus du panier

De notre correspondant régional

Lyon. - Pierre Dao a inauguré officiellement ses fonctions de directeur technique national (DTN) du basket-ball français à l'occasion d'une défaite de l'équipe de France A, au cours de la demi-finale sans enjeu d'un tournoi prémonéal qui a eu lieu au palais des sports de Lyon-Gerland. L'homme ne paraissait pas autrement affecté par la courte défaite de la sélection française, concédée (81-82) à une équipe nationale d'Argentine tout juste moyenne. Le lendemain, les Tricolores se sont rattrapés par une très belle victoire (102-73) enlevée aux dépens de l'Uruguay.

Il se donne trois ans au moins pour mener à bien une vaste entreprise, celle de faire décoller dans notre pays le sport qui est sans doute le plus universel. Avec des idées pleines à la tête et des moyens qu'il espère voir développer. Avec l'induction réelle du professionnalisme, avec la première signature d'un contrat de promotion - avec l'inévitable société de M. Jean-Claude Darmon - la voie se dégage pour tenter d'impulser un nouvel essor au basket-ball français. Pierre Dao, ancien entraîneur, veut rester un « homme de terrain » et « travailler en équipe ». Deux intentions classiques pour une volonté qui s'exprime

souvent en termes souvent moins conventionnels et plus directs.

« Il nous faut des stars. Et des stars, ça se fabrique. En France, nous avons deux ou trois gars qui ont le physique et la « gueule » pour ça. » Le premier impératif est donc simple pour le nouveau DTN. Les vrais professionnels français - dont la cote grimpe en raison de la surenchère de clubs de l'élite - devront, sur ce plan, s'inspirer du modèle du football. « Les professionnels, il y a vingt ans, avaient l'image de joueurs de tarots et de fétards. C'est le football qui a cassé cette représentation négative », reconnaît Pierre Dao.

Rencontres-couperets

Le « plan Dao », comme il l'aime par qu'on le dise, est axé en priorité sur la formation des jeunes. Une « formation fédérale décentralisée pour les moins de quinze ans », puis, après confirmation d'un talent et d'une réelle volonté de réussir au plus haut niveau, le nouveau responsable du basket national pense que l'inscription dans un grand club doit intervenir au plus tôt pour « acquiescer l'agressivité - qui n'est pas le goût de l'agression - et pour constater que ce sport n'est pas un jeu ». Le ludique, voilà l'ennemi !

Les moyens financiers sont en sensible augmentation. Le budget total de la Fédération française est,

aujourd'hui, de 260 millions de francs. Il faudrait une rallonge de quelque 90 millions de francs, indique-t-on, à la Fédération, pour « être vraiment à l'aise », pour « réaliser tous les projets ». La manne sera peut-être publicitaire, puisque la politique du sponsoring est lancée. Pierre Dao affirme que MM. Bernard Tapie et Jean-Luc Lagardère « commencent à regarder le basket », mais il insiste sur la nécessité d'une politique médiatique cohérente pour capter le potentiel des spectateurs en France. A cet égard, les rencontres de préparation organisées à Lyon sont un éclatant contre-exemple. Un optimisme exagéré avait fait parier les organisateurs sur une finale France-Etats-Unis. Les caméras d'Antenne 2 étaient au rendez-vous, mais pas l'équipe de France, que les téléspectateurs ont vu se mesurer avec l'Uruguay pour la très inutile troisième place d'un tournoi sans enjeu !

Morale à tirer : « Si on avait su, on n'aurait pas utilisé une formule par élimination... » Pierre Dao rappelle dans les vestiaires son opposition à la formule des matches amicaux : « Le public veut des rencontres-couperets avec un gagnant et un perdant. » Pour la première soirée, il y avait à peine mille spectateurs à Gerland. Dans une agglomération où le basket-ball a depuis longtemps des fidèles mis en appétit par les performances européennes de l'ASVEL.

CLAUDE RÉGENT.

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE WIMBLEDON

La reine morte

Deux enfants de Prague, Martina Navratilova et Hana Mandlikova, résident aux Etats-Unis, devaient s'affronter, samedi 5 juillet en finale des Internationaux de Grande-Bretagne. L'Américaine, Martina, née en 1956, devait tenter de s'imposer pour la cinquième année consécutive après avoir dominé l'Argentine Gabriela Sabatini en demi-finale. La cadette, Hana, née en 1962, avait été battue à Wimbledon en 1981 par l'Américaine Chris Evert-Lloyd, qu'elle a éliminée cette fois en demi-finale.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - Au diable l'avarice. Champagne ! Il fallait des bulles et de la mousse pour célébrer une journée grisante. Ah ! qu'elle a été belle cette demi-finale Mandlikova-Evert-Lloyd ! Qu'elle nous a ravis, la victoire de la fine Hana ! Son tennis, un pur cristal de Bohême, ne s'est pas brisé sur le gazon de Wimbledon comme un mois auparavant sur la terre battue de Roland-Garros. La voilà enfin à une place qui convient bien à son talent : la finale.

Certes, ce ne fut pas un match techniquement parfait. Loin de là ! Beaucoup de fautes - trop sans doute - ont émaillé les échanges. Bon. Mais pourquoi vouloir à toute force mesurer la qualité du résultat à la fermeté d'une volée ou la précision d'un passing ? Non ! Ce fut avant tout un affrontement psychologique intense, une véritable tragédie, en somme un match de Jules. L'expression est triviale, mais deux femmes de cet acabit qui arrivent à dégrader autant d'agressivité à l'apogée d'une loge d'altesses sont forcément triviales. Ah ! Quelle tête faisait Crissie ! Les lèvres serrées comme des lames de rasoir. L'œil noir comme la gueule d'une Kalachnikov. L'habit de petite fille modèle avec culotte de dentelle et socquettes ne pouvait dissimuler l'insatiable ogresse prête à croquer une jeune fille pour s'inviter au banquet d'une cinquième finale à Wimbledon.

Elles s'empoignaient comme des harençères, elles dansaient la carmagnole. D'un côté, l'Américaine qui tyrannise le tennis depuis quinze ans, assise sur ses cent quarante-trois titres. De l'autre, la roturière tchécoslovaque qui s'est retrouvée au cachot à Roland-Garros et qui veut mettre le feu aux poudres.

Le match part comme une émeute : manifestation sauvage et répression policière. Cycle infernal des services perdus et regagnés. Deux pour l'une et l'autre dans la première manche, conclue au tie-break en faveur d'Hana. Crissie tente alors d'imposer sa loi d'airain en retournant contre Hana ses propres armes : le jeu de volée. L'Américaine mène 5-2. Elle va servir pour le gain du deuxième set. Mais elle est déjà battue. Hana a commencé d'aligner 14 points, fait deux breaks et

sert pour le match. Qu'elle gagne en écartant d'un service bien frappé une balle de 6-6. Une victoire qui tombe comme le couteau de la guillotine.

Ce ne fut pas très propre, ce ne fut pas sans bavure. Reste qu'il fallait que cela soit accompli. Le meurtre de la reine, pour solde de tout complexe tennisiste. Pour notre égoïste plaisir. Et pour l'intérêt du jeu tout entier.

Car, maintenant, tout redevient possible. A la place de la sempiternelle finale Navratilova-Evert, c'est une partie autrement pimentée qui nous est proposée samedi entre les deux enfants de Prague. La gauchère et la droitère. Deux louves solitaires. Martina, qui n'est jamais rassasiée. Hana qui a toujours faim. Et le gâteau de la victoire wimbledonnienne sans partage.

Aigüez vos couteaux, mesdames. Il n'y aura pas de quartier. Et qu'on ne dise pas que cela va être la femme de terre contre la femme d'airain. Certes, la championne du monde a gagné dix-huit de leurs vingt-quatre rencontres précédentes.

Navratilova regrettera peut-être de ne pas avoir disputé un match dur pendant toute la quinzaine avant de rencontrer Mandlikova. Ses quatre adversaires préliminaires n'étaient pas classées dans les cent premières mondiales. En demi-finale, Gabriela Sabatini, qui était la plus jeune fille à avoir jamais atteint ce stade de la compétition, n'a pas démenti qu'elle était bourrée de talents. Mais sur le gazon où elle n'a pas encore ses marques, elle n'a pas les bons arguments pour répondre à Martina. Bref, celle-ci a tout juste perdu quatre jeux en moyenne depuis le début du tournoi. Cela sera peut-être insuffisant pour affronter Hana qui a décimé les dents plus grandes qu'on ne pouvait croire.

Chris Evert-Lloyd s'en est bien aperçue qui, bonne perdante pour une fois, a déclaré : « Je crois que Hana peut battre Martina. » Prudents, les bookmakers londoniens donnent Navratilova.

ALAIN GRAUDO.

LES RÉSULTATS DU JEUDI 3 JUILLET

SIMPLE DAMES

(Demi-finales)

M. Navratilova (E-U, 1) b. G. Sabatini (Arg, 12), 6-2, 6-2 ; H. Mandlikova (Tch., 4) b. C. Evert-Lloyd (E-U, 2), 7-6 (7-5), 7-5.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Rencontre France-Espagne, et Italie-Pologne. Samedi 5 et dimanche 6 juillet à Monaco (FR 3, dimanche 6, à partir de 14 h 45, direct et résumé de la première journée).

Meetings : Oslo (samedi 5), Helsinki (7), Moscou (8 et 9), Londres (11).

Automobilisme

Championnat du monde de formule 1. Grand Prix de France au Castellet (TF 1, dimanche 6 juillet, à partir de 13 h 20, direct).

Championnat du monde des rallyes. Rallye de Nouvelle-Zélande. Jusqu'au 9 juillet.

Base-ball

Championnat d'Europe. Jusqu'au 8 juillet à Paris (stade de la Cipale).

Basket-ball

Championnat du monde. Du 5 au 20 juillet en Espagne (A 2, dimanche 6, à 10 h 35, France-Espagne).

Cyclisme

Tour de France. Du 5 au 27 juillet. Prologue le vendredi 4 juillet à Boulogne-Billancourt.

(A 2, tous les jours en direct, et « Le Journal du Tour » à 19 h 35).

Supertour Bicycros. Du 8 au 17 juillet. Départ à Paris le 8 à 15 h, place René-Cessin, près du Forum des Halles (démonstrations de free-style), puis étapes à Rennes (le 9), Lorient (10), Royan (12), Pau (13), Grignan (15), Arles (16), Toulon (17).

Football

Coupe de la Ligue. Retour au football du terroir. Samedi 5 juillet : Brest-Guingamp, Rennes-Nantes, Orléans-Racing, Bordeaux-Toulouse, Caen-Laval, Abbeville-Lens, Reims-Strasbourg, Saint-Etienne-Gueugnon, Sochaux-Auxerre, Toulon-Marseille, Sète-Martigues, Cannes-Monaco, Bastia-Nice et Paris SG-Le Havre (Canal Plus, 20 h 15, direct, codé). Les rencontres Lille-Valenciennes, Metz-Nancy devaient se disputer vendredi 4 juillet.

Golf

Open de France à La Boute. Jusqu'au 6 juillet (A 2, samedi 5, 15 h, « Les Jeux du stade »).

Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. Grand Prix de Belgique (TF 1, dimanche 6, à partir de 15 h).

Natation

Championnat de France de natation synchronisée. Jusqu'au 6 juillet à Issy-les-Moulineaux.

Omnisports

Les Goodwill Games (Jeux de la Bonne Volonté). Du 5 au 20 juillet à Moscou.

Sports équestres

Championnat du monde de saut d'obstacles. Du 9 au 13 juillet à Aix-la-Chapelle.

Championnat de Paris de polo. Dimanche 6 juillet à Bagatelle, bois de Boulogne, Paris.

Tennis

Open de Grande-Bretagne. Jusqu'au 6 juillet à Wimbledon (A 2, samedi 5 à 14 h 30, finale féminine ; dimanche 6 à 14 h 30, finale masculine).

Voile

Tour de France à la voile. Du 5 juillet (Dunkerque) au 9 août (Menton). (TF 1, émission quotidienne, sauf dimanches, en fin de soirée, et reportages sur les temps forts de l'épreuve).

هنا امين الاصل

Le Monde sans visa

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE WIMBLEDON

La reine morte

Deux éditions de tennis, Martina Navratilova et Hans-Martin Arhant ont disputé, samedi 5 juillet, les Internationaux de Wimbledon. L'Allemande, Martina, a remporté le titre de championne pour la cinquième année consécutive en battant l'Américaine, Martina Navratilova, en demi-finale. La finale, qui s'est jouée dimanche 6 juillet, a été remportée par Martina Navratilova, qui a battu Hans-Martin Arhant en deux sets.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. - Au début, l'avis est simple : il s'agit d'un tournoi de tennis. Mais, à Wimbledon, c'est une autre affaire. Ici, on ne joue pas seulement au tennis, on joue à la vie. C'est pourquoi, à Wimbledon, on ne joue pas seulement au tennis, on joue à la vie. C'est pourquoi, à Wimbledon, on ne joue pas seulement au tennis, on joue à la vie.

LES CALES SÈCHES DE L'EUROPE

Enquête sur la crise des chantiers navals. De nos envoyés spéciaux en Ecosse, en Espagne et en Pologne.

DEPUIS le temps qu'elle s'effiloche, la construction navale française, il fallait bien qu'un jour ou l'autre la pire se produisît ! Ce qui arriva le vendredi 20 juin à 17 heures lorsque Jacques Dollois, PDG de Normed (Chantiers du Nord et de la Méditerranée) reçut une lettre signée d'Alain Madelin, nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce de l'ultra-libéralisme, qui disait en substance ceci : l'Etat ne peut plus continuer à remplir le tonneau des Danaïdes. Votre société - privée - est en commandite publique et de fait en cessation de paiement permanente depuis 1983, soit un an tout juste après sa création. Ces aides de trésorerie pour permettre une survie précaire de Normed ont coûté au contribuable au moins 6 milliards de francs, depuis trois ans. Chaque ouvrier représente 300 000 francs par an de subvention budgétaire. C'est pour moi un dossier cauchemard. Je vous coupe le tuyau à oxygène.

On connaît la suite et l'actualité tenue en haleine dans ces dernières semaines de juin. Déclaration de cessation de paiement, manifestations et incidents violents à La Seyne, La Ciotat, Dunkerque, inquisition des 6 800 salariés concernés, remous politiques, plan social et mesures de relance industrielle. Et, pendant que Normed mordait la poussière - ironie du sort et joli coup de la part d'un concurrent, Alstom, qui exploite les chantiers de Saint-Nazaire et de Nantes, signait un mirifique contrat avec un armateur américain pour deux grands paquebots de croisière.

La crise de Normed illustre à la fois l'incapacité des gouvernements successifs depuis dix ans, en dépit d'aides publiques herculéennes, à faire de cette industrie un secteur économique rentable et le déclin continu de la France et de la vieille Europe sur un marché où les véritables maîtres sont devenus les pays d'Asie, et notamment le Japon et la Corée du Sud.

En 1985, la production des chantiers navals français n'a représenté que 0,9 % du marché mondial, dominé par le Japon avec 53 %. La France n'est qu'au sixième rang en Europe de l'Ouest et ne produit plus que 8,7 % de l'ensemble des pays de la CEE, dépassée

par l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark... Elle présente cette spécificité - et cela accentue les handicaps de ses chantiers civils - qu'à l'inverse de ses concurrents anglais, allemands ou italiens le ministère de la Défense entretient un vaste secteur public d'arsenaux où sont construits pour la Royale ou pour des marines étrangères des bâtiments militaires, en général beaucoup plus rentables pour le constructeur que les navires destinés à la marine marchande.

Mais la bourrasque qui emporte Normed n'épargne plus personne en Europe et dans le monde. Partout, on licencie des employés par milliers, on sabre dans les capacités de production, on restructure. En Finlande, pays pourtant réputé solide grâce à un flux régulier de commandes soviétiques, les deux principaux chantiers ont décidé de mettre leurs moyens en commun. La Suède, jadis fleuron européen de cette industrie, ferme son dernier grand chantier, Kockums, en 1988. Au Danemark, les constructeurs n'ont enregistré en 1985 que neuf commandes au lieu de vingt-trois en 1984. Les constructeurs allemands viennent eux aussi de lancer un cri d'alarme.

Les raisons de la crise ? Elles tiennent pour l'essentiel en deux phrases. La flotte mondiale est excédentaire et un navire sur quatre au moins ne trouve pas de marchandises à transporter. Et puis, même s'ils reçoivent à leur tour le choc du fléau de la surproduction, le Japon et la Corée continuent à donner le la et à faire la loi. Un navire qui revient à 100 francs dans un chantier français ne coûte que 60 francs au Japon et 40 francs en Corée...

Des chantiers qui ferment, ce n'est pas seulement des statistiques de chômage qui se gonflent, c'est une ville, une civilisation, une sorte de rapport privilégié entre l'homme et son outil de travail - et les navires, objet de baptêmes, ne sont pas une marchandise comme une autre - qui se rompt. Les métallos de la Navale se sont longtemps considérés comme des « aristocrates » du monde ouvrier, de Gdansk à El Ferrol, de la Clyde à La Ciotat. Notre tour d'Europe tente de prendre la mesure aujourd'hui de leur amertume.

FRANÇOIS GROSCHARD.



L'INTERNATIONALE DU CHANTIER LÉNINE

Techniciens suédois, manœuvres philippins... Le chantier Lénine, à Gdansk, capitale du syndicalisme polonais, subit à son tour les lois du marché.

G DANSK est une ville de chantiers navals d'un type bien particulier. On y fabrique des bateaux, mais on y fabrique surtout des rêves. Le rêve des années 70 d'une Pologne « modernisée » comme par enchantement, prospère et ouverte sur le large, sur le monde occidental. Et le rêve du début des années 80 fait de liberté, de dignité et de solidarité.

Le premier s'est évanoui depuis longtemps, comme le sillage des navires, d'ailleurs moins nombreux que naguère. Du second, il reste encore quelques remous à la surface d'une réalité bien terne, grise comme un uniforme de militaire.

Gdansk, aujourd'hui, ne sent plus le soufre. Mais c'est toujours la ville par laquelle le scandale est si souvent arrivé. La ville libre d'avant-guerre, Dantzig, sur laquelle Hitler avait jeté son dévolu, fut le prétexte direct du déclenchement de la seconde guerre mondiale. C'est la même ville qui en décembre 1970, avec sa voisine Gdynia et sa cousine Szczecin, lança au régime populaire une seconde sommation après celle de 1956 et avant celle de 1980.

C'est à Gdynia, port construit à partir de rien dans les années 20, que la Pologne de l'entre-deux-guerres, ressuscitée du néant, mais pratiquement privée de côtes, voulait affirmer envers et contre tout une vocation maritime.

C'est enfin par cette brèche qu'à l'époque de M. Gierak le vent d'Ouest s'engouffrait dans le pays, un pays où des apparatchiks qui se prenaient à tort pour des managers croyaient pouvoir moderniser l'économie à grands coups d'emprunts, sans rien changer à des structures politiques si confortables pour eux-mêmes.

La Pologne, vers la fin des années 60, est le troisième

constructeur de navires dans le monde, et ses bateaux sont réputés en particulier pour la qualité de leur coque. Le seul chantier Lénine, à Gdansk, compte plus de seize mille ouvriers, celui de la Commune de Paris à Gdynia dix mille. Les signes précurseurs de la catastrophe économique sont pourtant de plus en plus visibles, mais le pouvoir central - incompétent ou inconscient - semble vouloir forcer le destin.

Sept ans plus tard, aucun de ces ferries n'a encore été livré, les chantiers ont dû verser de ruineuses indemnités à l'armateur et se sont résignés, pour limiter les dégâts, à faire appel à une firme occidentale pour terminer le travail. Des Suédois, assistés d'une main-d'œuvre philippine, pourtant beaucoup plus coûteuse que les ouvriers polonais, s'emploient donc à terminer les aménagements du premier navire (qui devrait être enfin achevé à l'automne). Pendant ce temps, les chantiers, dont les effectifs ont fondu, manquent cruellement de commandes, et surtout de commandes qui rapporteraient des devises. La très grosse majorité de la production et la quasi-totalité des commandes nouvelles sont à présent destinées à l'URSS, comme à une époque qu'on croyait révolue, celle du début des années 50.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 16.)

HEURES DU STADE

Football
Ligue des Champions de l'Europe : 1/16 de finale. Bayern Munich (RFA) - Tottenham Hotspur (Angleterre) : 2-1. Liverpool (Angleterre) - Real Madrid (Espagne) : 2-0. Ajax (Pays-Bas) - Juventus (Italie) : 1-0. Inter Milan (Italie) - Borussia Dortmund (Allemagne) : 1-0. FC Barcelone (Espagne) - Manchester United (Angleterre) : 1-0. PSV Eindhoven (Pays-Bas) - Feyenoord Rotterdam (Pays-Bas) : 1-0. FC Cologne (Allemagne) - VfB Stuttgart (Allemagne) : 1-0. Borussia Mönchengladbach (Allemagne) - FC Schalke 04 (Allemagne) : 1-0. VfL Wolfsburg (Allemagne) - Eintracht Frankfurt (Allemagne) : 1-0. FC Kaiserslautern (Allemagne) - 1. FC Köln (Allemagne) : 1-0. FC Bayern Munich (RFA) - Borussia Dortmund (Allemagne) : 1-0. FC Schalke 04 (Allemagne) - Borussia Mönchengladbach (Allemagne) : 1-0. VfL Wolfsburg (Allemagne) - Eintracht Frankfurt (Allemagne) : 1-0. FC Kaiserslautern (Allemagne) - 1. FC Köln (Allemagne) : 1-0.

Tennis
Open de Grande-Bretagne : 1/16 de finale. Martina Navratilova (USA) - Hans-Martin Arhant (Allemagne) : 6-3, 6-4. Boris Becker (Allemagne) - Michael Stich (Allemagne) : 6-3, 6-4. Andre Agassi (USA) - Pete Sampras (USA) : 6-3, 6-4. Andre Agassi (USA) - Pete Sampras (USA) : 6-3, 6-4.

Golf
Tour de France : 1/16 de finale. Jack Nicklaus (USA) - Tiger Woods (USA) : 1-0. Tiger Woods (USA) - Jack Nicklaus (USA) : 1-0.

Motocyclisme
Grand Prix de France : 1/16 de finale. Valentino Rossi (Italie) - Max Biaggi (Italie) : 1-0. Max Biaggi (Italie) - Valentino Rossi (Italie) : 1-0.

L'enquête

L'INTERNATIONALE DU CHANTIER LÉNINE

(Suite de la page 15.)

Naturellement, les responsables des centrales d'exportation polonaises insistent sur les avantages que présente pour la Pologne le fait d'avoir un client aussi sérieux, aussi régulier, dont les commandes sont planifiées dans le cadre d'accords bilatéraux de longue durée. Mais, tout aussi naturellement, bon nombre de Polonais sont persuadés, « d'instinct », ou en avançant des explications techniques, que cette forme de coopération est en fait tout bénéfice pour l'URSS. Les Soviétiques ne paient-ils pas en roubles (non convertibles) des navires comportant pour 5 % à 15 % de leur valeur des équipements que la Pologne doit acheter en devises occidentales, c'est-à-dire à chaque fois pour des millions de dollars ?

Ce raisonnement ne tient pas, font valoir les officiels, car on ne peut dissocier ainsi un seul élément de l'ensemble des échanges polono-soviétiques. Mais ils admettent tout de même qu'au début des années 80, pour soulager la Pologne, l'Union soviétique avait, à titre exceptionnel, payé sa part de dollars. Et a cessé de le faire depuis que la situation s'est « normalisée ».

En fait, explique un économiste qui fut aussi un des principaux militants de Solidarité aux chantiers Lénine, le système de fixation des prix et des taux de change est si artificiel qu'il est à peu près impossible de savoir si des échanges avec l'Union soviétique sont rentables ou non.

Comme tous les autres chantiers d'Europe, ceux de Gdansk et de Gdynia ont subi les effets de la crise mondiale de la construction maritime. Mais pas vraiment pour les mêmes raisons. On ne peut pas dire, ici, que la main-d'œuvre est chère : depuis 1982, elle ne représenterait plus, d'après le nouveau système de prix, que 4 % des coûts de production. Mais les chantiers souffrent de bien d'autres maux. De même que la construction navale, industrie de montage, est un peu l'aboutissement, l'extrémité de la chaîne d'un grand nombre d'autres industries, de même les problèmes des chantiers de Gdansk résu-

ment-ils ceux de toute l'économie polonaise.

« Ici, c'est le monde à l'envers », s'exclame le porte-parole de la direction du chantier Lénine, qui, en dépit - ou à cause - de ses fonctions, prend plaisir à jouer les non-conformistes. « C'est nous qui devons remettre à nos fournisseurs des enveloppes de plusieurs millions de zlotys (prix astronomique payé par partie en devises) - en fait des bakchichs pour qu'ils daignent signer un contrat avec nous, - et nous soumettre à toutes leurs exigences. Et subir aussi les conséquences de tous les retards. »

Les fameuses enveloppes

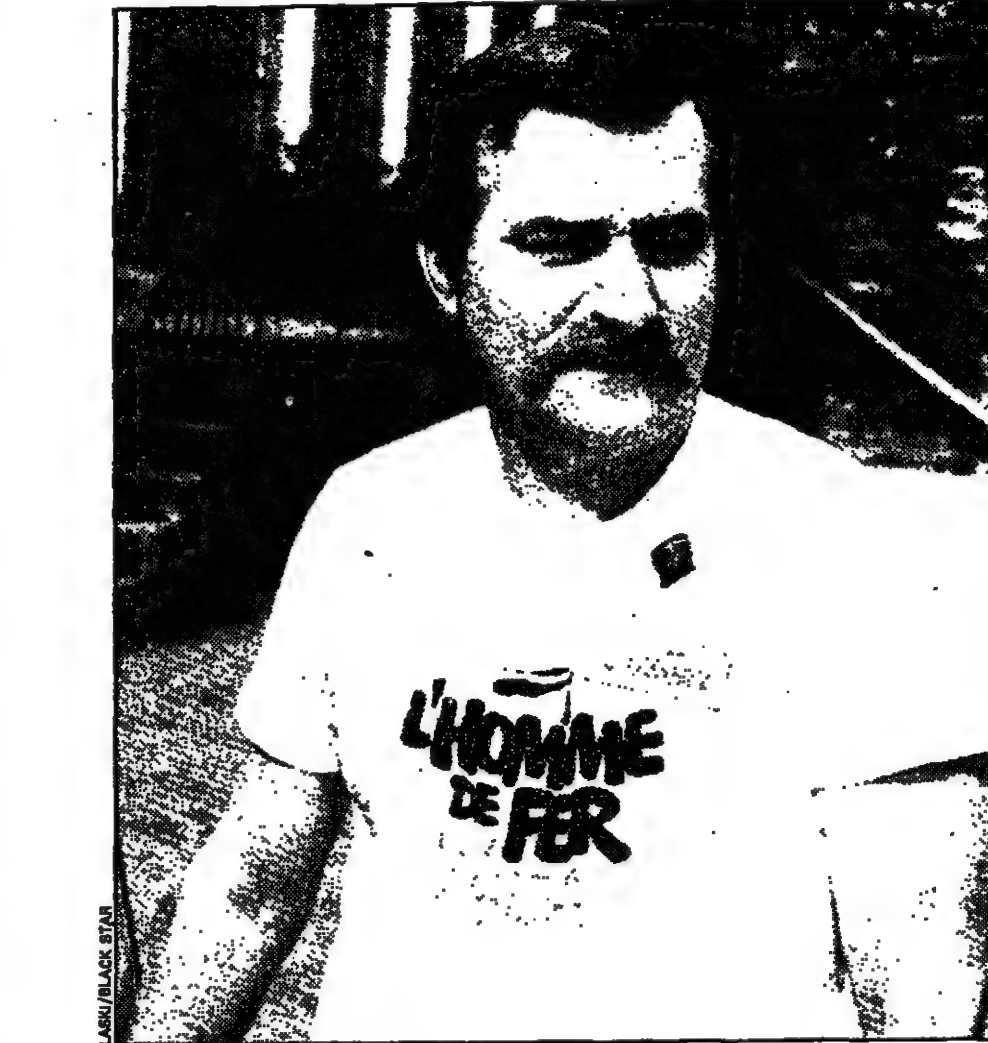
C'est l'un des maux les plus classiques de l'économie socialiste. L'extrême difficulté pour les entreprises de s'approvisionner en matières premières et en équipements, même au prix des fameuses enveloppes. Sans parler du manque de devises pour acheter à l'étranger.

Théoriquement, les chantiers navals, comme les autres entreprises exportatrices, ont le droit d'utiliser à leur guise une partie des devises gagnées. Mais, dans la pratique, c'est Varsovie qui donne le feu vert, ou, le plus souvent, ne le donne pas. Au début de cette année, tous les fonds en devises ont ainsi été bloqués pour permettre à l'Etat de faire face à une petite partie de ses échéances.

Autre cause de retard et suite du lamento du représentant de la direction : la pénurie de main-d'œuvre, malgré de très « hauts » salaires : le laxisme (« On ne flâne pas à la porte les ivrognes, on leur fait de beaux discours »).

A côté des Polonais qui forment le personnel des chantiers, on trouve d'autres Polonais, nettement mieux payés, employés par de petites sociétés privées à capitaux occidentaux qui sont appelées à la rescousse comme dans d'autres secteurs de l'économie polonaise pour pallier les insuffisances des entreprises d'Etat.

Il y a les étrangers. Les spécialistes venus d'autres pays de l'Est - Hongrois, Tchécoslovaques, - des Suédois, dont les salaires « occidentaux » défient toute



LAURENCE BARRIS

l'intérieur d'un bateau en construction. Un fouillis révélateur d'incroyables inégalités, de blocages et de frustrations.

comparaison. Mais aussi deux cent soixante-dix Philippins, payés trois fois moins que les Suédois... mais quinze fois plus qu'un ouvrier polonais, pourtant largement aussi qualifié. Là aussi, c'est le monde, le tiers-monde, à l'envers.

Skanska, l'entrepreneur suédois qui s'est chargé de terminer l'un des fameux ferries, souhaitait engager des Polonais et les payer en devises, mais les autorités polonaises ont refusé. On les comprend. Quelle aurait été la réaction des ouvriers du chantier payés en zlotys, autant dire en monnaie de singe ? Un bon salaire polonais équivaut à moins de

40 dollars par mois au cours du marché noir, le seul qui ait un sens ici.

Cela entraîne parfois des pratiques cocasses mais humiliantes : il est arrivé à plusieurs reprises que des ouvriers occidentaux, des Grecs, par exemple, donnent quelques dollars à des Polonais pour qu'ils fassent discrètement le travail à leur place pendant qu'eux-mêmes passaient leur journée dans une chambre d'hôtel.

Reste la grande masse des travailleurs « normaux » des chantiers, dont les salaires sont présentés comme relativement élevés : 27 000 zlotys, sensiblement plus que le revenu moyen en

deux grands chantiers navals se faisant concurrence, souligne M. José Saez, directeur général d'Astano. Nous avons donc décidé de concentrer à Puerto Real (près de Cadix) les tâches de construction des grands navires. Quant aux chantiers d'El Ferrol, ils se consacreront désormais à la construction de plates-formes offshore et de matériel pour l'exploitation des ressources maritimes. Il n'y avait pas d'autre solution : grâce à ces nouvelles activités, le chantier d'El Ferrol a aujourd'hui dans ses carnets de commande davantage d'heures de travail que celui de Puerto Real. S'il en était resté à la construction de grands bateaux, tous ses ouvriers seraient aujourd'hui au chômage.

Même son de cloche à l'arsenal. « Il est vrai que la reconversion a davantage tardé chez nous parce que la construction navale militaire dépend tout autant de la volonté politique des gouvernements que de la conjoncture économique », observe M. José Magana, directeur des chantiers de Bazan à El Ferrol, où l'on n'entre qu'en montrant patte blanche. « Mais une fois que la marine espagnole aura mis en place sa nouvelle escadre, il nous faudra, nous aussi, réduire notre production. »

Dans un pays où le taux de chômage est déjà le plus élevé d'Europe occidentale, la région d'El Ferrol détiendrait désormais un triste record : le nombre de sans-emploi y oscille aujourd'hui entre 35 % et 43 % de la population active, selon les sources !

PUERTO REAL, TOUCHÉ. EL FERROL, COULÉ

Grèves, lock-out, barricades. La tension ne se relâche guère à El Ferrol, en Galice, où l'on débauche massivement dans la construction navale, en cherchant par quoi la remplacer.

QUE l'on arrive du nord, du sud ou de l'est, on ne voit que grues, cales sèches et bassins de radoub enserrant la baie. Pas de doute, les chantiers navals sont bien omniprésents à El Ferrol !

D'un côté, protégé par un interminable mur et par des militaires aux aguets, c'est l'arsenal de la marine, exploité par la compagnie Bazan, appartenant au secteur public. Juste en face, de l'autre côté de la baie, sur le territoire de la municipalité de Fene, ce sont les chantiers navals civils d'Astano, autre entreprise publique.

El Ferrol, près de La Corogne, en Galice, est d'ailleurs née avec les chantiers navals, dans les années 1740, lorsque le roi Philippe VI, sensible aux avantages stratégiques de cette baie bien protégée, y fit construire les premières cales sèches d'un nouvel arsenal. En un demi-siècle, le petit village de 250 habitants devint une cité de 30 000 âmes : El Ferrol avait vu le jour.

Depuis, la ville a lié son sort, de gré ou de force, aux fluctuations

du marché de la construction navale. Militaire d'abord : El Ferrol a prospéré chaque fois que la marine espagnole s'est réarmée. C'est aussi, depuis un demi-siècle, lorsque Astano est apparue et s'est spécialisée dans la construction des pétroliers de plus de 300 000 tonnes.

« Avec la fermeture du canal de Suez est venu le boom des navires de fort tonnage, et nous avons connu une période de véritable opulence : on aurait dit la Californie à l'époque de l'or », rappelle le maire (socialiste) d'El Ferrol, M. Jaime Quintanilla. « Puis, avec la réouverture du canal, le marché s'est réorienté vers les bateaux plus petits, et la crise nous a frappés de plein fouet. Quand on dépend d'une seule industrie, il faut être prêt à vivre des hauts et des bas ! »

Aléas de la monoproduction : après avoir fait durant des siècles la grandeur d'El Ferrol, la construction navale semble aujourd'hui précipiter sa décadence. La crise du secteur a forcé l'Espagne à réduire de 40 % sa capacité de production. Mais la reconversion a été plus douloureuse que partout ailleurs dans cette région où chacun, directement ou indirectement, vivait des chantiers.

Les coupes sévères touchèrent d'abord Astano : parmi ses 5 400 travailleurs, 3 000 furent considérés comme excédentaires. Mais l'opération ne se réalisa pas sans mal : bien implantés dans cette région de grande tradition ouvrière, les syndicats se rebellèrent. Entre le début de 1984 et la mi-1985, El Ferrol ne connut pas moins de huit grèves générales.

Le système finalement retenu, et critiqué par la plupart des syndicats, offre pourtant d'indéniables compensations : les travailleurs affectés par la reconversion passent pour une durée de trois ans à un « fonds de promotion de l'emploi » chargé de les reclasser, et perçoivent en attendant 80 % de leur salaire brut. Un sort qu'envisagerait sans doute plus d'un chômeur sans protection sociale d'Andalousie ou d'Estrémadure !

Barricades et lock-out

A peine l'agitation sociale provoquée par la reconversion d'Astano a-t-elle commencé à retomber que le tour est venu, cette fois, de Bazan : l'entreprise entend réduire en cinq ans son personnel de 6 500 à 4 600 travailleurs. Les négociations ont commencé dans une atmosphère de tension, tandis qu'El Ferrol résonne à nouveau, depuis le début de cette année, de la clameur des manifestations et des barricades. En mai, la direction de Bazan a répondu par un lock-out à une occupation de ses installations, ce qui n'a fait qu'échauffer les esprits. L'entreprise propose à ses travailleurs un système de « jachère de l'emploi », où chacun travaillerait seulement les deux tiers de l'année... tout en percevant dans un premier temps l'intégralité de son salaire.

Pouvait-on éviter de tailler dans le vif ? Du côté des deux entreprises, on ne le croit pas. « Il fallait se rendre à l'évidence : vu l'évolution du marché, il était impossible de conserver en Espagne

« C'est la réaction en chaîne classique », observe M. José Maria Rioho, dirigeant du syndicat communiste Commissions ouvrières. « La reconversion, ce ne sont pas seulement les travailleurs des chantiers en chômage, ce sont aussi les dizaines d'entreprises qui approvisionnent les bateaux en meubles, en vaisselle, en matériel électrique, en lingerie, qui ont dû fermer leurs portes les unes après les autres. Et qui provoquent à leur tour la stagnation et la faillite du petit commerce. Nous avons calculé qu'une perte de 1 % dans les salaires des ouvriers du naval représenterait 500 millions de pesetas en moins dans l'économie de la région. »

Une seule solution

Aléas de la monoproduction, à nouveau ! Une monoproduction avec laquelle, de l'avis général à El Ferrol, il s'agit désormais de rompre. « Si la demande chute, il est absurde de continuer à dire : ou nous fabriquons des bateaux ou nous ne faisons rien », souligne M. Enrique Teixeira, dirigeant de la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs), la seule à avoir signé le plan de reconversion du gouvernement. « Il n'y a pas d'autre solution que de diversifier au plus vite notre tissu industriel pour récupérer les emplois autrefois dépendants du naval. »

Soit, rétorque-t-on dans les autres syndicats, en soulignant toutefois qu'« on ne met pas fin à la monoproduction en supprimant notre seule production », et que « la reconversion n'est acceptable

Pologne. Mais ce chiffre tient compte des heures supplémentaires, qui parfois allongent le temps de travail jusqu'à onze heures par jour et soixante-trois heures par semaine... En se levant à l'aube et en rentrant chez soi à la nuit tombée, épuisé par un travail physiquement très dur, en optant pour un système de salaire aux pièces, au rendement, on peut en effet « bien gagner » sa vie. Ceux qui n'ont pas la force physique ou l'envie de suivre ce rythme reçoivent environ 13 000 zlotys, à peine de quoi vivre chichement. Le temps où les ouvriers des chantiers navals appartenaient à l'aristocratie ouvrière est bien passé.

Avoir la paix

et éviter les ennuis

Le personnel est en principe défendu par un syndicat, le syndicat officiel, celui qui est autorisé depuis la dissolution de Solidarité et qui affirme représenter 50 % des employés (chiffre que, selon les amis de Lech Walesa, il convient de diviser par deux). C'est encore fort peu pour un pays socialiste, c'est déjà beaucoup si l'on songe que la quasi-totalité des ouvriers du chantier avaient adhéré en 1980 à Solidarité.

Pourquoi adhère-t-on ? « Pour avoir la paix, éviter les ennuis, s'assurer quelques avantages matériels », explique un contremaître qui a franchi le pas. Mais garde tout son « respect » pour Walesa et tient absolument à nous emmener au fond du bateau qu'il construit pour montrer quelques graffiti que les surveillants n'ont pas encore eu le temps d'effacer : « Solidarité vit... »

Deux mille exemplaires du bulletin clandestin, rédigé par des ouvriers, sont distribués à l'intérieur du chantier, un millier à l'extérieur. De temps à autre, à l'occasion d'une fouille, un colporteur est arrêté. Cinq ans après la « pacification » du chantier, en décembre 1981, sa « militarisation » et le renvoi de tous les militants les plus actifs, Solidarité, en effet, « vit encore ». Mais au ralenti. Comme le dit Lech Walesa, c'est une période de réflexion, d'attente.

JAN KRAUZE

que si elle est suivie d'une réindustrialisation. Une réindustrialisation qui pourrait d'ailleurs s'opérer à partir de certaines composantes de la construction navale. Ainsi Bazan, grâce à la technologie acquise dans la fabrication des turbines des centrales électriques espagnoles. Elle a entrepris de faire de même avec les moteurs diesel.

Mais c'est en fait d'un redéploiement industriel plus ample dont la région a besoin. A cette fin, le gouvernement a créé à El Ferrol une « zone d'urgence réindustrialisation » (ZUR), offrant avantages fiscaux, dégrèvements et exonérations aux entreprises privées qui acceptent de s'y installer. Les projets déjà approuvés dans la ZUR devraient permettre, s'ils sont menés à terme, la création de quelque 500 emplois d'ici mars 1987.

C'est évidemment encore loin d'être suffisant. Mais El Ferrol est bien éloigné des grandes villes, sans aéroport, et l'accès par route est long et difficile : pour s'y installer, les entreprises se font tirer l'oreille. « Avec de tels handicaps, il est illusoire de croire que l'initiative privée suffira à réindustrialiser notre région, affirme-t-on dans les milieux syndicaux. Il est indispensable que l'investissement public joue un rôle moteur dans le processus de relance. »

A 600 kilomètres de Madrid, perdu au fond de la Galice, El Ferrol se sent bien oublié des derniers de l'Etat !

THIERRY MALINAK

ASGOW : ÉPAVE

هنا من الأصل

document

« NOTRE SEULE UNITÉ, C'EST L'INTERROGATION »

SA terrible maladie de 1972 n'a pas diminué Malraux. Peut-être, au contraire, préfigurant en quelque sorte sa mort, l'a-t-elle incité à achever sa tâche ; son œuvre. Une œuvre qui avait commencé dans la déraison en 1921 avec *Lunes en papier*, dans l'interrogation métaphysique en 1926 avec la *Tentation de l'Occident*. Quarante ans après la *Tentation de l'Occident*, les *Antimémoires* semblent clore l'œuvre et la vie. Mais Malraux ne cesse pas d'interroger : la *Tête d'obsidienne* est de 1974, comme *Lazare*. En juillet 1975, cet entretien accordé à M. Ion Mihaileanu, journaliste roumain, son traducteur en roumain. Pour la dernière fois, sans doute, Malraux s'épanche. J'écris ce mot en conservant à l'esprit la précision d'Eddie du Perrou (1) : « [Malraux] ne se confie qu'en terrain impersonnel, sur une sorte de haut plateau où toutes choses flottent aux vents de l'histoire des civilisations et de la philosophie ». Dans cet ultime entretien inédit en français et dont le *Monde* publie de larges extraits, Malraux ramasse, reprend des thèmes qui le hantèrent depuis des décennies :

— « Nous sommes la première civilisation disposant de connaissances immenses et faisant converger toutes ces connaissances sur un immense point d'interrogation. (...) Notre seule unité, c'est l'interrogation. » L'interrogation, l'incertitude, le privilège ou la malédiction de l'Occident ? Depuis la *Tentation de l'Occident*, Malraux s'exaspère de son impuissance...

— Hugo et Marx, dit Malraux à M. Mihaileanu, seraient stupéfaits de constater la pérennité des nations et l'ambivalence des progrès scientifiques. Le fait national, je crois que Malraux l'a constaté, accepté, pendant la guerre. Il me l'exprima dès 1944. Quant à l'éventuelle malfeasance de la science, elle s'imposait à Malraux dès l'après-guerre : « Nous savons (...) que science et progrès impliquent les bombes atomiques, que la raison ne rend pas compte de l'homme (...). Notre siècle, en face du dix-neuvième, semble une Renaissance de la fatalité. L'Europe des villes-spectres n'est pas plus ravagée que l'idée qu'elle s'est faite de l'homme. Quel Etat du dix-neuvième siècle eût osé organiser la torture ? (2).

Malraux s'est beaucoup répété. Comme ceux qui préchent dans le désert. Révolutionnaire individualiste, il séduisit quelques jeunes hommes qui le voulaient communiste. Ses lecteurs d'avant guerre ne l'entendirent pas, ne voulurent pas l'entendre interroger gravement le communisme.

Ses lecteurs d'après guerre le crurent converti à l'ordre et aux bonnes manières. L'angoisse de Malraux laissa de marbre les bons esprits qui confondaient le général de Gaulle avec le maréchal Pétain.

Malraux ne s'est pas lassé d'interroger. A quelques mois du dixième anniversaire de sa mort, ce texte de 1975 en porte noblement témoignage.

ROGER STÉPHANE.

(1) Dédicataire de la *Condition humaine*, autour du *Pays d'origine* (préface d'André Malraux, Gallimard, éd. 1980).

(2) *Psychologie de l'art I, le Musée imaginaire*, ch. V (Skira, 1947).

par
Ion Mihaileanu

« Vous êtes resté l'homme qui s'intéresse avec passion aux problèmes de l'humanité contemporaine. Quels sont, selon vous, les dangers qui menacent la civilisation et, en même temps, quel est le grand espoir vers lequel se dirige le monde ?

— La première chose à dire, c'est que notre civilisation a perdu la conscience d'ensemble (1). Nous ne savons pas ce qu'était la conscience d'ensemble de la civilisation égyptienne, mais nous savons qu'il y en avait une.

— A l'heure actuelle, je dirais : la seule unité de notre civilisation, c'est l'interrogation. Nous sommes la première civilisation disposant de connaissances immenses et faisant converger toutes ces connaissances sur un point d'interrogation. Cela n'était jamais arrivé avant nous. Il y a eu quelque chose de cela à la fin de l'Empire romain, mais alors les moyens étaient très minces, je veux dire les connaissances humaines, au temps de Marc Aurèle, sont tout de même des connaissances extrêmement circonscrites, alors que les nôtres sont sérieuses.

— Rome a eu le sentiment du danger à partir du troisième siècle avec les Barbares ; avant, elle ne l'avait pas du tout. Le dix-huitième siècle n'a eu aucune espèce de sentiment de danger, or le danger était là, il s'appelait la Révolution. Alors, ce qui me paraît très, très important, ce n'est pas le pronostic, parce que je suis toujours très méfiant sur le pronostic.

— Personne ne pensait que la solution de Rome serait le christianisme. Quelque chose qui n'était pas prévu surgit. Dire : la plus grande menace est là ou là ne me paraît pas important. Mais si demain vous parliez avec Victor Hugo ou Marx, des gens bien différents, leur stupeur ce serait que les nations ne sont pas tout à fait les mêmes, mais sont présentes, et que la bombe atomique existe. La première idée, ils avaient prévue le contraire ; la seconde, ils ne l'avaient pas prévue du tout, c'était impensable pour eux.

— La science du dix-neuvième siècle — quand nous relisons les textes, c'est très saisissant — était quelque chose qui était au service de l'homme, cela ne pouvait pas se retourner contre lui. En gros, c'est relativement vrai, je veux dire qu'on a découvert très tard la dynamite. Cela a été au fond de la science-fiction. Tous les gens étaient considérablement étonnés. Et quelle était au fond l'importance de la dynamite ? Quand je dis que c'est important, je veux dire ceci : nous sommes la première civilisation où une espèce soit capable de détruire la planète. Ce n'est jamais arrivé qu'un terrestre ait eu le pouvoir de faire sauter la Terre.

**La crainte
de voir arriver
quelque chose
comme les épidémies
d'autrefois**

— Cette inquiétude sur le destin du monde ne peut-elle devenir pour les intellectuels une source d'action ?

— Avant la guerre, il y a eu un phénomène qui n'a pas de successeur, c'est l'antifascisme. L'antifascisme a été un phénomène considérable, il a été au fond le ciment apparent de l'alliance entre l'Union soviétique et les démocraties, et les écrivains étaient extrêmement à l'aise dans l'antifascisme, qui, après tout, n'est pas une doctrine, qui est beaucoup plus une mise en forme des sentiments. Or les trois quarts des intellectuels sont des gens qui ont énormément de rapports avec les sentiments, beaucoup plus qu'avec les techniques.

— Et c'était surtout une attitude à l'égard d'un danger ?

— L'ennemi commun. Seulement, le sentiment que nous avons aujourd'hui des dangers est tout de même un sentiment technique. Si les journaux vous parlent le cas échéant du *péri communiste*, le citoyen n'a pas du tout peur de voir arriver l'armée rouge. Il a peut-être tort, mais il ne pense pas à cela, ce n'est pas vrai. Tandis qu'il pense tout de

même un peu à « Qu'est-ce qui va nous arriver avec toutes ces histoires atomiques ? », les retombées, les déchets, la pollution ; « Est-ce qu'un jour nous n'allons pas voir arriver quelque chose comme les épidémies d'autrefois ? » Il y a la même peur de la science au vingtième siècle qu'il y a eu la confiance dans la science au dix-neuvième siècle.

— C'est surtout la crainte qu'elle ne soit pas maîtrisée. On a peur de l'apprenti sorcier, mais on a confiance dans le médecin.

— On a confiance dans le médecin, vous avez raison, seulement le médecin, lui, le biologiste, sait très bien que la moitié de ses découvertes sont des découvertes empiriques. La chimie du cerveau, un des domaines les plus importants de notre époque, commence en 1957, à cause des recherches sur le cancer. En fait, les grands biologistes — j'en connais trois ou quatre — de notre époque ne sont pas si confiants que cela, et il y a une chose très intéressante à mon avis.

— Leur obsession, il y a cinquante ans, l'explication de l'univers par la survie des espèces les plus fortes, c'est-à-dire par le darwinisme. A l'heure actuelle, ils considèrent que les progrès de la biologie sont immenses, qu'ils devront continuer, mais qu'en aucun cas les découvertes de la biologie ne permettront d'agir sur la formation de l'homme. J'avais écrit autrefois : la science ne peut pas faire un homme. J'avais décrit les types d'humanité successifs : le gentleman, le Romain, mettons le bolchevique, étaient des modèles et pas du tout des faits scientifiques. J'ai eu à recevoir un professeur de l'Académie des sciences, et sa conclusion était — nous étions malheureusement complètement d'accord — que plus ils étaient près de l'ordre de la découverte, plus ils considéraient que cet ordre les dépassait ; ils sentaient qu'on ne pouvait pas passer de la recherche, qui tend à trouver quelque chose, à la formation au

sens romain ou au sens chrétien, qui tend à créer un homme. Cela, c'est assez considérable. Parce que, il y a cinquante ans, les biologistes ne nous auraient pas dit cela. La biologie est en train de tourner en éponge à cheveux.

— Elle se situe surtout par rapport à elle-même.

— Oui, seulement, il est arrivé aux scientifiques une aventure extraordinaire. C'est que le microscope électronique leur a montré un certain nombre de choses qui étaient des réalités, et qui n'avaient jamais pu être auparavant autre chose que des hypothèses. En somme, il y a eu avec le microscope électronique la même chose qu'avec les réactions en chaîne en physique.

— L'imprévisible joue un rôle considérable dans le progrès scientifique. Quelle dimension peut alors avoir la prise de conscience, que, peut-être, l'homme n'est pas le seul être conscient dans l'univers, qu'il pourrait y avoir des civilisations inconnues ?

— J'écarterai complètement cette question, parce que pour moi c'est de l'imprévisible pur. Nous pouvons faire de la prospective à l'intérieur de certaines données. Il n'est pas ridicule de dire, étant donnée une population de 52 millions d'habitants en France, combien il y en aura normalement dans trente ans. Mais dans trois cents ans, non. On ne peut pas. Parce que, pour que la prospective soit sérieuse, il faut que vous soyez à l'intérieur de la courbe dont vous avez des données.

— J'ai parlé d'une civilisation extra-terrestre.

— Je sais bien, mais je trouve que ce n'est pas pensable. Einstein disait : « Il ne faut jamais accepter de se poser des questions qui ne se posent pas. » C'est un peu ce que je pense. Si nous parlons de ce que nous avons découvert dans les types de civilisation, les fourchettes ne sont pas très larges, je veux dire que les civilisations les plus éloignées de nous sont quand même relativement proches. Pour que vous ayez un grand écart, il

faut que vous soyez hors de la civilisation. Les Nègres de la grande forêt sont une chose, l'homme avant la domestication des animaux, c'est sans doute autre chose. Mais les civilisations sont tout de même relativement proches. Tandis qu'une civilisation extra-terrestre, ou bien elle est sur des données terrestres : — alors, après tout, vous ne serez ni plus ni moins étonnés qu'avec la découverte des Parthes ou des Mayas, ou tout ce qu'on veut, — ou bien elle n'est pas sur des données terrestres — et alors nous ne savons plus de quoi nous parlons.

— Autrement dit, il n'y a pas de vie aléatoire, il n'y a pas de vie due au hasard, toute vie est un domaine coordonné, ce n'est pas forcément notre coordination, mais elle est coordonnée. Un domaine de coordination qui nous est inconnu.

**Le mot amour
couvre
une dizaine
de réalités
différentes**

— Maintenez-vous pour aujourd'hui, et pour demain, la célèbre phrase de votre œuvre : « Tenter de donner conscience à des hommes de la grandeur qu'ils ignorent en eux » ?

— Quand je l'ai écrite, il y avait le formidable affrontement du fascisme et de l'antifascisme, et tout le monde savait bien qu'il pouvait arriver un drame du côté communiste, ou un drame du côté fasciste, ou un drame entre le communisme et le fascisme, mais qu'il y avait évidemment des colosses.

— A l'heure actuelle, cette conscience-là me paraît beaucoup diminuée. Par exemple, quand j'étais en Russie en

importants sont des romans sans amour. *Don Quichotte*, *Robinson*, *Moby Dick* (2). Cela fait trois romans d'importance mondiale ; dans les trois, l'amour ne joue aucun rôle, ou un rôle parodique, comme dans *Don Quichotte*. On a fini par dire que l'amour était le thème nécessaire de la littérature, ce n'est pas tellement sûr.

— Du roman...

— On avait même admis l'omniprésence de l'amour dans tout ce qui est fiction. On vous disait que la guerre de Troie, c'est tout de même Hélène, ce qui n'est pas vrai. Naturellement, Hélène est le prétexte, mais *l'Iliade* n'est pas une fiction autour des amours de Paris et d'Hélène. C'est une fiction autour des combats d'Hector et d'Achille.

— Quand même, chez Dostoïevski, chez Tolstoï, chez Tchekhov, chez les grands prosateurs russes, l'amour a joué un rôle considérable...

— Oui, considérable. D'autant plus considérable que l'amour russe, vous le savez comme moi, est une notion métaphysique assez forte, et que les romanciers l'ont réintroduite. Tolstoï a un très grand génie pour incarner l'amour, l'amour humain ; il est presque le seul très grand romancier qui ait créé de grandes figures de femmes. Dostoïevski, c'est autre chose. Son génie est tout à fait ailleurs, et ses femmes sont des femmes indéfinissables. Ce sont absolument des créations comme chez Shakespeare.

— Il y a aussi l'autre lignée d'écrivains russes où l'amour n'a aucun rôle. Gogol, Saltykov-Chitchevitch, Boulgakov. Ils sont surtout satiriques.

— C'est ce que j'allais dire. A partir du moment où vous êtes sur ce que vous appelez la satire, il faudrait voir l'élément caricatural agressif. Vous avez parlé de Chitchevitch. Si les scènes où Doudouchka est avec sa nièce étaient retournées, elles deviendraient des

scènes d'amour.

— Que pensez-vous du sentiment d'amour total, c'est-à-dire des rapports entre les hommes et les femmes, du sentiment d'amitié, du sentiment de fraternité, du dévouement pour une idée, et aussi de la foi ?

— Plus vous allez vers l'Est, plus vous avez raison. La Russie a de l'amour une vue métaphysique. L'Angleterre a une vue de l'amour avec des petites cases tout à fait précises : l'élément divin, l'élément sentimental.

— Dans l'acception que je donne aux mots « amour total », je crois que dans votre œuvre l'amour a joué quand même un grand rôle.

— Il n'y a pas de doute.

— Mais quelle est votre opinion sur le rôle de l'amour, disons dans la culture, comme valeur suprême, comme valeur d'antidestin ?

— Le mot amour couvre une dizaine de réalités différentes. Le mot amour veut dire à la fois tendresse et disons amour métaphysique ; vous êtes entre la notion de sexualité plus ou moins liée à l'amour, ceci discutablement d'ailleurs, et la notion d'amour sacré telle qu'elle existe dans le christianisme, si fortement. En fait, vous passez d'une façon imperceptible d'un domaine à un autre. Je crois que ce qui est intéressant dans votre question, c'est la façon dont vous la posez, c'est-à-dire le sentiment d'amour indépendant de son objet attendrissant.

— Exactement.

— Alors là, je crois que nous touchons quelque chose d'excessivement intéressant, et qui est, probablement, dans sa profondeur, totalement indéfinissable et dont nous nous approcherions surtout par la musique. La musique est capable d'exprimer le sentiment d'amour noble sans l'élément de tendresse, aussi avec Mozart mais au besoin sans, avec une très, très grande puissance, et nous montre bien que nous ne pouvons pas la mettre en termes. C'est le moment où vous savez que vous êtes désarmé.

ملک امامی، الأصل

document

INTERROGATION

La question de la violence est au cœur de la réflexion de Malraux. Elle est abordée dans son roman *Le Conquérant*, où il explore les motivations et les conséquences de l'acte violent. Malraux s'interroge sur la place de la violence dans la civilisation et sur son rôle dans la construction de l'identité humaine.

LA VIOLENCE

Malraux aborde la violence sous un angle philosophique et esthétique. Il considère la violence comme un acte qui définit l'homme et qui le relie à son destin. Dans son œuvre, la violence n'est pas seulement un moyen, mais une fin en soi, une manière de vivre et de mourir.

LA VIOLENCE

Malraux explore la violence dans son roman *Le Conquérant*, où il met en scène des personnages qui se battent pour leur idéal. La violence est présentée comme une force motrice qui pousse l'homme à dépasser ses limites et à conquérir son destin.

Malraux aborde la violence sous un angle philosophique et esthétique. Il considère la violence comme un acte qui définit l'homme et qui le relie à son destin. Dans son œuvre, la violence n'est pas seulement un moyen, mais une fin en soi, une manière de vivre et de mourir.

Malraux explore la violence dans son roman *Le Conquérant*, où il met en scène des personnages qui se battent pour leur idéal. La violence est présentée comme une force motrice qui pousse l'homme à dépasser ses limites et à conquérir son destin.

- D'ailleurs, la musique peut le mieux exprimer la foi, surtout la foi religieuse.

- Vous savez, ce doit être dans *Lazare* (3), je raconte, je dis à Manahin que, lorsqu'on est en Asie, on croit que le grand sentiment de la musique occidentale c'est la nostalgie ; naturellement, Beethoven, Schumann, Schubert... Il est avec Nadia Boulanger et il dit : « Est-ce que vous diriez cela, Nadia ? » Elle dit non. « Et moi non plus », ajoute Menuhin. Qu'est-ce que vous diriez, vous, du sentiment fondamental de la musique occidentale ? Et il me dit : « La louange ». Cela, c'est intéressant. Parce que c'est vrai, c'est un des sentiments fondamentaux. Dans la louange, il y a un élément spécifiquement musical.

- Pas par hasard, mais en étroite liaison avec la question précédente, je vous demande : que pensez-vous du terrorisme d'aujourd'hui, en tant qu'auteur de la *Condition humaine* et des *Conquérants*, où, pour la première fois dans une œuvre romanesque, est dessiné le portrait psychologique du terroriste ? Y a-t-il des ressemblances entre Hong Tchen et les terroristes d'aujourd'hui ?

- Pour moi, le grand décalage, c'est que les terroristes que nous voyons à l'heure actuelle sont des personnages assez logiques, alors que les terroristes que j'ai connus étaient assez près des nihilistes russes, c'est-à-dire au fond assez métaphysiciens. Si vous prenez les Japonais et les Arabes, à l'heure actuelle, vous avez l'impression, au contraire, d'une espèce de superrationalisme : le plus simple, c'est de tuer les gens, alors on va les menacer. Il y a chez eux un côté presque mécanique.

- Les terroristes chinois, comme les terroristes russes, étaient très différents, ils se trouvaient toujours dans un univers assez proche de l'imaginaire. Les terroristes actuels peuvent dire qu'ils ont une

ENTRETIEN INÉDIT

mission en prenant des otages, mais ils ne le disent pas.

- Vous n'avez pas un vocabulaire. Vous avez un comportement. Je veux dire que le terrorisme actuel me fait penser plutôt au gangstérisme, il y a une espèce de rigueur.

- C'est-à-dire une pratique, une technologie.

- Je crois que le terrorisme que j'ai connu est quelque chose qui a complètement disparu. Les premiers ont sûrement été les Russes, les derniers ont été les Chinois.

- Il y a évidemment quelque chose que je ne connais pas assez bien, qu'il faudrait voir de près, c'est le terrorisme japonais. Je crois qu'il y a un certain nombre de terroristes japonais qui sont d'une catégorie assez métaphysicienne. Et ceux-là ont une sorte de notion de l'honneur japonais lié au sang qui est tout de même d'un ordre pas gangster, d'un ordre métaphysique, religieux, un domaine assez vaste.

- Mais, entre les deux, il y a eu par exemple le terroriste de la Résistance française ?

- Il n'a pas été très terroriste.

- Il y a eu quand même des attentats.

- Oui. Mais le terrorisme russe, c'était tout de même essentiellement l'idée du sacrifice. On sacrifiait le grand-duc. On se sacrifiait du même coup. Pour la Résistance - je travaillais avec les chefs des groupements - c'était tout de même près du domaine de la guerre.

- Et de la technique.

- C'était comme une lutte militaire. Ce n'était pas des sentiments compliqués. Simplement, il n'y avait plus d'absolu.

- Et, en même temps, il n'y avait pas tellement de nihilisme, ce n'était pas la haine.

- Avec les Russes, il y a tout de même eu : premièrement je tue le grand-duc, sinon qu'allais-je en faire ? Deuxièmement, je suis sacrifié, car je serai pris. Vraisemblablement je serai pendu et ma pendaison va être le germe de la révolte



HEINRICH CARSTEN-REISEBORN/AGF/AGF

disons, Mauriac, parce que Mauriac est à l'intérieur de son vingtième siècle et que, moi, je suis à l'extérieur. Alors je crois que, pour répondre à Picon, ce qu'il n'a pas pigé, c'est que l'élément mythique des *Antimémoires*, ce n'est pas du tout le personnage ou les épisodes, c'est la séparation d'avec la civilisation. Le voyageur autour de la Terre, OVNI (objet volant non identifié), alors là il y aura quelque chose qui me paraît avoir une dimension mythique.

- Mais il se trouve que, moi, je donne ce sentiment-là dans l'ordre historique. Pour un lecteur dans cent ans, si c'était

N'importe quel artiste est prodigieusement servi quand il rencontre la surprise

dans un roman d'amour, ce serait la définition du personnage. Mais quand c'est avec le général de Gaulle et quand c'est à la fois avec le général de Gaulle et Mao, c'est différent. En tout cas, je suis tout à fait sûr qu'il y a dans le fait de décoller une donnée mythique très mystérieuse mais très certaine, comme nous sentons dans tous les rêves. L'humanité a toujours rêvé de voler.

- Croyez-vous que cela sera le sens mythique de cette œuvre ?

- C'est ce qui la séparera d'à peu près toutes les œuvres contemporaines. Etant donné, n'est-ce pas, que tout ce dont nous parlons n'a de sens que si nous restons dans le domaine imprécis. Je veux dire que s'il y avait précision, cela serait faux. Si je me mettais dans l'état d'esprit de ce que j'imagine être l'angle de 2050, c'est Jules Verne. Cela n'a aucun intérêt. Ce qui a un intérêt, c'est cette sorte d'éloignement qui est une prise de conscience de l'éloignement de l'homme contemporain par rapport à la

civilisation contemporaine, parce que je crois que je mets l'accent avec violence sur quelque chose que nous ressentons tous sans violence. Nous sommes tous des gens qui regardent la civilisation comme une partie étrangère. Cela n'est jamais arrivé.

- Au fond, vous participez déjà à cette redéfinition de la notion d'histoire.

- Dans une certaine mesure. Je ne crois pas que c'est tellement moi, je crois que c'est l'ensemble des découvertes que nous vivons qui est en train de mettre en accusation l'histoire.

- Quel est le rapport entre le vécu et l'imaginaire dans votre œuvre romanesque ? Certains critiques affirment que c'est le vécu, l'expérience qui domine ; je suppose que c'est le contraire, que la vie est seulement une matière première, un prétexte pour que surgisse « le musée imaginaire de la vie humaine ». Je me trompe ?

- Nous en avons parlé tout à l'heure. En fait, il est bien évident que le vécu est un élément de relief. Mais il n'est un élément de relief qu'à condition que vous ayez une armature : et cette armature, elle appartient à l'élément le plus profond de l'imaginaire, c'est-à-dire pas du tout l'imaginaire du fantastique extérieur, mais l'imaginaire de ce qui est en nous.

- Disons qu'il y a deux imaginaires : il y en a un qui consiste à raconter des histoires, alors c'est *les Mille et Une Nuits*, Perrault, etc., puis il y en a un autre qui est de trouver en soi-même le monstre ou le sacré. C'est le second.

- Exactement. Mais la *Condition humaine* ou *l'Espoir* étaient considérés comme des œuvres vécues... On les assimilait même à des reportages.

- Ecoutez, est-ce qu'il existe sérieusement du vécu quelque part ? N'est-ce pas une espèce de chimère incroyable ? Qu'a-t-on considéré comme le comble du vécu en France ? Balzac. Or Baudelaire écrivait qu'il est le plus grand visionnaire

de notre temps. Nous sommes tous d'accord aujourd'hui. Il n'y a pas de question.

- Après, il y a eu Zola. Personne d'entre nous ne considère les grandes œuvres d'Emile Zola comme des photos. *L'Assommoir*, c'est un livre absolument épique, noir, tragique, le contraire de la photographie.

- En peinture, c'est tout à fait précis, parce que, en peinture, chaque fois qu'on nous dit qu'on va faire du réalisme, cela veut dire qu'on lutte contre le style triomphant. Chez vous, on est réaliste quand on est contre les icônes. Au dix-septième siècle, on est réaliste quand on est contre Raphaël. Mais le réalisme en peinture, c'est toujours la critique d'un idéalisme antérieur.

- Dans la littérature, je pense que c'est à peu près la même chose. Les forces qui sont en œuvre dans la grande création romanesque ou tragique ne sont pas des forces d'application, d'examen. L'application ou l'examen, c'est toujours quelque chose dont vous vous servez pour donner le relief ou la surprise.

- N'importe quel artiste est prodigieusement servi quand il rencontre la surprise. Vous ne pouvez pas l'inventer, vous ne pouvez pas non plus faire qu'elle soit là ou qu'elle ne soit pas là. C'est la même chose que le monstre dans le cinéma. Il ne peut pas concevoir son propre champ. Seulement, il a fait le plan de l'héroïne qui vient de tomber et il se trouve qu'une traînée de pétrole coule tout près, ce qui suggère immédiatement le sang et évidemment un plan superbe.

- Il y a un homme de génie chez qui tout cela est flagrant, c'est Shakespeare. Il est évident que *Macbeth* se passe entièrement indépendamment du roi. Un cas dont il faudrait parler, c'est celui de Dostoïevski. Maintenant que nous avons ses carnets, nous savons que c'est Muichkine l'assassin. Dostoïevski a gardé entièrement la scène en intervenant les personnages. Donc, pour lui, la seule chose importante, c'était l'amour.

- En revenant à votre question, je vous réponds : la vie a été seulement une matière première. Mais il y a des moments où la vie donne une sorte d'incarnation de nos mythes, ou du moins de nos phantasmes.

- La force artistique de la vie, c'est l'étendue de son imprévisible. Et ce qu'on appelle expérience (pas l'idée, le sentiment) est tout de même lié à la vie.

(1) Malraux a prononcé l'expression « conscience d'ensemble ». Il l'avait même écrite sur ses notes préparatoires pour cette interview. Mais il me semble que les mots « conscience collective » rendent mieux compte de son propos.

(2) Don Quichotte, Robinson, Moby Dick. Dans une de ses conversations avec Malraux, Roger Stéphane, à propos des *Antimémoires*, lui rappelle que Garine, dans *les Conquérants*, se demande : « Quels livres valent la peine d'être écrits hormis les *Mémoires* ? ». Il reçoit la réponse suivante : « J'ai dû écrire autre chose à ce sujet, plus tard : j'avais été frappé par les livres qu'on pouvait lire en prison : ça avait donné les *Possédés*, enfin un Dostoïevski, Robinson et Don Quichotte ».

(3) Roger Stéphane reprend les propos d'un personnage secondaire qui, dans *les Noyers de l'Altenburg*, raconte qu'en demandant à un ami, à sa sortie de prison, ce qu'il avait pu lire, celui-ci lui répond : « Robinson, Don Quichotte, l'Idiot ».

Et ce personnage, qu'on peut substituer à Malraux, continue : « Dans les trois cas (...), un homme prisonnier est donné initialement comme séparé des hommes : Robinson, par le naufrage. Don Quichotte par la folie, le prince Muichkine (...) par l'innocence. Les trois solitaires du roman mondial. » Malraux revient dans les *Antimémoires* sur ces auteurs qui, évidemment, l'obsèdent : « Remarquez que les trois grands romans de la conquête du monde ont été écrits l'un par un ancien esclave, Cervantès, l'autre par un ancien bagnard, Dostoïevski, le troisième par un ancien condamné au Pérou, Daniel De Foë. » (Voir Roger Stéphane : *André Malraux, entretiens et précisions*, pages 149, 150, 151, Gallimard, 1984.)

(4) Ces phrases ne figurent pas dans *Lazare*.

Pour ce qui concerne l'œuvre d'André Malraux, Ion Mihalceanu a traduit en roumain la *Condition humaine*, les *Conquérants* et *l'Espoir*.

ANNIVERSAIRE

La dixième anniversaire de la mort d'André Malraux, en novembre 1976, sera célébré par diverses manifestations. Après un spectacle son et lumière organisé à Versailles-Buisson le 14 juin dernier, la fête du livre de La Baule rendra hommage à l'écrivain avec une exposition et plusieurs conférences et témoignages, du 11 au 14 juillet prochain.

rencontre

FRANCE-BRÉSIL OU L'ÉTINCELLE MAGIQUE

Le Mondial a fermé ses portes, les sociologues prennent la plume. Professeur à Oxford, Theodore Zeldin, grand amateur de ballon rond, jette les premières remarques sur la fête de Mexico. Un certain France-Brésil semble lui être resté dans l'œil.

« Parmi des multiples dénominations du football — « drogue », « magie », « chorégraphie » ou « guerre mimée », — la quelle choisiriez-vous ?
— Parler du « foot », c'est comme parler de l'amour ; tout le monde a une opinion, mais personne n'est capable de l'expliquer, d'autant plus que la particularité du foot réside dans le fait que la moitié de l'humanité n'y a jamais joué.

« Je considère qu'il y a trois types différents de football : le premier, celui du village ancien, avait pour objet de « se battre », et on y jouait avec une vessie de porc. Ainsi, lorsqu'on tuait le cochon, tous les enfants y assistaient pour s'emparer de la vessie et jouer avec. Le deuxième, c'est le football que les Anglais ont codifié au milieu du dix-neuvième siècle, afin de développer l'idée de « fair-play » en même temps que l'exercice physique. Et le football du troisième type, celui du Mondial, est un jeu tout à fait différent : on y joue uniquement pour gagner, on s'entraîne comme des forcenés et on est prêt non seulement à aggraver les gens, à les jeter par terre, mais aussi à tricher... pour vaincre.

« Pour moi qui ai appris à jouer le football du « fair-play », il est très étonnant de voir de quelle façon il s'est développé.

« Je suis donc incapable de choisir entre catégories. Tout dépend de la façon dont le football est joué et perçu ; autrement dit, mon opinion varie selon la qualité du jeu que j'observe.

« Ne trouvez-vous pas bizarre qu'un échec devienne un « drame national » ?
— La particularité commune au football et au nationalisme, et dont on ne s'est peut-être pas aperçu, c'est le fait qu'ils sont tous les deux, essentiellement, des phénomènes du dix-neuvième siècle. Le patriotisme a pris son essor à cette époque, et le football a été établi comme « jeu organisé » en même temps que les guerres nationalistes européennes. Il dévient ainsi des reliques de cette origine héroïque et, tout en étant un jeu de distraction et de liberté, conserve des métaphores de guerre, de hiérarchie et de compétition.

« Ce sport continue à véhiculer l'idée du dix-neuvième siècle selon laquelle l'homme est fondamentalement agressif et le football un bon moyen de développer pacifiquement cette caractéristique. Il est donc naturel que le foot soit politisé par les nations, car elles croient pouvoir



PAQUIN/REUTERS

« Même les Britanniques s'embrassent après chaque but, ce qui signifie que le football a instauré des coutumes qui lui sont propres. » (Finale Argentine-RFA à Mexico : le libéro argentin José Brown vient d'ouvrir le score en première mi-temps.)

ainsi retrouver le consensus qui leur manque par ailleurs.

« Le football est comme une espèce de nostalgie...

« N'est-il pas paradoxal, cependant, que la commercialisation transforme le foot en une compétition planétaire à la gloire des nations ?

« Si le nationalisme coexiste pendant un certain temps avec l'individualisme, cela peut s'expliquer par un phénomène sur lequel j'ai beaucoup insisté dans mes livres : partout, les gens se différencient de plus en plus les uns des autres, parce qu'ils ont beaucoup plus de « choix » qu'autrefois. Mais plus on essaye de les « banaliser » par une information et une éducation uniformes, plus ils réagissent en y opposant leur indépendance et leur singularité. Une fois qu'ils sont devenus tellement « différents », ils considèrent qu'il est tentant d'être « unique » et acceptent volontiers de porter ces « habits nationalistes » pendant un certain temps.

« Ce patriotisme est plus anachronique que profond. On veut bien être chauviniste au football, parce que cela n'engage pas à grand-chose : on gagne « tout » si l'on gagne, mais si l'on perd, ce n'est pas tellement déshonorant.

On devrait plutôt comparer cet extraordinaire enthousiasme nationaliste à d'autres formes de chauvinisme : 6 % seulement des Français disent qu'ils sont prêts à mourir pour leur pays... Leur attitude est donc tout à fait différente lorsqu'il s'agit d'action !

« Les sports d'équipe ont-ils alors une valeur formatrice ?

« Je crois que l'idée d'équipe est devenue floue et plus difficile. Même lorsqu'on forme une « équipe à deux », comme dans le mariage, souvent cela ne marche pas...

« Un bon match est aussi imprévisible qu'un bon mariage. Les vrais gagnants du Mondial, à mon avis, sont la France et le Brésil. Ils se sont inspirés mutuellement, et une étonnante magie a donné un caractère tout à fait exceptionnel à leur rencontre, aussi mémorable qu'un poème, qu'un amour. Je ne juge pas par le nombre de buts. Ce qui est important, c'est la qualité des rapports qui s'établissent entre les joueurs, le dépassement de soi-même.

« Un sport de masse peut-il être une « soupe de sûreté » ?

« On le dit souvent, mais je crois qu'on pourrait appliquer cette interprétation à d'autres formes d'activités : le football est un phénomène tellement varié que je ne

cherche pas à l'expliquer par une seule théorie.

« Y aurait-il un lien entre les performances exceptionnelles d'un Pelé ou d'un Platini et les caractéristiques nationales de leur peuple ?

« Je ne crois pas aux stéréotypes nationaux, et tout ce que j'ai écrit cherche à montrer la variété qui existe au sein de chaque nation, de chaque village ou même de chaque individu. Je ne crois donc pas qu'on puisse, en regardant un match joué par l'équipe du Brésil, comprendre les Brésiliens.

« Prenons, par exemple, la récente habitude qui consiste à s'embrasser à chaque but marqué. Pour les Anglais, ce comportement s'oppose au stéréotype national, puisqu'ils sont censés maîtriser leurs émotions. Pourtant, même les équipes britanniques ont adopté cette nouvelle coutume exactement comme les autres, ce qui signifie que le football a instauré des coutumes qui lui sont propres.

« Par ailleurs, en parlant avec quelques équipes françaises, j'ai été frappé d'apprendre que les joueurs, lorsqu'ils rendent visite à une autre ville, n'ont pas l'habitude de rencontrer l'équipe adverse : il est donc erroné de croire que le football est un « langage » qui aide à se connaître.

tre, même s'il nous offre le plaisir de voir de petites nations gagner, comme lorsque la Belgique a battu l'Union soviétique. Cela peut sans doute aider à détruire certaines idées préconçues qu'on a l'habitude de proférer sur la Belgique, l'URSS ou d'autres nations, et ce qu'elles représentent, mais après tout les équipes ne sont composées que de onze joueurs et ne reflètent pas une nation.

« Si ce jeu permet à chacun, par sa virtuosité, de se révéler l'égal des plus grands, pourrait-il être un tremplin social ?

« Evidemment, le football a permis à beaucoup de joueurs de s'élever dans la hiérarchie sociale. On voit partout des gens d'origine modeste jouer au football et, en France, ils sont souvent originaires de familles qui ne sont arrivées que récemment. En effet, une des fonctions de ce sport, à l'instar de celle du petit commerce, de l'armée ou du fonctionariat, est de permettre à des personnes sans diplôme de montrer leur talent et de gravir ainsi les échelons sociaux, ou de se valoriser à ses propres yeux.

« Comment expliquez-vous ce phénomène : tant d'individus s'installent devant leur « autel » domestique pour célébrer un même rituel ?

« C'est une erreur de croire que tous ceux qui regardent la télévision célèbrent le même rituel : devant l'écran, chacun réagit d'une manière différente. La télévision, qu'on dit être notre maître, qui forme nos opinions, me semble être, au contraire, la source d'une formidable mésaventure : plus y a de messages moins on comprend ce qui se passe.

« Mais les images du foot véhiculent néanmoins un langage universel ?

« Un de mes collègues d'Oxford, qui a placé une caméra cachée face à une centaine de télé-spectateurs, a pu constater qu'ils font tout autre chose que regarder la télévision : ils parlent, jouent, se disputent ou même font l'amour.

« Pour reprendre votre métaphore religieuse, on peut constater de la même façon que les gens qui vont à l'église n'ont pas seulement des idées religieuses en tête... Aussi, en ce qui concerne le nombre de télé-spectateurs qui regardent le football, il me semble que c'est comme une invitation à une « party » universelle, où non seulement tout le monde est invité mais où l'on sait pertinemment que quelque chose va se passer, qu'on va assister à un happening mondial. Celui-ci sera d'ailleurs comme une histoire intéressante, avec un commencement, une fin, du suspense...

— Au fond, un grand et fabuleux spectacle ?

— Et auquel chacun veut participer...

— Avec les péripéties d'un roman policier, comme dans le match France-Brésil...

— Ce n'est d'ailleurs pas seulement le mérite qui donne la victoire, car même Platini, qu'on a nommé le « meilleur joueur du monde », n'est pas toujours capable de marquer un but !

— Cette passion du foot se déroule en un triple lieu : le terrain, les gradins, la télévision. Mais les « plus drogués » ne sont peut-être pas ceux que l'on croit ?

— Le football n'est qu'une drogue saisonnière, c'est comme une promenade dans les champs, ou un feu de bois dans la cheminée : on peut l'arrêter quand on veut. A part le fait qu'on ne peut pas s'attendre à obtenir un plombier pendant le Mondial, il ne s'agit pas d'une drogue bien excessive...

— Les hooligans du Heysel étaient pourtant violents...

— C'est une très longue histoire : saviez-vous que Hooligan est le nom irlandais d'un bonhomme costaud, qui vivait à Londres au dix-neuvième siècle ? Le football a toujours contenu un élément de violence, malgré tous les efforts pour le supprimer : c'est une tradition bien ancrée.

— Quelle interaction peut-on voir entre le sport et la télévision ?

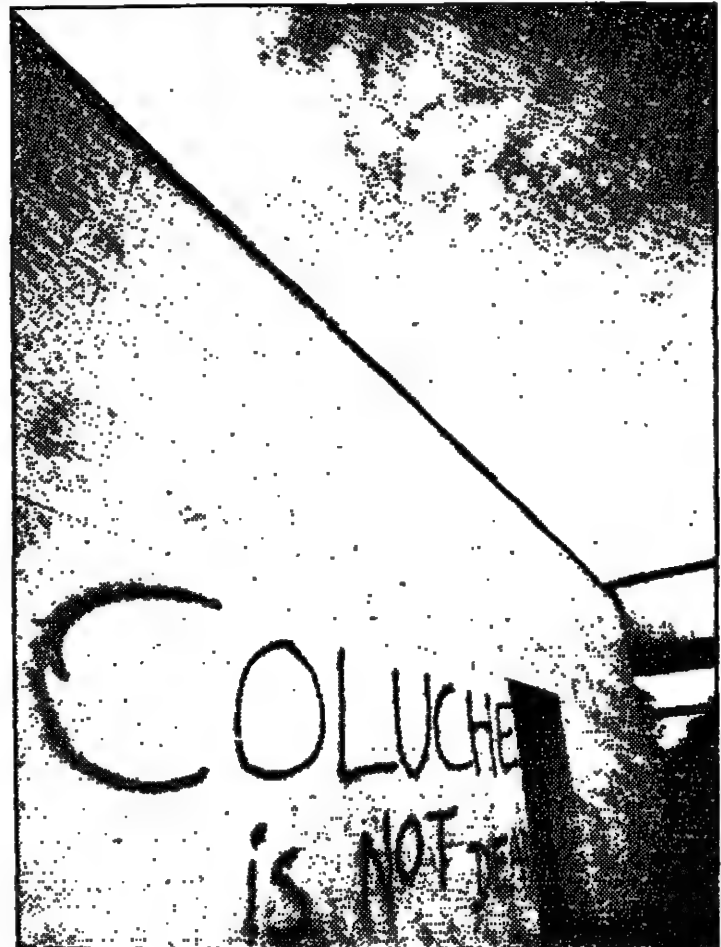
— La télévision a permis l'émergence d'un nouveau sport en offrant une autre perception du football. Sur le terrain, on ne peut pas vraiment saisir tous les détails des matchs ; en les filmant, on a pu — en revanche — capter les moindres gestes, qui auraient été perdus autrement, créant ainsi un nouvel art.

— La fascination du foot n'est d'ailleurs plus seulement l'apanage des joueurs ou des supporters. Les penseurs eux-mêmes actuellement s'interrogent.

— Cette littérature est déjà très ancienne. On la trouve dès le début de l'essor du football et, notamment, entre les deux guerres. Maintenant que les sociologues et les historiens étudient tous les phénomènes, ils s'intéressent aussi bien à la cuisine qu'au sport. Je trouve cela très bien, à condition de le prendre avec humour.

Propos recueillis par GUITTA PESSIS-PASTERNAK.

► Theodore Zeldin est l'auteur de l'Histoire des passions françaises (5 tomes, Seuil) et de Les Français (Fayard) et également en livre de poche au Seuil.



époque

C'EST UN MEC, IL EST PAS MORT...

A bien remarquer le ton de ces épitaphes-là, en voilà un dont la mort, si l'on ose dire, ne l'emportera pas au paradis.

Reportage photographique d'Olivier Michoud. Le Vésinet, dimanche 22 juin, 6-7 heures du matin.



هذه امه الأصل

هنا من الأصل

Voyages

ELLE MAGIQUE

Le monde sans visa
est du monde sans
papiers.
L'heure d'été.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.

Il y a une magie dans le monde sans visa. Une magie qui se trouve dans le monde sans papiers. Une magie qui se trouve dans le monde sans frontières. Une magie qui se trouve dans le monde sans limites. Une magie qui se trouve dans le monde sans fin.



Bibi Andersson dans *Persone*, film de Bergman, tourné dans l'île de Gotland.

BERGMAN, SON ÎLE ET MOI

par Jacques Teboul

J'IMAGINE la naissance de Gotland sortant lentement de la Baltique, hors de notre mémoire, après les glaciations et les fontaines, dans les remuements énormes de la terre, parce que je me souviens de grèves désertes où les cailloux sont des fossiles de tiges végétales aux stries minuscules, d'huîtres dont la chair aux plis concentriques brille, lisse et pétrifiée, ou de spirales de coquillages comme des bijoux encastrés dans des galets écaillés.

Et puis je reviens des endroits mystérieux, hors du monde, sur la lande aussi plate que la mer, aussi lointaine que l'horizon sous le ciel, des endroits où on croirait fixés dans leur éternité sur lesquels se dressent les tombes noires des rois de l'âge de bronze, entassements de pierres rondes, qui marquent l'enracinement du temps. Il y a sur l'île, cette pesanteur de la préhistoire, du passé de toute fiction : pierres runiques, trésors vikings, tombeaux en forme de vaisseaux, dents de granit enfoncées dans les champs, blanchir des églises de chaque village, Gotland aux mille clochers différents.

Quand on arrive par la mer, on accoste à Visby, capitale de l'île, sur la côte occidentale. La ville apparaît avec ses tours et ses clochers moyenâgeux au-dessus des toits rouges et verts. Elle est construite sur une hauteur. Les maisons de pêcheurs se précisent, entourées de roses trémières ; on devine des ruelles escarpées qui descendent vers le port, de vieilles maisons aux hautes façades étroites. Ancienne puissance de la ville, du temps de la ligue hanseatique. Morceaux de cathédrale, ogives suspendues et brisées, voûtes ouvertes sur le ciel. Et c'est toujours la surprise de la lumière

violente, de la pureté vive des couleurs, de la limpidité de l'air sous l'intense et bref été du Nord. A l'est, la ville est encore ceinte de hauts remparts et de tours de guet. Imaginez une cité de Carcasonne scandinave, et plus loin, après de courtes banlieues, l'espace ouvert.

Il y a du monde à Visby et dans les environs. Si l'on s'en tient aux guides de voyages, on sait seulement que Gotland est un lieu de vacances apprécié des Suédois. Mais c'est aussi, plus loin, au sud comme au nord, comme à l'est de l'île, à l'écart des foules vacancières ramassées dans les mêmes endroits, le désert, la lande, la forêt, la mer, l'immensité, le silence de lieux perdus où presque personne ne vient.

Sacrifice, le dernier film de Tarkovski, est tourné à Gotland. Dans une des premières scènes, le personnage du vieil essayiste, acteur autrefois, au centre de ce nocturne réel et fou, dit comment il a découvert cet endroit. Il était ici par hasard avec sa femme. La voiture était tombée en panne près d'un bois. Ils avaient marché sur un chemin de terre blanche. Ils étaient arrivés jusqu'à la mer. Et là, le silence, la formidable beauté du paysage leur étaient tombés dessus.

Il avait alors décidé qu'il vivrait là, toujours. Désir de nudité, d'absolu et de solitude. Il y a sur l'île des espaces si particuliers, si bien ponctués par les idéogrammes lumineux que sont les oiseaux de mer dans le ciel, par leur trajectoire qui se superpose à l'horizon, par les cris d'enfants blessés des mouettes et les ricaneurs des goélands, qu'ils sont porteurs d'une insupportable immensité. Dans *Sacrifice*, un enfant muet qu'on a opéré pour qu'il ait la parole, répond par son silence au monologue du vieil et

dans les pauses du tranquille délire, dans ces syncopes de l'âme, percent les cris des mouettes. Tarkovski a compris le mystère et la force de cet espace. L'herbe au ras de la mer, le gravier blanc des grèves, la lande désolée, rase et jaunâtre, hérissée des touffes maigres de genévriers qui font des flocons sombres au-dessus du sol. Dans la brume d'été qui monte du sol, le soir, après la chaleur, les silhouettes se perdent et l'esprit s'efface. Enracinement du temps, préhistoire de toute fiction, espaces porteurs d'immensité, Gotland est aussi une île hors du monde.

NOUS arrivons souvent dans l'île par le bateau du soir et quand nous rejoignons notre retraite, notre vieille maison de charbonnier, nous glissons dans la brume bleue, stagnante entre les arbres, suspendue au-dessus des champs et de la lande, dans la lumière de ces jours d'été qui ne finissent pas. Parfois la mer lance quelques derniers éclats au bout d'un pré, entre les bouleaux et les pins.

Tarkovski tournant à Gotland rend hommage à Bergman. On comprend mieux les thèmes, les personnages, les histoires de Bergman quand on connaît les lieux où il tourne, mais aussi le paysage qu'il a choisi pour travailler et préparer ses films : Farö. Au moment de l'exil, Bergman disait qu'il pouvait envisager d'abandonner la Suède, mais en aucun cas, l'île de Farö, au nord de Gotland, séparée de celle-ci par un bras de mer de quelques centaines de mètres et qu'on traverse sur un bac. Le paysage de Farö est encore plus sauvage, plus dur et plus dépeuplé. Bergman y vient depuis longtemps, à l'écart du monde, écrire ses films.

Dans *L'Heure du loup*, dans *Persone* comme dans *la Honte*, il y a au centre de ces films, un lieu privilégié, porteur de symbole et de drame : une maison isolée, une retraite, doublement isolée d'être sur une île. D'emblée, dans les films de Bergman, l'actualité, le bruit et la fureur du monde ne sont plus là. Une coupure est faite. C'est exactement ce que je ressens quand j'arrive à Gotland. Que reste-t-il ? A cause de la nudité, de l'abstraction de cet espace sans bords, à cause de l'immensité, de l'ouvert, il reste la confrontation avec soi-même, l'obligation de rester debout dans le silence et dans la lumière, de s'affronter - acceptation et révolte - à la puissance du dieu muet, à la respiration de l'âme qui souffre et qui tape dans le corps, qui y parle. Il reste pour les couples la permanence, la présence du corps de l'autre et son silence. La banalité des faits et gestes quotidiens devient essentielle. Le visage de l'autre, son corps, ses mouvements acquiescent une présence obsédante. J'aime ces espaces sans limites, où les points de fuite entre ciel et terre et mer, partent si loin, où la lumière est si changeante à cause du vent et des nuages qui passent, qu'ils provoquent la nudité la plus nue, la plus intense des corps.

Et pourtant, la rumeur du monde, la menace, est là, comme dans *Sacrifice*, comme surtout dans *la Honte* de Bergman. C'est la guerre, présente tout autour de l'île, lointaine au début, puis de plus en plus proche. J'imagine Bergman ayant l'idée de son film, à Farö, à cause de la présence d'une base américaine, à l'extrême nord de l'île. C'est que la Russie n'est pas loin et que dans l'histoire de Gotland les tentatives d'invasion ont été nombreuses. Alors, il arrive que le silence de cette immensité soit déchiré par

les rugissements obscènes de chasseurs à réaction, flèches noires et dures, traits de feu rappelant la menace.

Alors on a peur, ici plus qu'ailleurs, alors on se dit que tout pourrait disparaître, et que la guerre, comme dans le film de Bergman, serait l'irruption du monde, de l'extérieur, dans l'espace rêvé de la fiction, mais aussi de la vie simple d'un couple pris dans l'entrelacs de ses rêves d'amour et de haine, dans l'évidence d'une immensité naturelle que les hommes et les femmes ignorent de plus en plus.

A Nuit des forains, vieux et magnifique film de Bergman, commence par une scène d'une grande puissance. Une femme se dénoue, sans aucune gêne, sur une plage crayeuse, d'un blanc éblouissant. Elle s'offre à la lumière et au vent, à la mer. Mais une troupe de soldats est là, grossière, bruyante et lourde. Le mari, habillé en clown, vient la chercher pour la soustraire aux regards et aux cris de la soldatesque. Il la porte sur son dos, il marche péniblement dans les cailloux blancs qui dégringolent sous ses pieds. C'est dans mon souvenir comme une sorte de calvaire étincelant. Et chaque fois que je reviens sur cette côte de Farö, je pense à ces images, j'imagine qu'elles ont été prises à cet endroit, je songe à la menace.

La pure beauté de l'endroit, lignes blanches, étendue bleu marine de la mer, espace surchauffé de l'azur pâle, éloigne le monde en même temps qu'il en rappelle la fureur. Les Suédois disent que la Baltique est infestée de sous-marins soviétiques.

(Lire la suite page 22.)



escales

BERGMAN, SON ILE ET MOI

(Suite de la page 21.)

Il arrive même qu'un de ces monstres de ferraille s'échoue sur une côte, dans la vase. Le grand corps de Gotland est bien cerné par les évolutions de requins silencieux, armés jusqu'aux dents et prêts à la destruction.

Il ne resterait rien de ces lieux d'ouverture et de rêve, où l'homme peut retourner à l'homme, il ne resterait rien de la préhistoire, rien de la mémoire, rien du passé des hommes, et plus rien ne pourrait recommencer. Il ne resterait rien du discours poétique, des œuvres de beauté et des fictions. A cela je suis sensible, comme Bergman, de cela j'ai peur, car Gotland est aussi pour moi lieu d'écriture.

Le soir, quand nous allons vers les tombeaux sombres des anciens rois d'ici, navigateurs d'il y a longtemps - certains en d'autres endroits de l'île se faisaient construire des sépultures en forme de longues barques, - nous passons près d'une ferme, sous une clôture, traversons un troupeau de jeunes vaches, puis nous marchons sur le chemin dont nous savons qu'il mène vers cet espace hanté.

Au détour d'une allée naturelle de genévriers, l'étendue s'ouvre et se déploie : une lande plate dont l'herbe est rase et dure, sur laquelle surgissent comme des calottes noires et mauves les cinq tumulus de pierres de granit entassées. Le silence est absolu, et la lumière du soir, juste après la disparition du soleil, augmente le mystère et l'immensité. Il y a des arbres plus loin, et l'éternité de la mort, cinq signes immuables au milieu du large hémicycle. Ici la mort est un repos, une mémoire, que rien ne défigure. A gauche, vers le sud, une



étroite bande de mer brille entre les arbres. La lande, le ciel, les formes noires et rondes des tombeaux, dont un, le plus grand, n'a jamais été fouillé à cause d'une superstition.

Le paysage est le même depuis des millénaires, subissant insensiblement les mouvements de la terre et des eaux. Un chuintement vif : une oie cendrée traverse l'espace et disparaît vite, au loin, juste au-dessus des pins, de droite à gauche vers la mer. Je regrette, une fois

encore, de n'avoir rien saisi du vol d'une trajectoire ailée, qu'une vibration, qu'un murmure dans l'air. Je grimpe sur la plus haute tombe. Je reste debout sur l'énorme tas de pierres. Ce lieu, où la mort s'éternise, où la mémoire s'installe pour susciter l'écriture, s'appelle Uggard. Ce serait dommage que le fracas du monde vienne interrompre la profonde rumeur du temps.

Gotland, c'est aussi la sonorité rugueuse, exotique de lieux perdus, Grotlingboud, Nassudd, Petes, Hervik,

Burgvik, Hablingbo, difficiles à prononcer pour un gosier français. Lieux de silence, scènes à peu près identiques : une longue, étroite presqu'île, la Baltique des deux côtés de la lande et des touffes denses d'arbustes odorants, au milieu un chemin blanc, rectiligne, au bout du chemin, la mer entre les arbres, un scintillement bleu, une lande où personne ne vient, une côte pierreuse, des dunes couvertes d'herbes blondes, d'immenses bordures de roseaux, ou bien la forêt parfois qui touche à la mer, endroits que les oiseaux occupent, du printemps à la fin de l'été, avant de reprendre leurs migrations vers le nord ou vers le sud, selon les espèces : avocettes, tadornes, canards, mouettes, goélands, immenses troupeaux d'oies, et tous les petits échassiers. Des cris, des chants, des envols. Dommage donc que le fracas du monde détruise ça !

AVANT l'arpenteur méditatif qu'est Bergman, avant l'observateur rêveur et fasciné que je suis, il y eut les promenades scientifiques de Carl von Linné, le botaniste de génie, découvrant les merveilles de la flore gotlandaise. Les femmes de l'île ont souvent une connaissance profonde et précise des fleurs et des plantes. Elles savent où se trouvent les clairières retirées dont le sol est tapissé d'orchidées sauvages et de plantes très rares. Elles font leurs herbiers, leurs remèdes et leurs tisanes. Dans le nord de l'île, il existe un jardin d'herbes tenu par un vieux couple, comme il y a un ancien champion d'échecs de Suède qui cultive son jardin, qui vend, qui donne ses

légumes et ses fruits, qui va et vient sur son bout de terre, blond et trapu, rieur et fin, et qui me fait penser à un vieux sage chinois, attendant la mort en regardant ses roses.

Comme dans *la Honte* de Bergman, j'ai du mal à quitter la maison, à quitter l'île, à reprendre le bateau à Visby. A la fin du mois d'août, presque tous les touristes sont partis. Sur le quai d'embarquement, il y a peu de voitures. La ville et le port sont calmes, comme repris par le silence de l'île, avant l'hiver et le froid qui reviendront vite. Les maisons d'été s'enfoncent sous la neige, résisteront aux tempêtes, à l'assaut des vagues, les plages encore plus désolées noirciront sous le gris pesant du ciel. Les voitures glissent lentement sur le quai. J'entre dans l'obscurité de la cale du ferry. Le bateau s'éloigne. La vue de Visby s'estompée. Le bateau longe un moment les falaises au sud de la ville.

Gotland, paradis précaire, se noie dans une brume bleue. Il n'empêche qu'il restera, indestructible, comme une résistance, la nudité de cette femme, sur une côte étincelante de blancheur, à Farö, porté par son clown de mari sous le regard des soldats. La nudité d'un artiste contre la bêtise du pouvoir. Quelque chose de fou, d'anachronique pour certains. Tant mieux si le vieux personnage de Tarkovski met le feu à sa maison. Tant mieux si l'immensité rend fou. ■

► Jacques Taboul, écrivain, traverse l'Europe du Nord depuis des années pour aller à Gotland, en été. Il publie aux éditions du Seuil. Parmi ses derniers livres : *Cours*, *Hölderlin I*, *Vermeer*, *le Vol des oiseaux*. Dans ce dernier, l'île de Gotland tient une place importante.

Qu'ils aillent s'entasser ailleurs.

Comme d'habitude, ils auront solidifié l'Autoroute du Sud, colonisé sur vingt rangs chaque mètre de Méditerranée et affaîssé sous leur nombre les avions gros porteurs, histoire de se retrouver aux Antipodes à photographier cent mille autres touristes. Vous, vous vous serez réfugié en Irlande, loin du délire.

Vous serez au bout du monde tout près.

Perdu dans les landes du Connemara, vous serez aussi loin qu'on peut l'être et certainement plus dans notre siècle.

Pourtant il ne vous aura fallu qu'une nuit de car-ferry (depuis Le Havre, Cherbourg ou Roscoff, à partir de 1272 F AR*) ou un peu plus d'une heure d'avion (quotidien, à partir de 2080 F AR**) pour arriver en Irlande.

Une bonne moitié de la France est plus loin de Cherbourg que l'Irlande.

* en haute saison, voiture comprise, base 4 personnes.
** en haute saison.

Vous aurez des plages pour vous tout seul.

Et des routes, et des lacs, et des îles, et des montagnes, et des fleuves, et des falaises, et...

Bien sûr toutes les routes ne sont pas vides et il y a souvent une ou deux vaches sur les plages : si elles vous gênent, dites-vous que 150 plages somptueuses parsèment les côtes d'Irlande. Et encore bien plus de lacs, de montagnes, de falaises...

Vous ferez la flemme pour 85 F la nuit.

Ce sera dans une ferme irlandaise et vous y serez si bien qu'il n'est pas sûr du tout que vous en partirez un jour.

Ne serait-ce que pour le breakfast prodigieux, à moins que ce soit pour le feu de tourbe ou les longues promenades avec Whiskey, le chien de la ferme.

Que ceux qui veulent s'entasser, s'entassent. Vous, cédez enfin à la tentation d'être en rupture de ban. Venez en Irlande cette année.

Office National du Tourisme Irlandais
9, bd de la Madeleine, 75001 Paris - tél. 42.61.84.26.



Irlande
Allez loin sans aller loin.

هكذا امنه الأصل

LOUÉES SOIENT LES VOITURES

Couramment utilisées par les hommes d'affaires, les voitures de location partent aussi en vacances. A prix spéciaux...

Dossier établi par C.-L. Parison

MÊME si la clientèle « affaires » représente encore 75 % de l'activité d'une société comme Hertz en France, par exemple, les loueurs de voitures commencent à s'intéresser à un secteur du marché encore peu sollicité : les vacanciers.

Après avoir connu une croissance régulière avec des taux de progression de 10 % par an, le marché a marqué le pas au début des années 80. La progression, très faible en volume (environ 1 % par an), explique le regain d'intérêt manifesté par les loueurs à l'égard du tourisme et des loisirs, qui offrent les plus forts potentiels de développement.

Contrairement aux idées reçues, la France n'est pas en retard en matière de location de voitures. Avec 4 millions de loca-

tions en 1985 et un chiffre d'affaires global de 3,5 milliards de francs, elle arrive au deuxième rang mondial, derrière les Etats-Unis. La coexistence de firmes internationales avec des entreprises de petite taille qui exercent leur activité à l'échelon local est peut-être une des caractéristiques de la location à la française. Elle n'empêche pas, cependant, la concurrence la plus âpre, notamment en direction de la clientèle touristique.

Dans cette compétition, les grands réseaux internationaux semblent les mieux armés. Ils disposent d'une structure très bien implantée, d'une réputation sur laquelle ils peuvent baser leurs nouvelles stratégies commerciales.

Avis, qui vient de récupérer récemment le contrat d'exclusivité du service train-auto, réalise déjà 40 % de son chiffre d'affaires avec le tourisme. Le numéro un en France vient d'investir 7 millions de francs dans la mise en place, dans l'Hexagone, de « Wizard » (magicien), le service international de réservation le plus sophistiqué pour la location de voitures.

Les 154 ordinateurs opérationnels en France sont désormais connectés, comme les 4 000 autres terminaux installés à travers le monde, au central de New-

York, une gigantesque banque de données contenant des milliers d'informations relatives aux 330 000 véhicules répartis dans les 135 pays. Ce qui permet de connaître les disponibilités de la flotte et d'effectuer les réservations, à tout moment, n'importe où dans le monde, grâce à des liaisons transatlantiques par satellite.

Dans le même esprit, les nouvelles formules de location « rapid rental » et « rapid return » ont pour but d'améliorer le service offert en réduisant au minimum les formalités administratives et les attentes.

Pour séduire le client, les loueurs font assaut d'agressivité commerciale et proposent des « formules plus », coupons, forfaits-vacances, cartes accréditives assorties de facilités et de réductions, etc. Quand la firme Hertz offre un itinéraire informatisé avec quelques adresses de restaurants et de lieux d'excursion, Avis réplique en mettant à la disposition des clients français se rendant à l'étranger son itinéraire « Personnelly yours ». Véritable guide de voyage établi par informatique en tenant compte des centres d'intérêt du voyageur.

Pour les Etats-Unis, Hertz s'est associée avec la compagnie aérienne TWA et propose une semaine de location, catégorie A

(Ford Fiesta par exemple), pour 40 dollars en kilométrage illimité.

« L'avenir est dans le tourisme », estime M. Christian Du Tillet, le président de la branche loueurs de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (CSNCR). Il est pourtant regrettable pour la profession que le taux de TVA ait été porté, en 1984, de 18,6 % à 33,3 %. Cette décision a contribué à la baisse du marché intérieur, et, sur un plan international, elle se caractérise par un détournement de clientèle. Les rares touristes étrangers qui bâtissent un voyage sur l'Europe ont intérêt à arriver en Allemagne, où la faible TVA sur la location des véhicules leur est profitable.

Autres victimes du fléchissement du marché, selon M. Du Tillet, les petites sociétés de location locales, dont les tarifs ont parfois augmenté de l'ordre de 15 %. En rendant service à une clientèle de proximité, les petits loueurs peuvent survivre, mais il leur faut faire preuve d'originalité s'ils veulent réussir vraiment.

Une technique déjà adoptée par quelques-uns des mille franchisés français de la chaîne américaine Thrifty, qui offrent des véhicules particuliers en fonction de la spécificité de leur région et de leur clientèle : camping-cars à Lyon, voitures de prestige à Nice et Cannes, 4 x 4 à Aix-en-Provence, Méhari à Lorient...

LIMOUSINE OU TÉLÉPHONE

- EUROTO
Le réseau du nord de la France. Semaine avec kilométrage illimité, catégorie A : 248 F par jour; catégorie E : 444 F par jour.
Deux semaines avec kilométrage illimité, catégorie A : 200 F par jour; catégorie E : 464 F par jour.
- CIFA
Location de voitures Peugeot : (1) 45-67-35-24.
Forfait week-end, catégorie A : 650 F pour 500 kilomètres + 2,27 F du kilomètre supplémentaire; catégorie E : 1 250 F pour 500 kilomètres + 3,60 F du kilomètre supplémentaire.
- STILE
Des voitures avec téléphone : (1) 47-36-82-82.
Forfait semaine avec kilométrage illimité, catégorie A : 3 034 F; catégorie E : 7 234 F.
Communications téléphoniques : 1,20 F par taxe de base.
- CALANDRE
Le luxe des limousines : (1) 45-83-11-40.
Promotion été 1986 : trois semaines, kilométrage illimité (départ entre le 1^{er} juillet et le 20 septembre), catégorie A (Opel Corsa) : 3 916,80 F; catégorie G (Mercedes 190E) : 12 038,40 F.



Avec votre voiture! Au départ de Venise... la Grèce et la Turquie à bord de l'Orient-Express.

L'Orient-Express c'est aussi un bateau! Celui-ci vous permet d'accéder, en une mini-croisière de deux ou trois jours, aux côtes grecques ou turques. Votre voiture peut prendre place à bord et vous pouvez ainsi partir à la découverte des sites grecs ou des merveilleux paysages turcs, sans la fatigue d'une route longue et difficile!

L'Orient-Express c'est aussi une solution familiale très économique; par exemple, Venise-Kusadasi 2 470 F par personne en cabine à deux lits (4 nuits à bord). Il existe aussi des cabines à 4 lits et des cabines de grand luxe.



Imaginez vos prochaines vacances: une escale de quelques jours en Grèce, les sites de Delphes et d'Olympie... et vous rembarquez pour la Turquie: Istanbul, le Bosphore et la Cappadoce.

Et pour le retour? Une croisière Istanbul-Venise à bord de l'Orient-Express. Vous y retrouverez le service parfait, les restaurants raffinés et tout le charme d'une traversée à bord d'un vrai bateau de croisière.

Attention : n'attendez pas le dernier moment pour réserver!

APPELEZ-NOUS VITE AU:
(1) 47.42.36.28
ou consultez votre agent de voyages habituel.



V.S.O.E. - 11, rue de Surène 75008 PARIS

LES CHAINES INTERNATIONALES

- AVIS
Forfait 5 jours, kilométrage illimité, catégorie A : 1 470 F; catégorie E : 2 876 F.
Avis propose aussi la formule « coupons-vacances ». Chaque coupon, qui permet de disposer d'une voiture pour vingt-quatre heures avec kilométrage illimité, peut être utilisé pendant les vacances suivant les besoins. Les coupons représentent une réduction de 65 % par rapport au tarif journalier normal.
- HERTZ
« Roue libre », kilométrage illimité. Une semaine, catégorie A : 2 150,67 F; catégorie E : 6 082 F.
Un mois, catégorie A : 6 074,51 F; catégorie E : 13 367,67 F.
Forfait week-end (deux journées avec 700 kilomètres), catégorie A : 625,33 F; catégorie E : 1 402,66 F.
- EUROPCAR
« Route des vacances » (à partir du 1^{er} juillet), kilométrage illimité. Week-end (avec retour à la station de départ obligatoire), catégorie A : un jour : 318 F; 2 jours : 645 F; 3 jours : 684 F. Le quatrième jour est gratuit.
Catégorie E, 1 jour : 789 F; 2 jours : 1 304 F; 3 jours (4^e gratuit) : 1 650 F.
Une semaine, catégorie A : 1 834 F; catégorie E : 4 347 F.

LES CHAINES NATIONALES

- CITER
Semaine avec kilométrage illimité, catégorie A : 1 960 F; catégorie E : 4 088 F.
Quatre semaines, catégorie A : 5 488 F; catégorie E : 11 424 F.
Pour le week-end du 14 juillet, Citer proposera un tarif exceptionnel (non publié actuellement) pour départ le vendredi à 14 heures et retour le mardi matin.
- MILLEVILLE
Semaine kilométrage illimité, catégorie A : 1 986,50 F; catégorie E : 3 965,76 F.
- WALLGREN
Week-end : (1 000 kilomètres) du vendredi 18 heures au lundi 8 heures avec retour dans la ville de départ, catégorie A : 600 F; catégorie E : 1 400 F.
« Tourisme » : un mois avec 3 000 kilomètres, catégorie A : 5 000 F + 0,68 F du kilomètre supplémentaire; catégorie E : 10 400 F + 1,48 F du kilomètre supplémentaire.
- MATTEI
5 jours kilométrage illimité, catégorie A : 285 F par jour; catégorie E : 476 F par jour.
Deux semaines, kilométrage illimité, catégorie A : 209,33 F par jour; catégorie E : 357,33 F par jour.

OCCASIONS

Une bonne affaire, l'achat d'une voiture de location? Certes, même s'ils passent entre les mains d'une multitude de conducteurs, les véhicules loués ne souffrent pas d'un vieillissement prématuré. Constantement révisés (tous les trois jours en moyenne) au niveau mécanique et carrosserie, ils sont également parfaitement entretenus.

Les loueurs offrent à leurs clients des véhicules quasiment neufs, ce qui suppose un renouvellement fréquent des flottes, surtout chez les grands loueurs. Généralement, les voitures louées restent en parc neuf ou dix mois avant d'être retirées du circuit. Elles totalisent alors entre 30 et 40 000 kilomètres.

Avant la mise en vente, le loueur fait réviser la carrosserie. Une voiture de l'année, en très bon état, est proposée à un prix 20 % ou 30 % inférieur au neuf. Les voitures de location d'occasion sont garanties douze mois, ou 12 000 kilomètres.

nt leurs.

la table

RENOUVEAU BIARROT

par La Reynière

THALASSA ! Thalassa ! ce cri joyeux exprimait le soulagement des dix mille Grecs conduits par Xénophon à la vue de la mer salvatrice. J'imagine que le maire de Biarritz pourrait, avec la même reconnaissance, s'écrier : Thalasso ! thalasso !

En effet, depuis l'ouverture du centre de thalassothérapie Louis Bobet, animé par son frère Jean, Biarritz retrouve un peu de son animation d'antan. Mieux même, et grâce à elle, le Miramar, qui abrite ces thermes style vingtième siècle, est ouvert - et affiche complet ! - toute l'année ! Aussi bien les clients du Miramar (avenue de l'Impératrice. Tél. :

59-24-85-20) ne sont pas tous des fans du restaurant diététique. Mais par contre, venus des hôtels et meublés environnants, nombreux sont les adeptes de la mécano-thérapie, des jets sous-marins, des bains bouillonnants, de l'ionisation et de l'algothermie... J'en passe.

C'est du reste pour augmenter leurs capacités d'accueil que les maîtres du Miramar viennent d'acheter un autre vieux palace biarrois, le Régina (52, avenue de l'Impératrice. Tél. : 59-24-39-02). Un service de mini-autocar mènera les clients à la « thalasso ».

Mais venons-en aux choses de la table. Le chef du Miramar, André Gauzère, sait accommoder avec talent les produits du pays

(ravioli de foie gras, langouine braisée, saumon de l'Adour, fricassée de langoustines aux pâtes fraîches, etc.), tout en proposant aux curistes des mayonnaises acaloriques ou une mousse de crabe aux zestes confits ne faisant pas grossir, des gaspachos dégraissés et un biscuit diététique qui font illusion. René Lasserre, Marcel Merckès et Paulette Merval, Robert Charlebois, s'y sont laissés prendre sous mes yeux.

Pour moi, je suis allé faire provision de gâteau basque et autres douceurs chez le cher M. Arósteguy (5, av. Victor-Hugo. Tél. : 59-24-00-52). J'ai découvert les conserves Bidassoa de Pierre Guéracage (22, rue Ignace-François-Bibál à Saint-Jean-de-Luz. Tél. : 59-26-07-56), notamment ses sardines en bocaux, ses chipirons à l'encre, excellents.

A Saint-Jean-de-Luz, l'on attendait l'ouverture du Grand Hôtel. On y mangera bien, j'imagine, Alain Ducasse ayant mis ici au « piano » un de ses initiés. Je suis un peu inquiet, plutôt, de l'ambiance, en lisant, sur une fiche de presse que « l'amphithéâtre » sera « un endroit de nuit dont la distinction et le sublime équilibre seront le reflet de la rigueur des voûtes de pierre et de la musique souple... ». Fichtre ! En attendant, j'ai préféré une visite à Arcangues (la tombe de Luis Mariano attire toujours ses pleureuses), au château, où, on le sait, Guy d'Arcangues organise des dîners somptueux, au milieu de l'argenterie Empire et des porcelaines chinoises, des tapisseries d'Aubusson et des lustres en cristalierie en grappes de raisin du dix-huitième.

Revenons à Biarritz pour regretter une fois de plus le parking de la place Bellevue (devant le Café de Paris) et la tonitruante

musique (si l'on peut appeler ça comme ça !) des haut-parleurs municipaux. Pour signaler un gentil bistrot familial, Chez Maurice (87, avenue de la Marne. Tél. : 59-24-01-61), aux belles grillades de viandes et poissons ; ainsi qu'à l'entour l'épicerie d'Ahetze (place du Fronton. Tél. : 59-23-55-82), où œuvre une Dame d'ARC ; le Briketena de Guéthary (tél. : 59-26-51-34), familial, et un peu plus loin, à Saint-Jean-Pied-de-Port, Firmin Arrambide et ses menus remarquables (de 95 francs à 240 francs) ; Les Pyrénées (19, place du Général-de-Gaulle. Tél. : 59-37-01-14).

Mais il faut signaler encore la résurrection du Château de Lardalia (à Villefranque, 5,500 km de Bayonne. Tél. : 59-44-00-37), ouvert, ou plus exactement entrouvert, l'ancien relais de campagne de Maurice Carrère est de ces établissements avec lesquels il va falloir compter, la saison prochaine.

Ainsi Biarritz, grâce à ses anciens comme Pierre Laporte, et à ses nouveaux animateurs comme Daniel Broch, au Miramar, revit. Même le croulant château d'Ibaritz vient d'être repris, mais il faudra longtemps avant que cette extravagante demeure s'impose en état de marche. En attendant, et si vous aimez le golf, notez que le Miramar organise des semaines de perfectionnement, sous la direction du champion Jerry Wattine, dès le début de novembre.

Il ne reste plus à Air France qu'à organiser des vols plus percutants. Ne serait-ce que pour amener plus d'amateurs à la thalassothérapie et aux autres bonnes adresses.

QUELQUES AUTRES TABLES DE BIARRITZ

CAFÉ DE PARIS

Hier, c'était un chef-d'œuvre en péril, en quelque sorte ! Cette remarquable et célèbre maison, son bar ouaté, sa salle, sa mezzanine et sa terrasse Belle Époque, le souvenir du cher Robert Laporte, son créateur, subsistent, comme la station, le poids de la tristesse ambiante. Pierre Laporte, énergiquement, a tenu. Aidé par un personnel solide, Grenade, le sommelier, Henri Bile, le maître d'hôtel, il règne sur une cuisine d'un classicisme teinté de régionalisme atteignant la perfection.

La simple piperade est ici un chef-d'œuvre, mais les foies gras sont exaltants. Pains « maison » multiples. Desserts splendides et cave exceptionnelle (notamment de grands bordeaux) d'où j'ai extrait ce jurançon sec Domaine Cauhapé extrêmement séduisant. Menus 250 F et 300 F net, et carte. En annexe, l'Alambic (tél. : 59-24-53-41) à l'ambiance bar-pub et pour des petits repas plus modestes (100/150 F).

► Café de Paris, 5, place Bellevue. Tél. : 59-24-19-53.

LA ROTONDE

Cadre prestigieux de cette illustre maison impériale, quelque peu dévalisée ces années dernières. En cuisine, et à temps complet à présent, le bon Roger Laporte, un vieux du métier, avec un menu (220 F net) aux choix multiples et goûteux. Chaque plat, dans son classicisme mesuré, est un régal, et le « tour de main » de l'ancien se fait ici sentir. Aux beaux jours, autour de la piscine, le Grill de l'Hippocampe propose aussi (autre

le menu à 165 F net) le saumon frais en papillotes Roger Laporte, le foie gras grillé au vinaigre de Xérès, le fondant d'agneau aux jeunes légumes, etc.

LE RELAIS DE PARME

C'est le restaurant (fort pratique) de l'aéroport de Bayonne-Biarritz. Surveillé de très près par Pierre Laporte, le chef propose, en attendant l'envol, des rillons de canard, des moules frites, la louvine au vin rouge de tradition, du confit de canard, etc. Simple mais honnête, et bien amicalement servi.

LE PALAIS DES SABLES

En dehors de quelques discothèques hurlantes, la vie noctambule n'est guère plaisante à Biarritz, et encore moins gourmande.

Ici, dans un cadre oriental confortable, Laila (que les Parisiens connaissent au Ruby's) et Galby (qu'ils apprécieraient au Tagada) créent l'ambiance. Et Alcha roule à la marocaine un couscous (qui peut être aussi diététique, mais oui !) bien savoureux. Brick et bostella, vins d'Afrique du Nord et thé à la menthe. Galettes des soirs qui pourraient s'éterniser... jusqu'à l'heure de la thalassothérapie !

► Le Palais des Sables, 52, avenue de l'Impératrice. Tél. : 59-24-61-29. Fermé dimanche.

L. R.

ÉCHOS GOURMANDS

60 ANS APRÈS...

Parmi les 46 grandes maisons signalées dans le Michelin 1926, 4 seulement figurent aujourd'hui dans le milleième 86. Soixante ans après et avec de nouveaux animateurs, saluons ces « mainteneurs » : Hôtel de Bourgogne à Cluny, Hôtel de la Poste à Avallon, Hôtel de la Côte-d'Or à Saulieu et Hôtel de France à Nantua. Ils viennent de célébrer leurs noces de diamant.

L'EMBARRAS D'ANCHOIX !

Un lecteur, à propos de mon « papier » sur l'escalope viennoise, rappelle qu'en 1914 celle-ci devint « escalope liégénoise » (tout comme le café viennois devint le café liégé) et qu'alors on y ajouta le filet d'anchois roulé décoratif.

BARMEN AU PARFUM

Pour le lancement du parfum Charles Jourdan « Harmonie », Caroline Arnaud a fait appel à dix prestigieux barman parisiens qui, tandis que Michel Leeb présentait les mannequins, concoctèrent, c'est le cas de le dire, 10 coquetilles parfumées... en toute harmonie, bien sûr !

COCHON DE LAIT

Des lecteurs signalent, à Châteaufort-du-Pape, La Garbure, et à Hagondange, le restaurant Meïgnier (69, rue de la Gare), qui ne figurent sur aucun guide. Ce dernier notamment supprimé du Michelin 86, proposant l'assiette de cochon de lait du Val de Metz en gelée, le poussin de la Wantzenau doré bien « en situation ».

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Montagne

SAVOIE

Château de FOULE ROUGE *** NV Logis de France alt. 1 600 m calme, détente, nature, dans un chalet confortable du XVIII^e s. Exposé plein sud. Cuis. trad. du terroir. Nombreuses promenades et randonnées. Pens. 170/230 F jr TTC. Famille SURRIER La Chal 73530 St-Jean-d'Arves 79-59-70-99

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO GRAND HOTEL COMPLÈTEMENT RÉNOVÉ. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. A. COTTE Téléphone : 1941/93/33-02-82. Télex : 846143.

LEYSIN (Alpes vaudoises)

HOTEL SYLVANA *** Hôtel familial, situation panoramique. Son restaurant « Le Refuge » avec ses spécialités. Pens. compl. des 65 FS, y compris taxes mini-golf, piscine. Fam. L. BONELLI T. 19-41/25/341136 CH-1854 LEYSIN

TOURISME

COTE ATLANTIQUE BAYE D'ARCACHON VILLAGE VACANCES grand confort CAMPING-CARAVANTING

LE ROOMINGUE - 33138 LANTON

Tél. 56-82-97-48 Pension complète et demi-pension (vin compris) - Self-service - Buffet

DÉTENTE - REPOS - ANIMATION

Distractions variées adultes et enfants. Plage priv. et sur. - Mini-golf - Tennis Initiation planche à voile - Excursions Soirées dansantes - Ciné - T.V. - Pêche Réductions en juin et septembre.

LE GUIDE DES VACANCES RÉUSSIES



Pour le plaisir de la lecture avant que pour la découverte C.L. Parison, Le Monde

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALESIA - PORTES D'ORLÈANS

A LA BONNE TABLE, 45-39-74-91, 42, r. Friant. Parking. Spéc. POISSONS.

BATIGNOLLES - ROME

EL PICADOR, 80, bd des Batignolles, 43-87-28-87. Espagnoles et françaises. Pâtis. Zazoula. Bacalao. F. lundi, mardi.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELMAN, 37, r. Franc-1^{er}, 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41

COPENHAGUE, 1^{er} étage. FLORA DANICA, et son jardin r.d.c. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ.

CHAMP-DE-MARS

L'AUBERGE DU CHAMP-DE-MARS, 18, r. Exposition, 7, 45-51-78-08. F. dim. sem. midi. Cuis. classique légère. Choix 130 vins. PMR 200 F s.c.

GOBELINS

ENTOTO, 45-47-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nertheim, 19 Spécialités éthiopiennes.

LES HALLES

CAVEAU F-VILLON, 64, r. Arbre-Sec, 42-36-10-92. Ses caves du XV^e s. F. dim. P.M.R. 150/180 F.

SAUDADE, 34, rue des Boudonnais, 1^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. j. 23 h. F. dim. Spécialités portugaises. PRIX MARCO POLO CASANOVA 94.

MAIRE DU XVIII

LE FICHET, 174, rue Ordener, 46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill. poisson. F. dim.

MONTAGNE STE-GENEVIÈVE

LE VILLARS PALACE. M. Tailleux propose ses spécialités : POISSONS, COQUILLAGES, bœuf d'HERITRES, 3 salles. Pianiste t. l. an. Éléance, 8, r. Descartes. Ouv. T.L.J. 43-26-39-08 et 75-50. Ouvert le dimanche.

MONTMARTRE

ISLAM-ABAD, 11, r. Houdon, 43-57-76-76. T.L.J. TANDOORI - CURRY.

MONTMARTRE

LA GUÉRTE DU SAINT-AMOUR, 209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J. Spéc. de poissons et crustacés.

RÉPUBLIQUE - BASTILLE

LE REPAIRE DE CARTOUCHE 47-00-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire, 11^e s. sem. midi et dim.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARTLAIS, 2, r. de Vienne, 8, 45-22-33-62. Cassoulet 78 F. Confit 78 F.

SAINT-SERVAIS-DES-PRÉS

LA FOUX, 2, rue Clément (6^e). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle, 42-22-13-35. Menu 80 F. Ouv. T.L.J.

GUY BRÉSILIEN

6, rue Mabillon, 6^e T.él. : 43-54-87-61.

culture

La 42^e Biennale de Venise

L'art entre science et alchimie

(Suite de la première page.)

En parallèle, on trouve ces autres dérapages assistés de la nature que sont les Ready Mades, les assemblages et les collages des artistes du vingtième siècle. Le tout est amusant et plein de surprises. Mais cela ne suffit tout de même pas à faire oublier la déception que procure dans son ensemble l'obscurité moite et décevante.

Et qu'en est-il du reste : les participations nationales réparties entre les Giardini et les Corderie, pour les pays qui n'ont pas la chance d'avoir à leur disposition pavillon et pignon sur allée ombragée ? Et Aperto 86, l'exposition des jeunes qui n'ont encore jamais été présentée à la Biennale, qui, elle aussi, se trouve aux Corderie ? En très mauvaise place d'ailleurs puisqu'elle arrive en dernier, en bout de course, dans l'immense entrepôt (dont l'architecture est malheureusement occultée par un trop-plein de stades), notamment après une overdose d'agressions visuelles et sonores, que l'on reçoit dans la section technologies et informatique, au demeurant maigri-chonne.

Festival de rayures

Dur, ce passage « off » Giardini, qui donne tout de même l'occasion de se balader aux fins fonds de Venise, hors du commun des touristes, et de sortir du parcours fixe et routinier des traditionnels pavillons. Un parcours qui, lui, n'est jamais désagréable. On y prend le frais, on peut même y rencontrer quelques bonnes choses, plus rarement d'excellentes choses, comme, dans le genre solide et confirmé, Buren au pavillon français. Celui-ci avec son festival de rayures — en

verre, sur la façade, pour vous diviser le portrait : en couleurs, dans les salles saturées, d'une lumière diaboliquement matrasienne ; en relief, taillées dans le mur, histoire peut-être de vous ramener au poids de la réalité — mérite bien le prix qu'il a reçu.

Comme Sigmar Polke d'ailleurs, dont les grandes peintures brillantes à base de mélanges corrosifs, de vernis et d'acides, associées à des éclats de pierre et de métal, font, au pavillon allemand, justement en vis-à-vis du pavillon français, l'effet de matières en transformation et d'événements cosmiques. On n'est pas loin de l'alchimie. (Merci tout de même à Arturo Schwarz d'avoir

insisté sur cet aspect-là des secrets de la connaissance).

L'un et l'autre, Buren et Polke, sont indiscutablement les deux grands points forts des participations nationales, plus forte que l'Anglais Auerbach (qui partage avec Polke le prix international — Buren a le prix des pays) (1), un honnête peintre de figures humaines éclatées en paysages et en pâte riche, comme on aurait pu en voir il y a trente ans.

Parmi les bonnes surprises que réservent les pavillons, l'Espagne, avec Garcia Sevilla, Miguel Navarro, José María Sicilia et Cristina Iglesias, mérite d'être mentionnée. Son pavillon est en effet à peu près le seul où passe un vent d'enthousiasme significatif du dynamisme de la jeune création dans le pays.

Alors, de quel côté que l'on regarde, il n'y a pas grand-chose, qui passe et dégage, pas de révélation notable. En ce pavillon islandais est égal à lui-même, c'est-à-dire à ses trop-pleins de figuration. Le grec Tzavellas fait son effet avec des portraits peints en pied qui, par un jeu de projection, se mettent à digne de l'œil, tourner la tête ou lever le bras. Ce n'est pas grand-chose. Quant à Noguchi, au pavillon américain, c'est une catastrophe. Le vieux et grand sculpteur méritait

tellement mieux que ce pseudo-hommage si encombré de lampes et de luminaires en papier jupon dont il est aussi le créateur, qu'on se croirait dans un grand magasin. Comme quoi, les commissaires, officiellement désignés, ne sont pas toujours à la hauteur de la situation.

Présence française

Ce n'est pas le cas du nôtre, Suzanne Pagé qui, notons-le à l'intention des mauvais esprits, avait choisi Daniel Buren pour représenter la France à Venise, avant que ne soit déclinée l'affaire du Palais-Royal (2). Daniel Buren, mais pas seulement lui. Sa sélection comprend un autre artiste déjà



Arts et Sciences : le Chaire des merveilles (Ferreira, Empire, Histoire, Nature, Venise, 1672)

MUSIQUE

Gilberto Gil à l'Olympia

Le « rock and rollero » de Bahia

Bien que sa vie soit devenue un carnet de voyage et que son port d'attache soit Rio-de-Janeiro depuis déjà douze ans, Gilberto Gil porte avec lui la magie de Bahia.

Bahia, c'est le creuset du Brésil, où les races, les cultures, les religions, les coutumes, se sont mélangées et associées. Gil a gardé les caractéristiques du Bahianais né avec l'espoir, rebelle, aux contraintes, l'âme libre, et qui a une manière étonnante d'offrir à l'autre la fraternité la plus humble.

Gilberto Gil a un ange dans la tête. Attentif aux manifestations pures des forces de la nature dans la musique du Nordeste, il s'est laissé porter, plus que tout autre compositeur de Rio ou de Salvador, par le jeu subtil des échanges, conjuguant modernité et tradition, gardant la pulsion brésilienne à travers toutes les expériences africaines, jamaïcaines et américaines, devenant à la fois sambiste et « rock and rollero », transformant chacun de ses concerts en une fête enivrante.

Musicien à la fois instinctif, spontané et sophistiqué, Gilberto Gil a

créé son propre « melting pot » avec la samba, le reggae, le rock « orthodoxe » et des traditions africaines. Et il est parti à la rencontre d'une musique celtique qui entraîne tout spectateur dans un irrésistible besoin de danser, d'aimer.

Deux concerts de Gil ne se ressemblent pas. L'autre mois, dans un théâtre de Rio, accompagné seulement par deux guitares, il racontait en musique son aventure depuis les jeux avec Vinícius de Moraes et Caetano Veloso jusqu'aux dialogues avec les Africains, puis avec Jimmy Cliff et, de nouveau, avec les sambistes de Salvador.

A l'Olympia, où il se produit cette semaine, Gilberto Gil s'est entouré d'un synthétiseur, de deux percussions, trois guitares et trois cuivres, et il alterne le raffinement esthétique et romantique de ballades et de sambas avec une formidable vitalité, un goût extravagant du bonheur, une exubérance folle. C'est superbe. Et l'Olympia, par le jeu du dialogue scène-salle, se transforme peu à peu en une école de samba. Vers la fin de son spectacle, Gil chante en français *Touche pas à mon pote*, l'une de ses dernières chansons.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Olympia, jusqu'au 5 juillet à 20 h 30.

La mort de Mahalingam

Le génie de l'improvisation

La nouvelle de la mort de Mahalingam, survenue le 30 mai à Bangalore (Etat du Karnataka, sud de l'Inde), est parvenue en France avec un retard qui n'étonnera pas ceux qui connaissent la personnalité hors du temps, presque légendaire, d'un des plus illustres musiciens de sa génération.

Né en 1926, dans le district de Tanjore, Mahalingam, issu d'une famille de brahmines, montra un talent tellement précoce sur la flûte qu'il se produisit en public dès l'âge de sept ans et joua bientôt avec les meilleurs artistes qui le considéraient d'emblée comme l'un des leurs. Pourtant, il dut renoncer aux tournées à l'étranger qu'on lui proposa dès 1936 devant le refus catégorique de son père. Dès lors sa carrière devait prendre une tournure singulière. Une première crise mystique, à seize ans, le révéla à lui-même, éclairant les rapports intenses qui le liaient à la divinité. Réputé pour son

génie de l'improvisation et la richesse de son invention sonore sur la petite flûte en bambou, dans la tradition de la musique karnatique du sud de l'Inde, Mali, comme le surnommait familièrement la foule de ses admirateurs, était aussi connu pour son imprévisibilité, ses folies (il se retirait même de la scène pendant dix ans) et quelques fiascos retentissants.

Son premier concert à Paris, en novembre 1978, à la salle Gaveau, fut en effet compromis par un accident survenu à son instrument. Mais la tournée en France qui suivit se déroula si bien qu'elle fit l'objet d'un des trop rares enregistrements témoignants de l'art raffiné de Mahalingam (deux disques Stil OIB.12578). Mahalingam avait formé de nombreux disciples, parmi lesquels C.B. Madhuranath, qui perpétue le style de son maître.

GÉRARD CONDÉ.

confirmé : Christian Boltanski, et deux jeunes qui ne le sont pas : Ange Leccia, Marie Bourget. Les trois sont exposés dans les anciennes prisons, d'un pont du palais des Doges. L'ensemble se tient : Boltanski avec ses « leçons de ténors », un environnement grave, une sorte de monument, de chapelle ardente à la mémoire de l'enfance perdue ; Leccia avec son installation de moniteurs recouverts par un drap sur lequel se dessinent l'image d'une grille, de fenêtre et retient quelque chose de la mouvance de l'eau de la légende ; et

GALERIES

Dotremont : le geste et l'écriture

Dotremont fut, au début des années 50, l'un des animateurs du groupe Cobra. Poète et calligraphe, ses « logogrammes », écritures autant que dessins sont exposés à la Maison de la poésie.

Le temps, il semble, est propice aux rétrospectives d'écrivains-peintres. D'un côté Roland Barthes, critique d'après-dessinateur ; de l'autre Christian Dotremont, poète amateur calligraphe. La similitude ne va pas plus avant : à la prudence méthodique de l'un s'oppose l'ardeur frénétique de l'autre. Pour Dotremont, peindre et écrire, c'est tout un, et c'est chaque fois le moyen de crier ou de se confier. A ses textes, sensiblement teintés de surréalisme, répondent les « logogrammes », — ainsi les voulait-il nommer, — dessins à l'encre de Chine, fausses lettres en colonnes et lignes qui chaviront et s'enroulent.

Dans quel continent chercher l'inspiration de ces alphabets insensés ? Dans une Asie chinoise, japonaise ou mongole ? Dans un Orient islamique ? Ou dans le Scandinavie des runes et des pierres gravées que, comme tout membre de Cobra, Dotremont a longuement scrutées ? Partout, vraisemblablement, quoi qu'il reste quelques souvenirs de cette Laponie à demi mythique dont l'artiste s'était fait le berde, et qui lui a suggéré un recueil parmi ses meilleurs. Les sources, au demeurant, important moins que le rythme, la promptitude de l'exécution et le savoir-tracer des enchaînements tourmentés. Dotremont a fréquenté de fort près les peintures de Cobra, groupe dont il fut l'animateur essentiel dans les années 50. Cela se sent : le commerce d'Appel ou d'Alchimy a appris à l'auteur comment user de l'encre et du papier et comment plier les instruments à sa fantaisie. Il a retenu quelques trouvailles plus difficiles encore, en particulier celle qui lui

permet de donner à ses formes, apparemment non figuratives, la capacité d'allusion. Le trait, de la sorte, se fait comique, tragique ou rêveur, à volonté. Cette éloquence suffit à singulariser Dotremont.

Elle est même si prenante que l'on en vient à songer à d'autres parallèles, à d'autres généalogies. Dotremont, plus qu'à aucun de ses frères en esthétique, ressemble à Michaux, wallon comme lui, et comme lui partage entre le rêve qu'il écrit et le geste qui s'inscrit. S'il existait — ce que l'on doit souhaiter — une section du paradis strictement réservée aux peintres, Dotremont et Michaux devraient y disposer d'appartements contigus — et d'une commune résidence secondaire sise en Grande-Carabagne.

PHILIPPE DAGEN.

* Maison de la Poésie, Terrasse du Forum, 101, rue Rambuteau ; tj. de 12 heures à 18 heures, jusqu'au 28 septembre.

Un autre Olivier Debré

Debré en noir et blanc : étrange parti pris. Jusqu'ici, on pouvait croire que ses toiles devaient beaucoup de leur beauté à la science du coloriste, à ses empâtements et à ses alliances de tons. Pourquoi s'en passer et se limiter à la noire encre de Chine ? Même adoncie d'eau, éclairée, dissoute, parvenue au gris diaphane, il lui manque les splendeurs de l'huile. Le sacrifice n'est pas pour autant sans raison : ce que le peintre perd en splendeur, il le gagne en violence. Ainsi retrouve-t-on un Debré gestuel, rapide et volontiers péremptoire, qui traverse la feuille d'un mouvement droit. Les signes affirment leur verticalité, ils barrent la surface, ils la déchirent, et les traces du pinceau ressemblent aux barbes d'un métal tranché à froid. Les formats se plient à cette volonté, qui s'écrivent en colonnes ou s'allongent pour recevoir l'empreinte quatre fois répétée du passage sombre du pinceau.

Marie Bourget, pas trop convaincante tout de même, avec ses petites spéculations sur cadres vides et possibles tableaux.

Bref, la présence française à Venise est plutôt forte, en quantité et en qualité. Il faut d'ailleurs ajouter ceux d'Aperto 86, défendus par le critique Gérard-Georges Lemaire, qui a très bien fait d'y amener Hélène Delprat, une très jeune artiste sortie il y a deux ans de la Villa Medice où elle a commencé par avaler à toute vitesse ce qui sortait dans l'entourage de Bonito Oliva, et qui est en train de devenir elle-même. Mais c'est l'italien Nunzio di Stefano, pas trop mal avec ses bois sombres et leur aura de sacré, qui a décroché le prix des jeunes.

Le choc de la nouveauté, n'est à vrai dire pas tellement de mise à la Biennale, et cela pas plus à Aperto qu'aux Giardini. Après la transavant-garde, le néo-expressionnisme, les anachronismes et les figurations de tout poil, on peut partout s'est le repit, la pose. On avale. On digère, on combine les formes hybrides, un rien tenté par le retour aux vues géométriques, conceptuelles et abstraites mais rechargées par une bonne dose d'énergie, un bon poids d'ombres et de mystères, une façon de dépasser l'anecdote et les mythologies personnelles, comme d'échapper à l'histoire de l'art et à la citation. La



REMIEREMENT : l'un de nos meilleurs peintres qui veut telle chose qu'elle puisse servir à...

Arts et Alchimie (partie historique) : le bain alchimique qui purifie le maître de l'homme.

roue tourne, vite même, mais, pour le moment, on ne sait pas trop dans quel sens.

GENEVIÈVE BREERETTE.

* Jusqu'au 28 septembre.

(1) Pour donner un coup de fouet à la manifestation, la Biennale a rétabli, cette année, le principe des prix qui avait été supprimé dans la foule contestataire de 1968.

(2) Le chantier est terminé.

A Venise pendant la Biennale

● Futurisme et futurismes

au palazzo Grassi. C'est la grande exposition orchestrée par Pontus Hultén, richissime en œuvres, discutable quant au regroupement sous la bannière du futurisme d'artistes qui n'ont rien à voir avec le mouvement de Marinetti. Jusqu'au 12 octobre.

● Paul Klee dans les collections privées à Ca' Pesaro. Environ cent cinquante dessins, aquarelles et techniques mixtes de 1896 à 1940. De quoi prendre beaucoup de plaisir. Jusqu'au 28 septembre.

● Galileo Chini à Ca' Corner della Regina. Une exposition consacrée au peintre du Liberty italien, auteur

notamment des peintures murales exécutées en 1909 dans la salle octogonale du pavillon central des Giardini. Celles-ci avaient été recouvertes en 1928 par une structure de Gio Ponti, elle-même démanturée depuis, et elles viennent d'être remises au jour, à l'occasion de la restauration complète du pavillon de la Biennale. Jusqu'au 28 septembre.

● La science pour l'art à l'Accademia.

Les technologies nouvelles appliquées au patrimoine culturel : restaurations, enquêtes, nouvelles applications pour analyser sans détruire. Une exposition inscrite au programme Art et science de la Biennale. Jusqu'au 28 septembre.

Penck après Penck

Célébrité, il y a peu, du néo-expressionnisme berlinois, Penck a mis à la mode d'épais graphismes noirs, à la manière des graffiti ou, plus noblement, à celle des peintres du Tassili. Il les intitule *Dispersions*, parce qu'ils recouvrent la toile entièrement, d'un bord à l'autre, répandus en telle abondance qu'il est vain de chercher un ordre ou un système dans ces tissages de signes. Mais Penck refuse à ses images la facilité de l'absurde. Il lui faut un sens, bien que son style se prête mal aux subtilités. Aussi, sans crainte de se démentir, le peintre s'autorise-t-il à renoncer à son écriture noire de pseudo-préhistorique et la mélange-t-il à d'autres formes, venues d'autres origines, formes plus complexes. Les unes, rouges, il les emprunte à une imagerie macabre dont il semble, par endroits, qu'il la doive à Picasso.

D'autres sont importées de l'antique, si bien qu'un Zeus bedonnant tonne au milieu d'une nuée de croix

et d'angles. La combinaison des contraires devient l'essentiel de l'œuvre et son principal sujet. Comme si Penck n'avait trouvé d'autre moyen de se renouveler que d'avancer combien il y avait de stéréotypes dans ses premières toiles — et que de collectionner les lieux communs de la culture. D'autres y avaient songé avant lui. A commencer par son cher Picasso, peut-être.

Ph. D.

* Galerie Gillespie-Laage-Salomon, 57, rue du Temple. Jusqu'au 12 juillet.

Art funéraire chinois

Il y a quelques années on découvrait en Chine des centaines de fantassins en terre cuite grandeur nature dans la tombe d'un empereur qui avait voulu que ses soldats l'accompagnent dans la mort. Ces objets enfouis servaient, tout comme en Egypte, à la survie du défunt et surtout lui rappelaient au cours de son interminable voyage les signes de son existence terrestre. Malheureusement, cette année fantôme, en raison de son nombre, ne peut être montrée dans son intégralité. Toutefois il reste pour le commun des mortels quelques figurines plus modestes par la taille qui circulent encore dans le circuit des marchands spécialisés.

C'est le cas, notamment, de la galerie Bourdeley qui a réuni une dizaine de statues de cet art funéraire que les Chinois désignent sous le nom de Mingqi. Ces pièces datent de l'époque Han (221 avant J.C. — 208 avant J.C.). Certes, elles ont perdu leur couleur d'origine, mais elles n'ont rien perdu de leur pouvoir d'évocation, rien non plus de l'ambiguïté de la fonction qu'on leur attribuait. Revenues à la surface grâce à des fouilles consécutives à l'établissement du réseau ferroviaire au début du siècle, elles regardent désormais le monde des vivants à la lumière de leur immémorial séjour souterrain.

BERTRAND RAISSON.

* Art chinois. Bourdeley, 200, boulevard Saint-Germain. Jusqu'à fin juillet. Tél. : 45-48-97-86.

مكتبة الأصل

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-51-50), 19 h 30 : Salomée.
SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : La Fille enchanlée.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Le Bourgeois gentilhomme.
BEAUBOURG (42-77-12-33), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
MASTROPI, de R. Mastroianni, 16 h : Les Femmes savantes.
de Tchékoff, 19 h : Les Femmes savantes.

Les autres salles

ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Les Femmes savantes.
BOUFFES PARISIENS (42-96-06-34), 21 h : Les Femmes savantes.
BOURVILLE (43-73-47-84), 22 h : Les Femmes savantes.
CENTRE CULTUREL DU XVII^e (45-43-32-92), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
CENTRE LATINO-AMÉRICAIN (45-08-48-28), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

Music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-27), 21 h : Les Femmes savantes.
PICCON DE LA BUTTE (42-62-57-95), 22 h : Les Femmes savantes.
POTINIERE (42-61-44-16), 21 h : Les Femmes savantes.
TROTTOTORS DE BUENOS-AIRES (43-53-56-37), 21 h : Les Femmes savantes.

Opérettes

comédies musicales
A. DEJAZET, TLP (48-87-97-34), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-79), 20 h 30 : Les Femmes savantes.
THÉÂTRE DE L'ŒUVRE (48-74-42-52), 21 h : Les Femmes savantes.
RENAISSANCE (42-08-18-50), 20 h 45 : Les Femmes savantes.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Les Femmes savantes.

Les concerts

Espace Kluge, 19 h : Les Femmes savantes.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Les Femmes savantes.

Table verte, 22 h : Les Femmes savantes.

Église Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45 : Les Femmes savantes.

Galerie 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

GRAND HALL MONTROUGE (39-52-42-79), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-86-61), 21 h : Les Femmes savantes.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : Les Femmes savantes.

LA BRUYÈRE (43-74-76-99), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

LUCIENNAIRE (45-44-57-34), 19 h : Les Femmes savantes.

MARIN SUISSE (Châ International), 19 h 30 : Les Femmes savantes.

MARIE-STUART (45-08-17-80), 18 h 30 : Les Femmes savantes.

MÉCÈNE (42-77-40-25), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

MICHEL (43-45-35-02), 21 h 15 : Les Femmes savantes.

PALAS DES GLACES (46-07-49-93), 21 h : Les Femmes savantes.

PALAS-ROYAL (42-97-59-41), 20 h 45 : Les Femmes savantes.

PORTÉ GENTILLY (45-80-20-20), 18 h 30 : Les Femmes savantes.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Les Femmes savantes.

TAI TH D'ESSAI (42-10-79-1), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 18 h 30 : Les Femmes savantes.

THÉÂTRE DE L'ÎLE SAINT-LOUIS (46-33-48-65), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

THÉÂTRE NOIR (43-46-91-93), 20 h 30 : Les Femmes savantes.

TINTAMARRE (48-87-33-42), D. L. 18 h 30 : Les Femmes savantes.

VARÉTES (43-33-09-92), 20 h 45 : Les Femmes savantes.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-39-35), 21 h 45 : Les Femmes savantes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), 20 h 15 : Les Femmes savantes.

CAPÉ D'EDGAR (43-20-85-11), D. L. 18 h 30 : Les Femmes savantes.

CRISTAL (43-40-68-01), 22 h : Les Femmes savantes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les Femmes savantes.

POINT-VIRGULE (42-78-47-03), 18 h 30 : Les Femmes savantes.

TINTAMARRE (48-87-33-42), 21 h 30 : Les Femmes savantes.

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20
 Pour tous renseignements concernant
 l'ensemble des programmes ou des salles
 (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Vendredi 4 juillet

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinéma-thèque

CHAILLOUT (47-04-34-34)

16 h : Hommage à Alexandre Trueta : Don Giovanni, de J. Loeu ; 19 h 15 : Hommage aux cinéastes étrangers : BFI ; 21 h : Hommage à Heinrich Heine : Le Capitaine Fracasse.

BEAUBOURG (42-78-36-57)

15 h : Chèque de gloire, de J. von Sternberg ; 17 h : Le Beau et la Belle, de B. Botticher (v.f.) ; 19 h : Rétrospective du cinéma argentin : Le Temps de la revanche, de A. Armatian (v.o. et f.).

SALLE GARANCE

T.J.J. à 14 h 30, 17 h 30 et 20 h 30 : Le cinéma yéyotale (programmation détaillée au 42-78-37-29).

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.)

Après HOURS (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-33-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (42-74-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 9 (42-62-57-95) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 13 (42-73-47-84) ; V.F. : Rex, 2 (42-73-47-84) ; UGC Boulevard, 1 (42-74-94-94) ; UGC Gobelins, 14 (42-33-10-30) ; Gaumont Parnasse, 14 (42-33-10-30) ; UGC Convention, 15 (42-74-94-94) ; UGC Normandie, 16 (42-33-10-30) ; UGC Montparnasse, 17 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Lazare, 18 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Michel, 19 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 20 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 21 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 22 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 23 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 24 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 25 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 26 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 27 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 28 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 29 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 30 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 31 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 32 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 33 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 34 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 35 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 36 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 37 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 38 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 39 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 40 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 41 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 42 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 43 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 44 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 45 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 46 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 47 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 48 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 49 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 50 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 51 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 52 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 53 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 54 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 55 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 56 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 57 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 58 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 59 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 60 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 61 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 62 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 63 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 64 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 65 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 66 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 67 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 68 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 69 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 70 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 71 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 72 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 73 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 74 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 75 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 76 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 77 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 78 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 79 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 80 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 81 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 82 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 83 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 84 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 85 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 86 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 87 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 88 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 89 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 90 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 91 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 92 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 93 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 94 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 95 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 96 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 97 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 98 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 99 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 100 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 101 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 102 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 103 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 104 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 105 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 106 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 107 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 108 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 109 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 110 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 111 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 112 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 113 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 114 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 115 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 116 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 117 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 118 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 119 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 120 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 121 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 122 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 123 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 124 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 125 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 126 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 127 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 128 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 129 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 130 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 131 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 132 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 133 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 134 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 135 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 136 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 137 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 138 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 139 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 140 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 141 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 142 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 143 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 144 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 145 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 146 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 147 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 148 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 149 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 150 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 151 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 152 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 153 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 154 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 155 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 156 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 157 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 158 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 159 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 160 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 161 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 162 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 163 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 164 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 165 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 166 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 167 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 168 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 169 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 170 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 171 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 172 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 173 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 174 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 175 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 176 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 177 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 178 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 179 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 180 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 181 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 182 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 183 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 184 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 185 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 186 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 187 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 188 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 189 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 190 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 191 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 192 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 193 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 194 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 195 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 196 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 197 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 198 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 199 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 200 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 201 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 202 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 203 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 204 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 205 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 206 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 207 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 208 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 209 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 210 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 211 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 212 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 213 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 214 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 215 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 216 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 217 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 218 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 219 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 220 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 221 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 222 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 223 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 224 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 225 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 226 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 227 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 228 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 229 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 230 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 231 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 232 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 233 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 234 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 235 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 236 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 237 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 238 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 239 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 240 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 241 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 242 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 243 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 244 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 245 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 246 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 247 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 248 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 249 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 250 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 251 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 252 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 253 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 254 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 255 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 256 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 257 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 258 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 259 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 260 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 261 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 262 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 263 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 264 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 265 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 266 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 267 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 268 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 269 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 270 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 271 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 272 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 273 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 274 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 275 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 276 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 277 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 278 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 279 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 280 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 281 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 282 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 283 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 284 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 285 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 286 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 287 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 288 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 289 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 290 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 291 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 292 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 293 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 294 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 295 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 296 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 297 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 298 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 299 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 300 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 301 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 302 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 303 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 304 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 305 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 306 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 307 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 308 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 309 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 310 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 311 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 312 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 313 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 314 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Sauveur, 315 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Vincent, 316 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Xavier, 317 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Yves, 318 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Zénon, 319 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Étienne, 320 (42-33-10-30) ; UGC Saint-François, 321 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Jacques, 322 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Joseph, 323 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Louis, 324 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Martin, 325 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Nicolas, 326 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Paul, 327 (42-33-10-30) ; UGC Saint-Pierre, 328 (4

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 5 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14 h 20 **Série : Les Buddenbrook.**
D'après le roman de Thomas Mann, réal. F.-P. Wirth.
L'histoire d'une famille d'Allemagne du Nord, sur quatre générations, dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Un livre magnifique, une adaptation remarquable (rediff.).
- 15 h 25 **Tiercé**, à Longchamp.
- 16 h 35 **Croque-vacances.**
- 17 h 25 **Feuilleton : Le chœur des dames.**
D'après J. Bourin, réal. Y. André (rediff.).
- 18 h 20 **SOS Animaux.**
- 19 h 35 **Auto-moto.**
- 19 h 5 **La vie des Botes.**
- 19 h 40 **La masque et les plumes.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 30 **Tirage du Loto.**
- 20 h 35 **Les oiseaux se cachent pour mourir.**
Réal. D. Dulac, d'après le roman de C. McCullough.
Avec R. Chamberlain, R. Ward, B. Swanwick. (rediff.).
- 22 h **Droit de réponse** : Big-Boas (Hersant-Dumont).
- Magazine de Michel Polac.
Rediffusion de larges extraits de deux émissions consacrées l'une à Robert Hersant (le 25 septembre 1982), l'autre à Jean-Baptiste Drouin (le 29 octobre 1983), suite d'un débat.
- 0 h **Journal.**
- 0 h 15 **Carnet de bord.**
Le Tour de France à la voile.
- 0 h 25 **Ouvrir la nuit : Destination danger.**

22 h 15 Magazine : Les enfants du rock.

Eurovis, aux quatre coins de l'Europe, avec Pet Shop Boys, Zodiac Mind Warp, Fearful Sharkey, Eurythmics, Wham, The Smiths, Aka, Sigue Sigue Sputnik, The Blow Monkeys, Big Audio Dynamite, Yellow, Carmel, Simply Red, Elton John.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 16 h **Liberté 3.**
Magazine des associations.
- 17 h 15 **Espace 3.**
Objectif santé.
- 17 h 30 **Documentaire : La mémoire des pères.**
- 17 h 45 **Variétés : Parade 85.**
- 18 h 45 **Série : made in France.**
- 19 h **Coups de soleil** (à 19 h 35).
- 20 h 5 **Fragile Rock.**
- 20 h 35 **Variétés : La nuit des cent stars.**
Emission enregistrée à Radio-City music-hall à New-York à l'occasion du centenaire de la statue de la Liberté.
- 21 h 35 **Paris-New-York : La statue de la Liberté.**
22 h 5 **Journal.**
- 22 h 30 **Série : Mission casse-cou.**
- 23 h 20 **Musikube.**
Concerto pour violon et la mineur, et Cantate des paysans BMW 212, de J.-S. Bach, par l'English Chamber Orchestra, dir. Yehudi Menuhin.

CANAL PLUS

- 14 h 50, **Canal-Cadix** : 16 h 15, **Série : Mike Hammer** ; 17 h 10, **Documentaire : Animaux d'Australie** ; 18 h 10, **Série : Eruption à la mode** ; 19 h 5, **Top 50** ; 20 h 15, **Football : Coupe de la Ligue** (en direct) ; 22 h 35, **Série : Hollywood blues** ; 23 h 25, **Série : Comètes** ; 23 h 55, **Les Faveurs de Sophie**, film de Michel Berny ; 1 h 10, **David, Thomas et les autres**, film de Lucio Szabo ; 2 h 45, **Reflets dans un œil d'or**, film de John Huston ; 4 h 35, **Drôle de samedi**, film de Bay Okan ; 5 h 55, **Documentaire : Vingt ans de publicité en France**.

LA « 5 »

- 14 h, **Sport** : Les jeux de la bonne volonté (en direct de Moscou) ; Festival olympique international d'été (à 22 h 10) ; 19 h 30, **Série : Star Trek** ; 20 h 30, **Liberty weekend** ; 21 h 5, **Chair de mét.**

TV 6

- 14 h, **Tonic 6** ; 17 h, **System 6** ; Invité : Jean-Pierre Bacri ; 19 h, **Séquence de NRJ 6** ; INXS ; 21 h, **Tonic 6** ; 23 h, **Live 6** ; Invité : Kate Bush.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 - 16 h 29, **route de Langeacourt**, de S. Desperier et N. Mahieux.
- 22 h 10, **Démarches avec...** Marc Augé pour le livre « Un ethnologue dans le métro ».
- 22 h 30 **Musique** : Pianoconcerto, avec seize pianistes et dix percussionnistes de l'Académie de musique de Bâle, dir. J. Wittenbach.
- 0 h 5 **Chair de mét.**

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné le 4 juin au Théâtre musical de Paris) : *Concerto pour piano et orchestre, Mayfield*, poème symphonique, de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique d'Etat d'URSS, dir. E. Svetlanov, sol. E. Vinogradov, piano.
- 23 h **Les soirées de France-Musique** : Archives, les inoubliables de Nathan Milstein ; à 1 h : *Champ d'écailles*, voyage à travers la chanson.

Dimanche 6 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 15 h 45 **Sports dimanche-vacances** (suite).
- 18 h 5 **Histoires naturelles.**
D'I. Barrère, E. Lalou et J.-P. Fleury.
L'homme qui a vu l'ours, l'asard et le grand tétra.
- 19 h **Série : Pour l'amour du risque.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 30 **Cinéma** : Cas merveilleux sous volants dans leurs drôles de machines.
Film anglais de Ken Annakin (1965). Avec S. Miles, S. Whitman, J. Fox, A. Sordi, R. Morley, G. Froese, J.-P. Cassel.
En 1910, le directeur d'un grand journal anglais organise pour des raisons publicitaires, une course aérienne Londres-Paris. Géométrique avec savoureux dessins de Ronald Searle, effets spéciaux, avions d'époque. A part cela, pas formidable.
- 22 h 40 **Sports dimanche soir.**
- 23 h 40 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : 2

- 14 h 20 **Sports.**
Tennis : finale de Wimbledon hommes. Tour de France.
- 18 h 45 **Stade 2** et **Journal du Tour.**
- 19 h 30 **Série : Ma sorcière bien-aimée** (rediff.).
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Les enquêtes du commissaire Maigret.**
Maigret et la jeune morte, d'après G. Simenon, réal. C. Boissel. Avec J. Richard, F. Cadet (rediff.).
- 22 h 10 **Magazine : Musiques au cœur.**
Présenté par Eve Ruggieri. Opéra pour l'Afrique (1^{re} partie).
- Les chanteurs d'opéra ont voulu eux aussi apporter leur contribution à la lutte contre la faim en Afrique. A l'initiative de José Carreras, l'opéra, un gala a été donné le 18 août 1985 aux arènes de Vienne, un opéra et un film ont été réalisés et une collecte a été ouverte à Vienne.
- 23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 18 h 30 **RFO hebdo.**
- 19 h **Jeu : Pour les jeunes.**
- 20 h **Dessin animé : L'oiseau bleu.**
- 20 h 35 **Documentaire : L'Afrique en Noirs et Blancs.**

Le Dimanche 6 Juillet à 14h30 sur FR3 National
KWAY annonce la couleur.

VU

Intouchables

Comme beaucoup d'autres, le magazine mensuel des droits de l'homme d'Antenne 2, « Références » ferme boutique pour les vacances. Mais, jeudi soir, dernier numéro, on s'est aperçu que deux de ses habitués avaient déjà fait leurs valises : le présentateur habituel, Bernard Langlois, privé d'antenne pour ses postures, et l'homme qui marche, symbole de Giacomo, confiée par la veuve du sculpteur, par solidarité avec Langlois.

En attendant leur retour, cette dernière émission a abordé un sujet délicat entre tous : les droits des enfants handicapés. Trois exemples contrastés illustraient le problème. Dans un institut à Tournai, petite ville de l'Yonne, une centaine de jeunes handicapés

mentaux étaient devenus le jouet d'un couple sadique : brimades humiliantes, douches froides et sévices sexuels. A l'autre extrême, une pouponnière dans la vallée de Chevreuse, « Les Tout-Petits », donne à des enfants très perturbés et affectés dont tout être humain a besoin. Entre les deux : une expérience à Rouen pour intégrer des enfants trisomiques (mongoliens) dans une école normale.

Sauf pour les cas très graves, il est évident que l'intégration est la meilleure solution. A voir ces gosses handicapés jouer et se bécoter avec leurs copains — même si ceux-ci les traitent parfois de « gosses », — il saute aux yeux que les enfants ne sont pas

spontanément racistes. Qu'il s'agisse de la couleur de la peau ou du quotient intellectuel, « ils sont comme nous, quoi. Enfin presque, dire un groupe d'enfants hilares. Et puis, ce n'est pas drôle d'être comme ça... »

Réaction normale devant une situation « hors norme », qui viderait vite dans l'exclusion et l'intolérance s'il y avait ségrégation systématique. Comme c'est le cas en Inde (autre reportage de « Références »), où les cent millions d'intouchables sont des parias. Méprisés et totalement rejetés par la société, même le puits du village leur est interdit !

Le premier droit des enfants handicapés ? Le droit à la différence.

ALAIN WOODROW.

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Vendredi 4 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Intervallés** : Nancy-Digne. Réalisation G. Berliet et J. Cohen.
Un des grands succès de l'ORTF. L'émission présentée par Léon Zitrone, Simone Garnier et Guy Lux passe sans faiblir à travers le temps et les modes. Ce été, douze villes de France s'affrontent.
- 22 h 15 **Miss Liberty 86** (à 23 h 40).
De J.-C. Narcy.
Grande soirée de variétés franco-américaine. Avec Line Renaud, Mort Shuman, Mireille Mathieu, Yves Montand, Sylvie Vartan. Au programme, la retransmission, en direct de New-York, des festivités du centenaire de la statue de la Liberté, et l'élection de miss Liberty, qui gagnera un stage d'un an en entreprise aux Etats-Unis, le jury étant composé de personnalités du spectacle, des affaires et de la mode.
- 23 h 25 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 **Série : Médecine de nuit.**
De B. Schwamm, réal. F.-J. Goutel. Avec H. Lange, C. Allégret.
Michel retrouve à Berlin une femme que son père avait aimée au lendemain de la guerre : un cadeau de ses collègues allemands pour son anniversaire.
- 21 h 35 **Documentaire : Une statue nommée Liberté.**
Le documentaire réalisé par Alain Decaux a été tourné d'une part à Colmar dans la maison natale de Bartholdi, le sculpteur de la statue, d'autre part à New-York dans l'île de Bedloe.
- 22 h 35 **Journal.**
- 22 h 45 **Ciné-club : Passion.**
Cyclo « Cinéma d'aujourd'hui ».
Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1982), avec J. Huppert, H. Schlegel, J. Radwan, M. Pécou.
Dans un village suisse, une équipe de cinéma tourne un film qui semble être une suite de reconstitution de tableaux célèbres. Une œuvre, renvoyée de son usine, rencontre le metteur en scène. Il n'y a pas de récit proprement dit, mais une réflexion sur le cinéma, le travail et l'amour, des scènes « impressionnistes » ponctuées de travellings sur les tableaux et des séquences magnifiques. Un cinéaste solitaire parle de lui.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 **Série : Histoires singulières. L'oiseau noir.**
Réalisation John Hough, avec S. Hobley, L. Lawson, N. Bird.

LA REPRISE DE « L'UNION » DE REIMS PAR M. PHILIPPE HERSANT

La loi de 1984 sur la presse enterrée

M. Philippe Hersant est désormais maître de l'Union de Reims. Désigné reprenneur du quotidien champenois, le 26 octobre 1985, par le tribunal de commerce, il avait été nommé ensuite locataire-gérant du titre le jour même où son père pre-

nait le contrôle du groupe de presse lyonnais qui édite le Progrès. En une heure, le 3 juillet, les cinq ans de crise de l'Union et les tergiversations juridiques qui l'ont suivie ont été scellés.

Il appartenait aux douze associations de résistants propriétaires de l'Union de Reims de choisir leur « reprenneur ». Le 20 juin, déjà, faute d'un quorum suffisant, aucun choix n'avait été arrêté. La liquidation judiciaire du journal pesait comme une épée de Damoclès sur les « douze ».

Le 3 juillet, nouveau tour de table. Quatre associations — l'Alliance républicaine, Ceux de la Résistance, Ceux de la libération et l'Union centriste — ont voté pour le plan de M. Philippe Hersant. Quatre autres associations présentes — l'Union française des anciens combattants (UFAC), le PS, Libération-Nord et la CFTC — manifestaient leur préférence pour le plan de M. Alain Thirion, industriel à Epinal (Vosges), et autre candidat à la reprise de l'Union. M. Jean-François Dargent, désigné par le tribunal de commerce de Reims comme mandataire de justice (le Monde du 3 juillet) et qui représentait les quatre associations qui avaient refusé de participer au vote avaient refusé de participer au vote. Le plan de M. Philippe Hersant, le PC, la CGT et le mouvement de résistants le Front national, proche du PC, — a décidé de porter ces voix sur le plan de M. Philippe Hersant, jugeant qu'il était le meilleur.

L'UFAC, la CFTC et Libération-Nord ont alors décidé de voter aussi pour M. Hersant. « Il fallait dégoûter la majorité nécessaire (neuf voix sur douze) et surtout éviter la

liquidation du journal », plaide M. Jacques Brémond, président de l'UFAC, qui reconnaît, cependant, que « le plan de M. Thirion était tout aussi bon ». Seul le PS a maintenu son opposition à M. Philippe Hersant. Ce dernier a donc recueilli onze voix sur douze. Devenu le treizième propriétaire du journal et l'actionnaire majoritaire par le biais d'une augmentation immédiate du capital de 1,2 million de francs à 5 millions de francs, M. Philippe Hersant a assisté présent sur plan au personnel au cours d'un comité d'entreprise.

La prise de contrôle de l'Union par M. Philippe Hersant a bénéficié de la passivité de quatre des douze associations, proches du PC. Pour le Syndicat national des journalistes du quotidien, « c'est le refus de celles-ci d'assumer leur rôle qui a permis à l'assemblée des propriétaires de dérouler le tapis rouge de la reconquête de la presse ». Mais le contrôle de l'Union par M. Philippe Hersant atteste aussi que la loi sur la presse du 23 octobre 1984 est bel et bien enterrée. L'attente au pluralisme, dont la transparence et le pluralisme de la presse avait accusé M. Philippe Hersant, est oubliée.

Pour le PS, « la précipitation avec laquelle le gouvernement a fait adopter la nouvelle loi sur la presse, permettait de faire disparaître toute garantie de pluralisme et permettait ainsi la prise de contrôle de l'Union ». Cette dernière ne devrait pas être sans conséquences sur les journaux voisins, et particulièrement le Courrier picard (Amiens), encore fragile.

YVES-MARIE LABÉ.

LE SURT-CFDT ET FO REÇUS PAR M. LÉOTARD

Le syndicat SURT-CFDT a été reçu, le 3 juillet, par le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard. Il lui a remis 12 577 signatures en faveur du service public. « Le ministre nous a écoutés, il ne nous a guère entendus », a indiqué ensuite le syndicat, qui a renouvelé devant M. Léotard son refus de voir TF 1, la SFP (Société française de production) et TDF (Télédiffusion de France) privatisées. L'entretien a porté en outre sur l'absence, selon le SURT-CFDT, de « définition du service public dans la conception générale du projet de loi ».

Une délégation du syndicat de Force ouvrière, conduite par M. Bergeron, a aussi été reçue par M. Léotard. Elle a notamment demandé qu'obligation soit faite au reprenneur de TF 1 d'adhérer aux conventions collectives en vigueur actuellement. Le ministre a assuré que le gouvernement prendrait des mesures pour que la privatisation n'ait pas d'incidence sur le personnel concerné.

Par ailleurs, les élections professionnelles au comité d'entreprise et des délégués du personnel (les premiers depuis trois ans) ont donné, selon un communiqué de FO, 41 % des suffrages aux listes FO-CFDT-CGC.

LE SURT-CFDT ET FO REÇUS PAR M. LÉOTARD

Le syndicat SURT-CFDT a été reçu, le 3 juillet, par le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard. Il lui a remis 12 577 signatures en faveur du service public. « Le ministre nous a écoutés, il ne nous a guère entendus », a indiqué ensuite le syndicat, qui a renouvelé devant M. Léotard son refus de voir TF 1, la SFP (Société française de production) et TDF (Télédiffusion de France) privatisées. L'entretien a porté en outre sur l'absence, selon le SURT-CFDT, de « définition du service public dans la conception générale du projet de loi ».

Une délégation du syndicat de Force ouvrière, conduite par M. Bergeron, a aussi été reçue par M. Léotard. Elle a notamment demandé qu'obligation soit faite au reprenneur de TF 1 d'adhérer aux conventions collectives en vigueur actuellement. Le ministre a assuré que le gouvernement prendrait des mesures pour que la privatisation n'ait pas d'incidence sur le personnel concerné.

Par ailleurs, les élections professionnelles au comité d'entreprise et des délégués du personnel (les premiers depuis trois ans) ont donné, selon un communiqué de FO, 41 % des suffrages aux listes FO-CFDT-CGC.

INFORMATIONS « SERVICES »

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 6 JUILLET

- « Les salons de réception du ministère des finances », 11 heures, 93, rue de Rivoli (M^o Corneille Sagave).
- « Curiosités et ateliers d'artistes de Montparnasse », 15 heures, métro Vavin (M^o Corneille Sagave).
- « Versailles : le potager du Roy », 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre (office de tourisme).
- « Les coulisses de la Comédie-Française », 10 h 30, entrée administrative, place Colette (La France et son passé).
- « L'Opéra parties publiques », 14 heures, haut des marches gauche (AITC).
- « L'hôtel de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (L. Hauller).
- « Les hôtels du faubourg Saint-Germain », 14 h 45, métro Bac (M. Banassat).
- « Hôtels et jardins du Marais », 15 heures et 17 heures, grille Carnavalet (C.A. Mosser).
- « Rodin et Camille Claudel face à leur siècle », 10 h 30, devant le musée Rodin (Ch. Merle).
- « L'Opéra et son sous-sol », 15 heures, devant entrée (Ch. Merle).
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, porte principale et « Des ogives, des vitraux et des géants », 14 h 45, métro Saint-Denis-Basilique (V. de Langlade).
- « Les églises fortifiées de la Thiérache : Beaurain, Autreppe, Wimys, Borelles, Pringles et Moncorst », 12 heures et « Entre l'Eure et la Risle : champ de bataille Harcourt-Omonville », inscriptions pour les deux : 45-26-26-77 (Paris et son histoire).

LUNDI 7 JUILLET

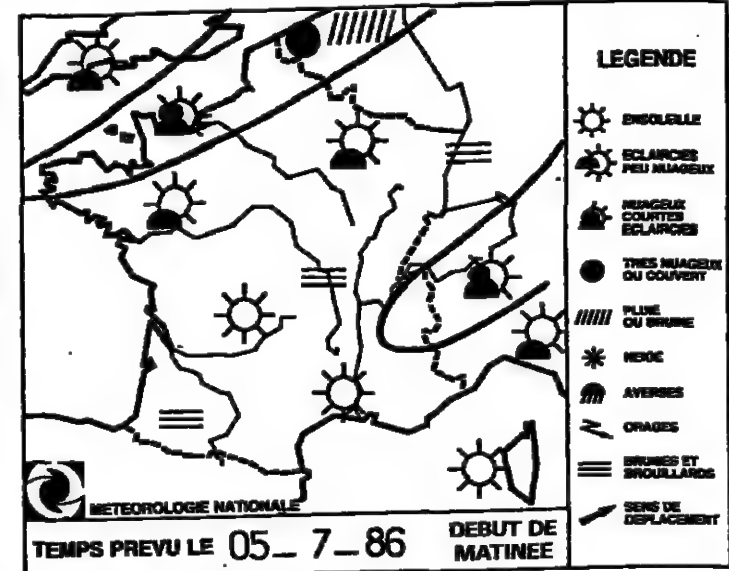
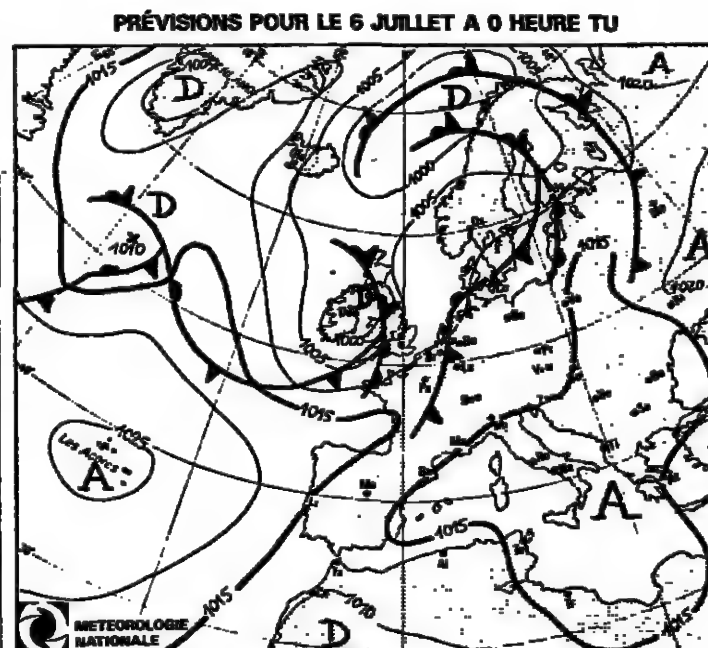
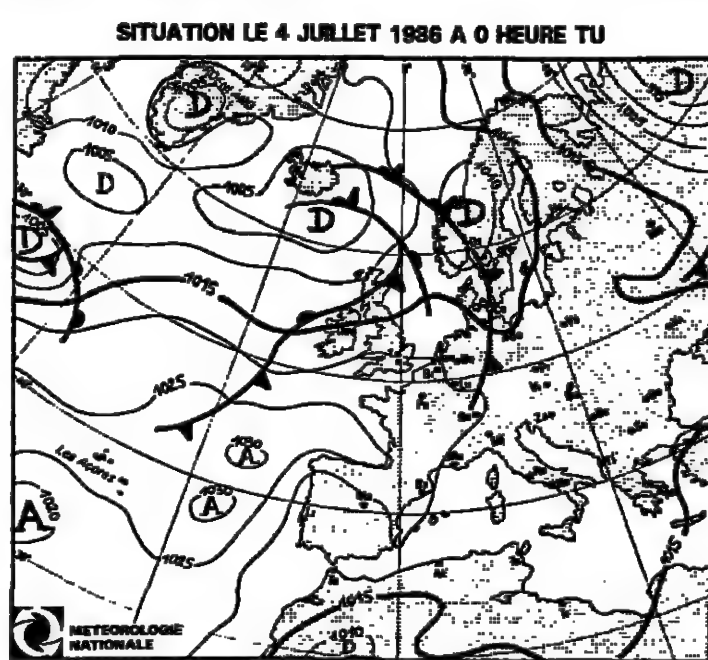
- « Jardins et cités d'artistes de Montmartre », 15 heures, métro Abbesses (M^o Corneille Sagave).
- « Petite et grande écurie du Château », 14 h 30, cour petite écurie (office tourisme).
- « Les appartements royaux du Louvre », 14 h 45, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (AITC).
- « Le Palais de justice et la vie sous Saint Louis. La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 30, métro Cité (L. Hauller).
- « Le quartier Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (M. Banassat).
- « L'arsenal de Sully et les somptueux appartements dix-septième siècle de la marquise de la Meilleraye », 14 h 30, métro Sully-Morland (E. Roman).
- « Montmartre, quartier d'artistes », 15 heures, métro Abbesses (Ch. Merle).
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, porte principale, et « Chopin, Modigliani, Oscar Wilde, ces immigrés qui ont fait la réputation du Père-Lachaise », 14 h 45, métro Gambetta, sortie Père-Lachaise (V. de Langlade).

CONFÉRENCES

DIMANCHE 6 JUILLET

1, rue des Prouvaires (1^{er} étage, droite), 15 heures : « L'astrologie et la maîtrise de la météo » (M. Maras, directeur de l'Institut astrologique de France) ; « Les cycles du monde et la fin des temps » (Natya).

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES		maxima - minima		Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-7-1986 à 6 h TU et le 4-7-1986 à 6 h TU				le 4-7-1986 à 6 heures TU			
FRANCE							
ALGER	20	16	S	LOS ANGELES	25	18	S
BARCELONE	20	17	S	LUXEMBOURG	24	13	S
BORDAUX	20	14	S	MADRID	36	19	S
BRESCIA	20	14	S	MARRAKECH	32	19	S
CAEN	21	11	S	MEXICO	24	11	P
CHAMONIX	17	12	S	MILAN	31	19	N
CLEMONTE-FERRAND	18	16	C	MONTREAL	21	9	S
GENÈVE	22	14	S	MOSCOW	22	6	S
GRANVILLE	20	14	S	NAGBON	17	14	S
LILLE	25	12	S	NEW-YORK	26	17	S
LYON	25	15	N	OSLO	23	15	C
MARSEILLE	29	18	S	PALMA-DE-MAJOR	31	18	S
NANCY	26	12	S	PÉKIN	27	18	P
NANTES	25	13	S	PRAGUE	24	18	N
NICE	27	20	S	ROMA	29	16	S
PARIS-MONTAIGNE	26	14	S	SINGAPOUR	30	25	C
PAU	21	16	C	STOCKHOLM	24	15	O
PERDRE	21	22	S	SYDNEY	21	14	N
RENNES	22	11	S	TOKYO	21	18	C
STRASBOURG	18	16	N	TUNIS	32	23	C
				VARSOVIE	31	14	S
				VENISE	29	20	N
				VIENNE	30	17	S
ÉTRANGER							
ALGER	29	21	N				
AMSTERDAM	24	13	S				
ATHÈNES	28	20	S				
BANGKOK	34	26	N				
BARCELONE	26	19	S				
BERLIN	26	16	C				
BOULOGNE	23	19	A				
BRUXELLES	25	13	S				
BRUXELLES	25	13	S				
LE CAYRE	35	22	S				
COTONOU	27	19	C				
DAKAR	29	24	S				
DELHI	36	28	S				
DIJON	22	11	N				
GENÈVE	29	15	N				
HONGKONG	30	25	O				
ISTANBUL	27	19	S				
ISROUJAH	28	16	S				
LABORNE	24	15	S				
LONDRES	25	13	C				
a				b			
c				d			
e				f			
g				h			
i				j			
k				l			
m				n			
o				p			
q				r			
s				t			
u				v			
w				x			
y				z			
A				B			
C				D			
E				F			
G				H			
I				J			
K				L			
M				N			
O				P			
Q				R			
S				T			
U				V			
W				X			
Y				Z			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS				TT			
UU				VV			
WW				XX			
YY				ZZ			
AA				BB			
CC				DD			
EE				FF			
GG				HH			
II				JJ			
KK				LL			
MM				NN			
OO				PP			
QQ				RR			
SS							

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 4 juillet 1986 :

UNE LOI

• N° 86-797 du 3 juillet 1986 relative à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

UN DÉCRET

• Du 27 juin 1986 portant nominations et promotions dans l'armée d'active.

UN ARRÊTÉ

• Du 28 mai 1986 fixant l'indice de besoins relatif aux scanographe.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde » sans visa - page 24

TRANSPORTS

La desserte de San-Francisco

LE MINISTRE SOUHAITE UN ACCORD ENTRE AIR FRANCE ET UTA

M. Jacques Douffingues, ministre des transports, vient d'écrire aux présidents des compagnies aériennes Air France et UTA pour leur demander de trouver un terrain d'entente pour assurer la nouvelle desserte de San-Francisco, faite de quoi il décidera seul à la fin du mois.

Depuis que les Américains ont accepté de donner à la France des droits de trafic vers San Francisco, les deux compagnies françaises se disputent l'ouverture de cette ligne. UTA, qui rejoint depuis Paris Tahiti par l'est, aimerait le faire par l'ouest et relier ainsi la France et les États-Unis. Air France, qui se pose déjà à Los Angeles, déclare que les accords de 1963 lui attribuent la totalité du continent nord-américain, au départ de la France, et annonce un vol Paris-San-Francisco pour le 15 juillet.

M. Douffingues a déclaré, le 4 juillet, qu'il était « hors de question » qu'Air France parte pour San Francisco le 15 juillet, les documents officiels n'ayant pas été échangés entre la France et les États-Unis. Il a précisé ses préoccupations à ce sujet : « Avant de se livrer à une concurrence franco-française effrénée, il convient de savoir si en profitera, et si il est déclaré. Si ce sont les compagnies étrangères, je réponds non par avance. D'autre part, il nous faut assurer la meilleure desserte possible de la Polynésie française. »

Le ministre aimerait, de toute évidence, qu'Air France et UTA exploitent de façon conjointe les deux lignes Paris-Los Angeles-Papeete et Paris-San-Francisco-Papeete.

LOTTO N° 27

TIRAGE DU MERCREDI 2 JUILLET 1986

7 16 29 30 32 35 6

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 5 JUILLET 1986

VALIDATION : POUR LE MERCREDI 9 JUILLET 1986 ET LE SAMEDI 12 JUILLET 1986 JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	5 1 720 170,00 F
5 BONS N° + complémentaire	27 148 655,00 F
5 BONS N°	1 453 8 680,00 F
4 BONS N°	91 259 135,00 F
3 BONS N°	1 784 025 10,00 F

KIT & CHIC

N° 1 du meuble gain de place...

vous propose à l'occasion du 500^e jour d'anniversaire des affaires exceptionnelles !

DU 27 JUIN AU 9 JUILLET

- 20 % sur les mezzanines en kit Mijanou Bardot, Soledad et ACTO
- 20 % sur les éléments modulables en pin massif suédois de marque "UNIVERSAL"
- 20 % sur l'ameublement en tubes de couleurs marque "POWER DIFFUSION"
- 30 % pour le lancement en France par KIT & CHIC des canapés du célèbre designer italien LUDOVICO SOMMIERI. Des superbes convertibles avec + de 100 tissus au choix à partir de 2 200 F.

KIT & CHIC 15, rue de Montlouis - 75011 PARIS - ☎ 43.56.01.09 (M^o Philippe-Auguste) Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h - Nocturne jusqu'à 22 h le mercredi

TRANSPORTS

La desserte de San-Francisco

LE MINISTRE SOUHAITE UN ACCORD ENTRE AIR FRANCE ET UTA

M. Jacques Douffingues, ministre des transports, vient d'écrire aux présidents des compagnies aériennes Air France et UTA pour leur demander de trouver un terrain d'entente pour assurer la nouvelle desserte de San-Francisco, faite de quoi il décidera seul à la fin du mois.

Depuis que les Américains ont accepté de donner à la France des droits de trafic vers San Francisco, les deux compagnies françaises se disputent l'ouverture de cette ligne. UTA, qui rejoint depuis Paris Tahiti par l'est, aimerait le faire par l'ouest et relier ainsi la France et les États-Unis. Air France, qui se pose déjà à Los Angeles, déclare que les accords de 1963 lui attribuent la totalité du continent nord-américain, au départ de la France, et annonce un vol Paris-San-Francisco pour le 15 juillet.

M. Douffingues a déclaré, le 4 juillet, qu'il était « hors de question » qu'Air France parte pour San Francisco le 15 juillet, les documents officiels n'ayant pas été échangés entre la France et les États-Unis. Il a précisé ses préoccupations à ce sujet : « Avant de se livrer à une concurrence franco-française effrénée, il convient de savoir si en profitera, et si il est déclaré. Si ce sont les compagnies étrangères, je réponds non par avance. D'autre part, il nous faut assurer la meilleure desserte possible de la Polynésie française. »

Le ministre aimerait, de toute évidence, qu'Air France et UTA exploitent de façon conjointe les deux lignes Paris-Los Angeles-Papeete et Paris-San-Francisco-Papeete.

LES MOUSTIQUES

soldes chez Charvet

مكتبة الامن الاصل

économie

UN PLAN POUR RELANCER L'EXPORTATION

REPÈRES

Chômage : recul aux Etats-Unis

Selon les chiffres du département du travail, le chômage a reculé aux Etats-Unis en juin 1988, passant de 7,3 % à 7,1 % de la population active (111 000 chômeurs de moins pour un chiffre global de 8,44 millions). Mais, un calcul séparé, fondé sur la déclaration des employeurs, montre que le nombre des personnes au travail a, en fait, diminué de 89 000 en juin. Les secteurs industriels continuent d'afficher un recul de l'emploi, notamment dans le pétrole et le gaz.

Masse monétaire : ralentissement de la croissance

La croissance de la masse monétaire (M3) s'est nettement ralentie ces derniers mois, revenant à 5 % sur douze mois, pour la moyenne trimestrielle centrée sur avril, et à 3,9 %, en taux annuel, par rapport au quatrième trimestre 1986, base de référence pour apprécier le respect de l'objectif de 3 % à 5 % fixé pour 1988. En revanche, la progression de l'agrégat L, dont la définition est plus large, a été plus rapide (7 % sur un an), en raison du développement des nouveaux instruments financiers, notamment les billets de trésorerie, aux dépens du marché obligataire. Cette progression a motivé, récemment, un avertissement au gouverneur de la Banque de France.

Pétrole : le prix du gazole au plus bas depuis onze ans

Les prix du pétrole brut et des produits pétroliers ont fortement chuté, le jeudi 3 juillet, sur les marchés internationaux pour la quatrième journée consécutive depuis l'échec de la conférence de l'OPEP à Brioni (Yougoslavie). A Rotterdam, le cours du gazole est tombé en dessous de 100 dollars par tonne, pour la première fois depuis onze ans. Le naphta s'est vendu à 95 dollars/tonne, soit le plus bas niveau depuis octobre 1973. Les cours du pétrole brut ont également vivement baissé. La brut Brent de la mer du Nord est passé en dessous de 10,10 dollars/baril, soit près du niveau atteint à la fin du mois de mars dernier, lorsqu'il était brutalement tombé en dessous de 10 dollars/baril, le plus bas niveau depuis janvier 1974.

M. Jacques Chirac annonce la suppression totale du contrôle des changes

M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur, a présenté, le jeudi 3 juillet, le plan export destiné à favoriser le développement des exportations françaises. La mesure essentielle concerne le contrôle des changes dont le premier ministre a, par ailleurs, annoncé la suppression totale dans les prochains mois. Les autres mesures sont les suivantes :

● Le droit de provision sera admis dans certaines limites pour le renforcement des implantations commerciales à l'étranger. Une provision « accordée sans agrément préalable, sera autorisée pour les premières implantations commerciales sur un pays donné lorsque l'investissement est inférieur à un certain mon-

tant » (de l'ordre de 4 à 5 millions de francs a précisé le ministre).

● L'effort de redéploiement de notre commerce extérieur se fera sur le commerce courant avec les pays développés. Les pouvoirs publics entendront permettre aux exportateurs « de bénéficier à tout moment de formules de financement souples et reflétant les meilleures conditions du marché », et d'offrir des conditions compétitives avec la concurrence étrangère sur les grands contrats.

● L'efficacité des actions publiques sera renforcée. Une mission est confiée en ce sens à l'inspection générale des finances. Par ailleurs, une opération pilote de coordination inter-administrative sera menée sur l'Asie du Sud-

Est, en même temps que sera amélioré le service rendu par les postes d'expansion économique des ambassades.

● La formation aux problèmes internationaux sera développée. Cinq cents volontaires supplémentaires du service national seront affectés à une mission à l'étranger. Un groupe opérationnel « formations », présidé par le directeur de la DREE (Direction des relations économiques extérieures) sera chargé de mettre au point et de diffuser dans l'ensemble de l'enseignement supérieur, toutes les initiatives favorisant une présence des jeunes à l'étranger.

Le ministre a enfin rappelé que toutes ces actions se fondaient dans l'ensemble de la politique économique du gouvernement centrée sur la recherche d'une amélioration de la compétitivité des entreprises.

Un acte de foi

La levée du contrôle des changes, déjà engagée au lendemain des élections législatives, va être poursuivie, sa libération devant être totale dans les semaines à venir, a annoncé M. Chirac, essentiellement dans l'intérêt des entreprises.

Ainsi, la possibilité d'acheter des devises à terme, en couverture des importations de marchandises, des importations de services et des risques encourus sur les emprunts en devises (pour la première fois depuis 1985 dans ces deux derniers cas), déjà portée de trois mois à six mois, est désormais sans limite.

Par ailleurs, le délai de conservation des devises encaissées lors du règlement d'une exportation, allongé récemment de huit jours à un mois,

est porté à trois mois. Les seules contraintes restantes, qui, selon le premier ministre, devraient être levées d'ici quelques semaines, ont trait à l'interdiction faite aux résidents (citoyens français demeurant en métropole), de détenir librement des devises pour une durée indéfinie et à celle faite aux banques françaises de prêter des francs à des non résidents.

Les contraintes, il faut le dire, ont un objet précis, celui d'empêcher toute spéculation contre le franc, soit de l'intérieur soit de l'extérieur. Depuis la guerre, et même avant, chaque fois que le franc montre de la faiblesse et semble voué à une dévaluation plus ou moins prochaine, les

particuliers sont tentés d'acheter des devises, pour bénéficier d'un gain de change éventuel. Quant aux entreprises, elles peuvent s'efforcer de payer par avance leurs importations.

A l'étranger, enfin, les opérateurs peuvent jouer la dévaluation du franc, en achetant du franc pour le vendre à découvert et le racheter plus tard à un cours moins élevé. C'est pour s'opposer à de telles manœuvres, meurtrières pour une monnaie, que les pouvoirs publics ont, depuis la guerre, en dépit de brèves interruptions, sévèrement réglementé les couvertures à terme et prohibé la détention de devises par les particuliers aussi bien que les prêts de francs aux étrangers par les banques.

La suppression de ces interdictions et réglementations implique une confiance totale dans le sort du franc, un véritable acte de foi, qui revient à couper les ponts derrière soi.

Jusqu'à présent, et depuis le 16 mars, le contrôle des changes a soulevé des soupçons et nullement supprimé : tout le cadre réglementaire et législatif demeure, prêt à être appliqué à nouveau dans toute sa rigueur. Une véritable levée consistait, comme en Grande-Bretagne il y a cinq ans, à supprimer toute détermination administrative de mouvements de capitaux avec l'étranger. C'est le droit commun européen.

F.R.

Le Conseil constitutionnel annule deux dispositions du collectif budgétaire

Nul n'est prophète en son conseil. M. Valéry Giscard d'Estaing, membre du droit du Conseil constitutionnel — ou, il est vrai, il n'a jamais siégé — vient de voir l'annulation du collectif budgétaire qu'il avait déposé être partiellement reculé par ses pairs.

L'ancien président de la République préconisait, en effet, de réduire à deux ans le nombre d'années sur lesquelles le fisc peut demander des comptes aux salariés, contre quatre aujourd'hui. Le Conseil

constitutionnel a estimé que cette réduction pour les seuls salariés, les contrôles pour les entreprises et les revenus non salariaux, même en proportion infime, entraînerait une inégalité, car cette disposition traite différemment des contribuables qui peuvent être placés dans des conditions pratiquement identiques.

Voilà qui ne remet pas en cause la réduction à trois ans des contrôles, mais certains ne manqueraient pas de voir dans cette décision des neuf sages une

condamnation morale d'un amendement perçu comme un encouragement indirect à la fraude (le Monde daté 1^{er}-2 juin).

Le Conseil a aussi jugé anticonstitutionnel un amendement proposé par M. Taftinger, voté à la sauvegarde, et qui aurait permis de soumettre rétroactivement aux seuls contrôles internes les dépenses des bureaux du conseil de Paris et du conseil de l'Ile-de-

France. L'objet de ce texte est « étranger à une loi de finances », disent les conseillers, qui ne s'interrogent donc pas sur le pourquoi d'un amendement qui avait pour objet d'affaiblir la maîtrise de Paris du contrôle de la Cour des comptes.

Mais aucune de ces deux annulations ne remet en cause le budget de la loi de finances rectificative, qui devrait donc pouvoir être rapidement promulguée.

La décision

Saisi par les députés socialistes, le Conseil constitutionnel, réuni le jeudi 3 juillet, a examiné la conformité à la Constitution de la loi de finances rectificative pour 1988.

Il a déclaré non conformes à la Constitution l'article 18, sur l'abaissement à deux ans du délai de vérification de la situation fiscale de certains contribuables, et l'article 30, sur le contrôle des frais de représentation exposés par les questeurs du conseil de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France.

Les autres dispositions de la loi ne sont pas contraires à la Constitution.

Sur l'article 18 instaurant un droit de timbre de 150 francs pour l'inscription aux concours de recrutement de l'Etat, le Conseil considère « qu'en raison, tant de son montant, que de son caractère excessif, que des exonérations prévues au profit de personnes sans emploi, le droit de timbre institué (...) ne méconnaît pas le principe d'égal accès aux emplois publics » proclamé par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Sur l'annulation fiscale au profit de personnes rapatriées de l'étranger, le Conseil constate qu'il est dans la nature d'un texte de ce type « de porter atteinte au principe d'égalité devant l'impôt, pour des motifs d'intérêt général qu'il appartient au législateur d'apprécier ».

Mais il souligne qu'une telle atteinte ne peut, cependant, être admise qu'à la condition que les personnes bénéficiaires de l'annulation soient définies de manière objective et que les modalités retenues limitent les effets de cette mesure à l'application des règles antérieures à son entrée en vigueur.

La loi répondant à ces exigences, le Conseil estime qu'elle « n'est pas contraire à la Constitution ». Sur l'abaissement des délais de vérification de la situation fiscale des contribuables, le Conseil considère, en premier lieu, que « la réduction de quatre ans à trois ans du délai de reprise ne méconnaît pas le principe d'égalité devant la loi puisqu'il concerne l'ensemble des contribuables ».

S'agissant ensuite de la réduction à deux ans du délai de reprise au bénéfice des titulaires de revenus composés exclusivement de salaires, traitements et pensions, le Conseil constate que « le bénéfice de ce régime est écarté dès lors qu'un cours d'une des deux années en cause le contribuable a disposé, même dans une proportion infime, de revenus d'une autre catégorie ».

Il conclut que cette disposition « aboutit à traiter différemment au regard de l'exercice par l'administration fiscale de son droit de reprise des contribuables qui peuvent être placés dans des conditions quasiment identiques ; que cette différence de traitement porte atteinte au principe d'égalité des citoyens devant la loi, qu'il s'agit de la que le paragraphe II de l'article 18 n'est pas conforme à la Constitution ».

Sur le contrôle des frais de représentation et de déplacement du conseil de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France, la disposition concernée a pour effet de soumettre rétroactivement au seul contrôle interne exercé par les bureaux du conseil de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France les crédits affectés à leurs frais de représentation et de déplacement.

Le Conseil constate qu'il s'agit d'un cavalier budgétaire, c'est-à-dire d'une disposition dont « l'objet est étranger à ceux qui peuvent seuls relever d'une loi de finances... que, dès lors, l'article 30 doit être déclaré non conforme à la Constitution ».

M. François Guillaume face à la grogne des « minoritaires » et à la colère des producteurs de maïs

Le séminaire consacré à l'examen du projet de loi de modernisation agricole qui s'est tenu, le jeudi 3 juillet, à l'Ecole nationale agronomique de Grignon a été, pour M. François Guillaume, le baptême du feu ministériel : alors que seules les organisations traditionnelles (APCA, FNSEA, CNJA, CNMCCA) étaient invitées, la réunion a été troublée par une troupe de cent cinquante à deux cents manifestants agricoles, membres des syndicats minoritaires, FNSEP et CNSTP, qui ont présenté au ministre leurs revendications. M. Guillaume a refusé de répondre indiquant que ces deux organisations n'avaient pas fait la preuve de leur représentativité.

Le projet de loi, objet de réflexion de cette journée, devrait être présenté par le gouvernement au début de 1987. M. Guillaume a aussi indiqué que des mesures d'urgence seraient prises en faveur des producteurs de bovins. Il n'a pas toutefois confirmé le chiffre de 150 millions de francs avancé par les professionnels présents à Grignon. Le mécon-

tenement des minoritaires et les manifestations récentes des producteurs de viande ne sont pas les seules difficultés que commence à affronter le ministre.

A la suite de l'accord (le Monde du 4 juillet 1976) entre la Communauté économique européenne et les Etats-Unis sur les importations de céréales en Espagne, l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM) a très vivement réagi. Alors que le ministre de l'Agriculture approuve cet accord, qui évite la guerre commerciale avec les Etats-Unis et qui n'a pas, selon lui, de répercussions sur les producteurs français de céréales, l'AGPM parle d'un « véritable Munich ».

Sous la menace d'une prise en otage des céréales, vias et fromages européens, l'Europe accepte de payer en maïs le montant exorbitant de la rançon exigée par Washington, dit en substance l'AGPM qui estime encore que « cet armistice présente comme provisoire introduit pour la première fois dans l'histoire de la Communauté et de ses relations

avec les Etats-Unis le grave précédent d'un accord de concession sur un secteur d'activité isolé de l'ensemble du contentieux agricole et industriel ».

Cet accord autorise les Etats-Unis à exporter un contingent de 1,4 million de tonnes de maïs en Espagne pour six mois. L'AGPM évalue à 3,7 milliards de francs la perte de recettes pour les producteurs français et à 2 milliards de francs pour le commerce extérieur. Selon l'AGPM, l'Europe va se trouver en situation artificielle de surproduction de maïs et il n'est pas impossible que le prix de marché eueregistre une perte allant jusqu'à 30 %.

A Washington, on estime que cet accord donne un répit aux négociateurs, mais ne résout en rien les difficultés accumulées entre les deux parties. Le vice-président de l'Association des producteurs américains de soja, M. John Baize, a indiqué, comme pour justifier les craintes de l'AGPM, que cet accord constituait une première brèche dans le système agricole européen.

Un amendement anodin

Mais les textes qui garantissent ce privilège sont loin d'être clairs. Entre Paris et la chambre régionale des comptes un contentieux est apparu. Pour couper court, MM. Pierre-Christophe Taftinger et Dominique Pado, sénateurs et conseillers de Paris, glissent dans le collectif budgétaire soumis au Parlement un amendement d'apparence anodin.

En fait, il indique clairement que les comptes des questeurs de Paris et de l'Ile-de-France continueront comme autrefois à échapper au contrôle. Le texte a été voté par le Sénat et par l'Assemblée nationale. Saisi par le groupe parlementaire socialiste, le Conseil constitutionnel vient de déclarer qu'on ne pouvait pas mélanger ainsi les finances nationales et les comptabilités locales. L'amendement devra donc être présenté à nouveau avec une loi sur les collectivités locales, qui devrait être discutée avant la fin de cette session parlementaire.

Mais, du coup, voici le problème des privilèges parisiens exposé sur la place publique. M. Chirac peut-il demander, pour sa bonne ville, à la fois un statut municipal comme les autres et des exemptions exceptionnelles ? S'il a quelques arguments historiques à faire valoir, M. André Girard, lui, n'en a aucun pour la toute jeune assemblée de l'Ile-de-France qu'il préside. Le vieux débat Paris-province va-t-il se réveiller à cette occasion ?

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Les indemnités mensuelles des élus parisiens sont les suivantes : maire, 22 875 F ; adjoints et vice-présidents, entre 14 500 F et 18 900 F ; conseillers de Paris, de 10 785 F à 14 418 F ; conseillers d'arrondissement adjoints au maire, 7 267 F.

● NORVÈGE : allègements fiscaux pour encourager l'exploration pétrolière. — Le gouvernement norvégien annoncera la semaine prochaine des allègements fiscaux destinés à encourager la recherche de nouveaux gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord, a annoncé le premier ministre, le jeudi 3 juillet à Oslo. Ces mesures, dont le détail sera fixé la semaine prochaine, sont nécessaires pour compenser la baisse des prix du brut, qui réduit l'intérêt des compagnies pour les champs norvégiens, considérés comme les plus chers du monde. — (AFP.)

SOCIAL

SELON LA CGT

Un vaste plan d'économies est préparé pour la Sécurité sociale

« Le ministre n'a pas tout dit », ont affirmé le jeudi 3 juillet les responsables de la CGT à propos des mesures annoncées pour la Sécurité sociale par M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales. Selon la CGT, « un arsenal de mesures est élaboré, qui, appliqué dans sa globalité », s'élèverait à « plus de 100 milliards de francs » (1) et entraînerait « un véritable recul de civilisation ».

Les mesures citées comprennent notamment pour la santé, « la majoration de 5 points du ticket modérateur (4,2 milliards d'économies) », une franchise de 2 francs par boîte de médicament, une franchise annuelle de 300 francs sur les remboursements de soins, la suppression des remboursements de certains produits (montures de lunettes, bandages, sparadrap...) et du remboursement à 100 % pour les bénéficiaires de rentes pour accident du travail.

Pour la vieillesse, il s'agit, outre de la modification du système de revalorisation (600 millions de francs), de « la suppression de la majoration pour conjoint à charge (740 millions de francs) et du supplément de pension par enfant (5,2 milliards de francs) », de « la fixation à cinquante-cinq ans de l'âge de l'octroi de la pension de

réversion des régimes spéciaux (2,3 milliards de francs) ».

Pour la famille, affirme encore la CGT, les « économies réalisables » comprendraient l'« attribution des allocations familiales sous condition de ressources (11 milliards de francs) », « l'abaissement de l'âge limite de versement des prestations (1,4 milliards de francs) » et « la suppression de l'allocation de rentrée scolaire (1,5 milliard) ».

● Pour la Fédération nationale de la Mutualité française, les décisions de M. Séguin ne portent pas atteinte aux prestations, mais « ne règlent pas les problèmes de fond » (comme le financement ou la distribution des soins et des médicaments). Elle regrette qu'on n'ait pas seulement rétabli le 1 % sur tous les revenus.

● L'Union professionnelle artisanale estime que « l'instauration d'un prélèvement de 0,4 % va dans le sens de l'élargissement de l'assiette du financement qu'elle a toujours préconisé », mais que l'augmentation des cotisations ne peut être qu'une mesure provisoire.

(1) Les dépenses du régime général de Sécurité sociale devaient représenter 700 milliards de francs en 1986.

Une ordonnance

Le ministre de l'Intérieur a signé, le 3 juillet, une ordonnance relative à la suppression du contrôle des changes. Cette mesure, qui vise à libérer le commerce extérieur, est une étape importante dans la politique de relance économique du gouvernement. Elle vise à améliorer la compétitivité des entreprises françaises en leur permettant d'acheter des devises plus facilement et de bénéficier de formules de financement plus souples.

Le ministre a également annoncé la suppression totale du contrôle des changes dans les prochains mois. Cette mesure, qui vise à libérer le commerce extérieur, est une étape importante dans la politique de relance économique du gouvernement. Elle vise à améliorer la compétitivité des entreprises françaises en leur permettant d'acheter des devises plus facilement et de bénéficier de formules de financement plus souples.

Le ministre a enfin rappelé que toutes ces actions se fondaient dans l'ensemble de la politique économique du gouvernement centrée sur la recherche d'une amélioration de la compétitivité des entreprises.

Le ministre a également annoncé la suppression totale du contrôle des changes dans les prochains mois. Cette mesure, qui vise à libérer le commerce extérieur, est une étape importante dans la politique de relance économique du gouvernement. Elle vise à améliorer la compétitivité des entreprises françaises en leur permettant d'acheter des devises plus facilement et de bénéficier de formules de financement plus souples.

Un rapport pro

Le rapport de la Commission de l'Europe sur la situation économique de la France, publié le 3 juillet, est très positif. Il souligne les progrès réalisés par la France dans la lutte contre le chômage et la réduction de l'inflation. Le rapport recommande cependant des mesures supplémentaires pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises et attirer davantage d'investissements étrangers.

Le rapport de la Commission de l'Europe sur la situation économique de la France, publié le 3 juillet, est très positif. Il souligne les progrès réalisés par la France dans la lutte contre le chômage et la réduction de l'inflation. Le rapport recommande cependant des mesures supplémentaires pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises et attirer davantage d'investissements étrangers.

Le rapport de la Commission de l'Europe sur la situation économique de la France, publié le 3 juillet, est très positif. Il souligne les progrès réalisés par la France dans la lutte contre le chômage et la réduction de l'inflation. Le rapport recommande cependant des mesures supplémentaires pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises et attirer davantage d'investissements étrangers.

Le rapport de la Commission de l'Europe sur la situation économique de la France, publié le 3 juillet, est très positif. Il souligne les progrès réalisés par la France dans la lutte contre le chômage et la réduction de l'inflation. Le rapport recommande cependant des mesures supplémentaires pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises et attirer davantage d'investissements étrangers.

هذه امثلة الأصل

EN L'EXPORTATION

la suppression totale des échanges

Le commerce international, qui sera une source de croissance pour les pays développés, est en train de disparaître. C'est ce que prédisent les économistes du service national de l'information économique (SNI) de la Banque mondiale. Selon eux, la suppression totale des échanges commerciaux entraînerait une chute de 10 à 15 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale.

Le commerce international, qui sera une source de croissance pour les pays développés, est en train de disparaître. C'est ce que prédisent les économistes du service national de l'information économique (SNI) de la Banque mondiale. Selon eux, la suppression totale des échanges commerciaux entraînerait une chute de 10 à 15 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale.

du collectif budgétaire

Le collectif budgétaire, qui est une source de croissance pour les pays développés, est en train de disparaître. C'est ce que prédisent les économistes du service national de l'information économique (SNI) de la Banque mondiale. Selon eux, la suppression totale des échanges commerciaux entraînerait une chute de 10 à 15 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale.

le des comptes veut contrôler lers de Paris et de l'île-de-France

Le des comptes veut contrôler lers de Paris et de l'île-de-France. C'est ce que prédisent les économistes du service national de l'information économique (SNI) de la Banque mondiale. Selon eux, la suppression totale des échanges commerciaux entraînerait une chute de 10 à 15 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale.

Le des comptes veut contrôler lers de Paris et de l'île-de-France. C'est ce que prédisent les économistes du service national de l'information économique (SNI) de la Banque mondiale. Selon eux, la suppression totale des échanges commerciaux entraînerait une chute de 10 à 15 % du produit intérieur brut (PIB) des pays développés. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale. Cette prévision est basée sur une étude réalisée par des économistes de la Banque mondiale, qui ont analysé les effets de la suppression des échanges commerciaux sur l'économie mondiale. Ils ont constaté que la suppression des échanges entraînerait une chute de 10 à 15 % du PIB des pays développés, ce qui équivaudrait à une perte de 10 à 15 % de la production mondiale.

AFFAIRES

NOMINATIONS

● Au comité de politique régionale de la CEE, M. JACQUES SALLOIS, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, vient d'être élu président, en remplacement de M. Midana (Pays-Bas). Agé de quarante-cinq ans, ancien élève de l'ENA, M. Sallois avait passé une quinzaine d'années à la Cour des comptes avant de devenir directeur de cabinet de M. Jack Lang, au ministère de la culture, puis responsable de la DATAR.

● A l'IBM-France, M. JEAN-JACQUES DUBY, a été nommé directeur scientifique. Ancien élève de l'ENA, M. Duby a rejoint l'IBM en 1963 comme chercheur au laboratoire de Yorktown Heights. Il a fait toute sa carrière à IBM jusqu'en 1982, où il devient directeur scientifique du CNRS, chargé de la valorisation et des applications de la recherche. Au poste où il vient d'être nommé, il assurera les liaisons entre la société et les milieux universitaires, et dirigera en particulier le centre scientifique d'IBM-France, reprenant ici les fonctions de M. René Moreau qui va bientôt prendre sa retraite.

● A l'Entreprise et progrès, M. JEAN-CLAUDE CANTET est nommé délégué général. Agé de cinquante ans, ancien d'HEC, M. Cantet était précédemment directeur général d'Eurest (société européenne de restauration) et directeur général de la restauration du groupe Wagons-Lits. Il remplace M. Jean-Claude Guibet, nommé chargé de mission au cabinet de M. Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement et de l'aménagement du territoire des transports.

● A la Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL), M. PHILIPPE DELOF-FRE, a été élu président du conseil d'administration, en remplacement de M. Jean-Claude Cachet qui devient vice-président. Agé de soixante-trois ans, M. Deloffre est directeur général des Fromages Bel. Il a présidé, de 1983 à 1985, la commission Industrie-services-commerce-consommation du CNPF, et préside l'Institut de liaisons et d'études commerciales (ILEC), dont il avait été l'un des fondateurs en 1960.

● Au Conseil national du commerce, M. JEAN-PAUL BOUQUIN est nommé délégué général, en remplacement de M. Louis Lapiere. Agé de trente-neuf ans, docteur en droit, diplômé de l'Ecole nationale des douanes, M. Bouquin, après sept ans passés au service des affaires internationales et européennes de la direction générale des douanes, entre à la Fédération nationale des importateurs de la métallurgie, de la mécanique et de l'électronique. Il est également conseiller du commerce extérieur et administrateur du Comité national français de la Chambre de commerce internationale.

LE PROJET D'ACCORD DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La société italienne STET refuse de participer à l'opération CGE-ITT

Le gouvernement répondra d'ici à la fin du mois au projet d'accord dans les télécommunications entre la CGE et l'ITT (le Monde du 3 juillet). « La CGE a besoin d'atteindre une taille mondiale : elle a tout à fait raison de chercher des partenaires », a déclaré M. Madelin au « forum » du quotidien les Echos, le jeudi 3 juillet. Mais je représente aussi les contribuables actionnaires de la CGE et, à ce titre, je dois examiner les conséquences. » Les pouvoirs publics doivent donc étudier si cet accord « perturbe » ou non le processus de privatisation de la CGE. La Société générale de Belgique (SGB) et le groupe espagnol Telefonica, ont confirmé vouloir participer à l'opération. La SGB a rappelé qu'elle a déjà été associée à la CGE pour la reprise, en avril 1985, des ATEC (Ateliers de constructions électriques de Charleroi, en Belgique). « Nous avons la volonté d'acquiescer une position confortable dans le domaine des télécommunications », a indiqué la SGB, en précisant qu'elle participera « de manière significative » et de participer « de manière significative » à l'accord. Telefonica, société semi-publique

PRIVATISATION

Une ordonnance vertueuse

Prudence, pragmatisme ou influence bénefique des neuf sages du Conseil constitutionnel ? Le gouvernement semble avoir désormais choisi pour la privatisation la voie de la modération et de la « moralité ». Les déclarations intempestives de certains « amis » de la majorité — et même de certains ministres — avaient pu laisser penser que les nouveaux dirigeants étaient prêts à mettre de côté l'indépendance nationale et les intérêts patrimoniaux de l'Etat, à l'occasion de la vente au privé d'entreprises publiques.

La tournure des événements ne pouvait que nuire à l'image de marque du gouvernement et froissait sans doute les intentions vertueuses affichées par M. Balladur. Il fallait y mettre le holà. Le Conseil constitutionnel, dans l'interprétation qu'il a donnée du projet de loi d'habilitation, a fourni l'occasion au gouvernement de redresser le tir : il se vent désormais irréprochable et le prouve dans les quinze articles de l'ordonnance sur la privatisation, dont il vient de saisir, pour avis, le Conseil d'Etat.

Cette ordonnance — que le Conseil d'Etat devrait examiner les 7 et 8 juillet, et qui pourrait être présentée au conseil des ministres du 11 juillet — définit les modalités de transfert au privé de soixante-cinq entreprises publiques, les méthodes d'évaluation et de paiement, les conditions faites aux différents catégories d'acheteurs, et enfin les « verrous » placés pour empêcher la mainmise d'un étranger sur une société jugée stratégique. Pour ne pas se faire accuser de laisser partir le patrimoine français aux mains des étrangers, le gouvernement a fixé à 15 % la limite des participations étrangères au moment de la vente. Une limite assortie d'un mécanisme de golden share à la française. En l'occurrence, une « action spécifique » qui obligera tout investisseur étranger souhaitant, une fois réalisée la vente d'une nationalisée, augmenter sa participation au-delà de 15 % à demander l'agrément des pouvoirs publics.

Autrement dit, le contrôle des investissements étrangers, qui s'effectuait pour les autres entreprises à partir de 20 %, s'opérera pour les entreprises publiques à partir de 15 %. Pourquoi 15 % plutôt que 20 % ? « Nous avons cherché à nous situer en dessous de la plus petite minorité de blocage existant dans le droit français, soit 18 % », explique les services de M. Balladur. « Il est, en outre, moins facile de prendre le contrôle d'une société avec 15 % qu'avec 20 % ».

M. Balladur, officiellement, répugnait à un système de golden share. Par souci d'emporter l'adhésion du président de la République, ou par un instinct dirigiste il s'y est finalement résolu. « Mais, ne manquant pas de souligner ses collaborateurs, notre mécanisme est infiniment moins contraignant que celui de M. Thatcher ».

En Grande-Bretagne la golden share s'applique aux choix des dirigeants, à la structure du capital, voire aux statuts de l'entreprise. Le gouvernement français, pour, en outre, à tout moment, retirer son « action spécifique », qui disparaîtra en tout état de cause après un délai maximum de cinq ans. On peut simplement craindre qu'étant donné son vice interventionniste, l'administration française ait beaucoup plus de chances d'utiliser l'action spécifique que les Britanniques la golden share.

Ni « bradage »

ni « copinage »

Côté choix des acquéreurs (1), le gouvernement s'est également voulu au-dessus de tout soupçon. La commission de privatisation, qui est définie dans l'ordonnance, est considérée comme l'autorité morale en la matière. Par souci de ne se faire taxer ni de « bradage » ni de « copinage », le gouvernement insiste sur la « popularisation » de l'actionnariat, qu'il s'agisse de la part réservée aux salariés (10 %) ou de celle des petits porteurs.

Conscient que les salariés peuvent avoir du mal à acheter des titres de leurs entreprises, le gouvernement a prévu une décote et des délais de paiement. La décote ne risque-t-elle pas de s'apparenter à un « privilège », ce que le Conseil constitutionnel a jugé inacceptable. « Non, répond-on dans l'entourage de M. Balladur, si nous ne vendons pas aux salariés en dessous de la valeur réelle de l'entreprise. » Autrement dit, si une entreprise vaut 100, elle sera proposée à ce prix-là aux salariés et à 120 sur le marché. Encore faudra-t-il que le marché boursier l'accepte.

D'autres dispositions sont destinées à favoriser les petits porteurs. Ce sont leurs demandes qui seront servies en priorité. Un même acquéreur, pour dépasser 5 % du capital, devra avoir l'aval de l'Etat vendeur. Ce qui relativise la notion de « bloc de contrôle » qui était avancée jusqu'à maintenant et qui prêtait le flanc à la critique. Certains y voyaient pour le gouvernement l'occasion de trouver rapidement de l'argent en négociant avec une poignée de groupes privés intéressés.

Cette notion s'estompée, le bloc devient « pile » ou « mole » et son existence n'est plus qu'un « événement ». Il semble notamment que cette idée soit abandonnée pour la privatisation des banques et des compagnies financières, qui s'y étaient montrées hostiles depuis le début. En revanche, elle subsisterait pour les entreprises industrielles plus sujettes aux tentatives d'OPA (offre publique d'achat).

Cet ensemble de dispositions risque de ralentir le processus de privatisation. On le reconnaît au gouvernement où l'on sait bien désormais que l'ensemble du programme ne sera pas accompli en cinq ans.

CLAIRE BLANDIN.

(1) L'acquisition des actions des nationalisées pourra se faire en « cash » mais aussi par échange avec des titres d'Etat (emprunt) ou par achat du droit de vote pour les détenteurs de certificats d'investissement.

Un rapport propose d'« alléger » la haute fonction publique

(Suite de la première page.)

Il existe, selon elle, au sein des administrations centrales, un surcroît d'encadrement auquel échappent seulement les ministères sociaux. Cette situation s'explique d'abord par la politique de recrutement qualifiée d'excessive et de mal programmée. Le nombre des élèves sortant chaque année de l'Ecole nationale d'administration et de l'Ecole polytechnique paraît trop élevé au vu du nombre de places à pourvoir dans l'administration.

A cela s'ajoute le fait que la direction du budget n'est pas équipée pour exercer un contrôle

absolu. Une administration qui veut aujourd'hui créer plusieurs sous-directions ou services nouveaux peut le faire sans qu'une ligne budgétaire ait été prévue à cet effet. Souvent, une même tâche est confiée à l'administration centrale et à un office : c'est, par exemple, probablement le cas, pour le ministère des anciens combattants (qui comprend 4 500 à 4 700 personnes) à côté duquel fonctionne un Office national des anciens combattants et victimes de la guerre (ONACVG).

Autre anomalie : beaucoup de services et d'organismes semblent avoir été créés sur l'initiative d'hommes politiques qui voulaient, à un certain moment, répondre à telle ou telle préoccupation de l'opinion publique ; c'est la politique consistant à nommer un M. Sécurité ou un M. Pollution, etc. Il est plus facile de recourir à cet expédient que de mettre en œuvre une action en profondeur avec les administrations existantes.

La décentralisation n'a pas été suivie par la suppression des postes de fonctionnaires, auxquels les services locaux se sont substitués.

Bien que la mission n'ait pas chiffré les conséquences de ses propositions, les suppressions, les allègements et les regroupements qu'elle suggère devraient se traduire par la libération de quelque 4 200 postes de fonctionnaires.

Faut-il conserver

le Plan ?

Parmi les propositions figure l'allègement du Commissariat général au Plan. Et la mission de poser la question qui aurait paru il y a quelques années sacrilège : ne conviendrait-il pas de remettre en cause l'existence du Plan ? Elle a les mêmes doutes en ce qui concerne la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale).

De même, la mission s'inter-

roge sur l'efficacité de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche), mais n'a pas osé conclure sur ce point. Elle se demande si le Fonds d'amortissement des charges d'électrification (FACE) a encore une quelconque utilité pour les collectivités rurales. Le CESTA (Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées) lui paraît également disposer de moyens humains et financiers tout à fait démesurés. Rappelons que le directeur général de cet organisme s'était vu confier par M. Jacques Attali la mission de coordonner la participation française aux dix-huit projets et programmes retenus par le sommet des sept à Williamsburg (1983).

De même, la mission pense que le CCI (Centre de création industrielle du Centre Pompidou) fait aujourd'hui double emploi avec la nouvelle Cité des sciences et de l'industrie ouverte cette année à La Villette. Elle préconise encore la suppression de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. On peut en effet se demander si son rôle correspond à son titre prometteur.

Ce n'est pas tout. La mission recommande la suppression du centre mondial informatique et Ressources humaines, naguère dirigé par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, et dont la Cour des comptes avait dénoncé les dépenses excessives et les notes de frais énormes. Au titre du ministère des affaires étrangères, certaines offices et associations sont remis en cause. Au ministère des affaires sociales, il est notamment proposé d'alléger la direction de l'action sociale et de supprimer le groupe permanent de lutte contre l'illettrisme.

Les mesures proposées sont particulièrement délicates dans certains ministères, tels l'Agriculture, où l'on propose par exemple de fusionner la direction générale de l'enseignement et de la recherche avec la direction des affaires

ENTREPRISES

Balmain racheté par des Canadiens

Le couturier des uniformes de la police et de l'armée vient de passer sous contrôle canadien. Pierre Balmain a été racheté par le groupe québécois Zanimob, spécialisé dans l'immobilier et la grande distribution. L'opération, approuvée par le Trésor, remonte au mois de juin. Le groupe québécois a acquis 57 % du capital de la société mère de Pierre Balmain, Teisserenc et Harmaclot. Le reste du capital de cette société est détenu à 18 % par une holding financière de Hongkong et par des petits porteurs.

Le nouveau PDG de Pierre Balmain, M. Claude Brezillon, ancien directeur administratif et financier de la filiale textile et ingénierie du groupe Bouscay, a prévu d'engager la société dans une vaste restructuration. La société a vu ses bénéfices diminuer de moitié : de 2 millions de francs en 1984 à 1 million l'an dernier, pour un chiffre d'affaires de 80 millions de francs, réalisé à 80 % dans la vente de licences de production.

Deux nouveaux projets reçoivent le « statut Euréka »

Deux projets, l'un dans les télécommunications, l'autre dans l'automobile, ont été approuvés, le 30 juin, lors de la réunion des ministres européens dans le cadre du programme Euréka. Ce programme encourage et finance des initiatives scientifiques et industrielles européennes dans la technologie avancée. Le premier projet, présenté par les sociétés Alcatel (France), Italtel (Italie) et Plessey (Grande-Bretagne), prévoit de développer et de mettre au point des modules pour équiper les centraux de télécommunications de l'avenir, lesquels transmettront non seulement des sons mais aussi des images. Le second projet, présenté par le groupe français PSA, associé à quatorze partenaires européens, vise à construire un véhicule à partir de matériaux nouveaux composites.

Jourdan ferme Xavier Danaud

Le conseil d'administration du groupe Charles Jourdan a annoncé, le jeudi 3 juillet, son intention de fermer l'usine de chaussures Xavier Danaud, installée à Annonay (Ardèche), qui emploie 340 salariés. A l'appel des syndicats CGT et CFDT, un mouvement de grève avec occupation d'usine a démarré peu après l'annonce de la fermeture. Xavier Danaud est une des principales marques du groupe Jourdan, qui emploie au total plus de 2 000 salariés en France, et dont le chiffre d'affaires atteignait 970 millions de francs en 1985.

Suspension des cotations de Valéo

La chambre syndicale a entré en vigueur les accords passés entre le groupe, l'industriel italien De Benedetti, reconnu comme opérateur industriel, et la CGIP (apport de l'activité équipements auto contre une prise de participation de 10 %). En vue de faciliter les transferts d'actions Valéo (les 19 % détenus par M. De Benedetti au holding français CERUS, les 10 % cédés par Valéo à la CGIP), la décision a été prise de suspendre, ce vendredi 4 juillet, la cotation des actions et obligations Valéo. Celle-ci reprendra normalement le lundi 7 juillet.

Enfin, la mission s'est particulièrement intéressée au rôle, semble-t-il presque négligeable, rempli par l'Union des groupements d'achats publics (UGAP). Cet organisme, que le précédent gouvernement a, pour des raisons difficiles à expliquer, étoffé encore un peu plus, comprend quelque neuf cents fonctionnaires. La solution considérée la meilleure serait sa suppression.

La mission dénonce la multiplicité des services statistiques dont la plupart des ministères sont dotés, malgré l'existence de l'INSEE. Chaque ministre, y compris le ministre de l'Industrie, veut conserver la totalité des effectifs spécialisés dans ce domaine dont il dispose.

En revanche, la mission n'a pas encore examiné plusieurs ministères comme celui de la défense, ou la direction générale des impôts, dont les effectifs paraissent pourtant trop nombreux. Elle note qu'elle ne s'est pas occupée du ministère de la justice, parce qu'il est de notoriété publique que celui-ci possède des ressources très insuffisantes.

Au ministère des finances

Le ministère des finances a-t-il porté le fer sur ses propres services ? La réponse est positive, bien que la direction du budget et la direction du Trésor soient elles-mêmes épargnées. Il est proposé d'alléger la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, composée de quelque quatre mille fonctionnaires, dont un certain nombre étaient chargés du contrôle des prix. La mission s'interroge sur l'opportunité de coordonner les travaux de la direction de la prévision avec ceux du Commissariat général au Plan et de l'INSEE. En attendant, elle propose de supprimer 10 % au moins des effectifs de la direction de la prévision, qui comprend plus de trois cents personnes !

PAUL FABRA.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sécuricic

La Sicav de rémerés

L'Assemblée Générale des actionnaires de Sécuricic, réunie le 30 juin 1986 sur deuxième convocation, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1986, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de F 341,21 ne donnant droit ni à option, ni à abatement.

Ce dividende sera mis en paiement le 28 juillet 1986 à 12 heures, aux guichets du Crédit Industriel et Commercial de Paris, et des autres banques du Groupe CIC.



Groupe CIC

GESTILION

A la suite d'un incident technique, une erreur s'est glissée dans les prix de rachat et d'émission de Gestilion au 30 juin 1986.

Il faut lire :

Prix de rachat : 58 639,16 F.

Prix d'émission : 58 785,76 F.

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 17,50 % - 1981

Les intérêts courus du 17 juillet 1985 au 16 juillet 1986 seront payables à partir du 16 juillet 1986 à raison de 787,50 F par titre de 5 000 F nominal contre détachement du coupon n° 5 après retenue à la source d'un droit de 22 mai 1986 de 87,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 131,19 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribution au bénéfice de la Caisse nationale des allocations familiales), soit un net de 647,56 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 92 665 à 108 035 et 141 369 à 159 330 sortis au tirage au sort du 22 mai 1986 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 6 au 16 juillet 1987 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, de la Caisse des dépôts et consignations, au siège de la CNT, 20, avenue Rapp, Paris 7^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires habituels.

Il est rappelé :

- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la CNT ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la CNT dès réception, sous bordereau, des certificats nominatifs concernés ;
- enfin, que les titres compris dans la série de numéros 243 802 à 276 508, 373 851 à 400 000, 627 à 7 809, 108 036 à 141 368, 239 167 à 243 801 et 276 509 à 305 206 sont respectivement remboursables depuis le 16 juillet 1982, le 16 juillet 1983, le 16 juillet 1984 et le 16 juillet 1985.

Francic

La Sicav France

L'Assemblée Générale des actionnaires, réunie le 27 juin 1986, sur deuxième convocation, sous la présidence de M. Olivier Moulin-Roussel, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 27 mars 1986, ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de F 11,70 assorti d'un intérêt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 1,83, soit un revenu global de F 13,53.

Ce dividende est mis en paiement le 30 juin 1986 à 12 heures aux guichets du Crédit Industriel et Commercial de Paris et des autres banques du Groupe CIC.

Les actionnaires de cette Sicav CEA-Monory auront la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts, avoir fiscal compris, pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale du droit d'entrée jusqu'au 29 septembre 1986.

Par ailleurs, il est rappelé que depuis le 13 mai 1986 la commission de souscription est de 3 % au lieu de 4,75 % précédemment.



Groupe CIC

M

Monsieur Alain CHAMPAIGNE rejoint la Société MEDIA P.A. en tant que Président-Directeur Général.

Cette société est une agence de publicité spécialisée dans la communication de recrutement et la publicité institutionnelle.

Alain CHAMPAIGNE, trente-trois ans, diplômé Sup. de Co. Lyon, a effectué une partie importante de sa carrière dans le Groupe DARGAUD.

Il y a occupé les fonctions de Directeur de la Promotion et des Relations Publiques, puis celles de Directeur Général de PUBLIART, filiale spécialisée dans les activités de régie publicitaire et d'agence-conseil, enfin celles de Directeur Exécutif du Groupe, membre du Comité de Direction, chargé de l'ensemble des problèmes de commercialisation presse et édition.

Plus pour votre communication de recrutement.



L'Assemblée générale ordinaire, réunie sous la présidence de M. Louis Moreau, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice de 70 647 000 F.

Elle a fixé la distribution à 60 053 000 F, ce qui permettra de servir un dividende de 34 F aux actions jouissance 1^{er} janvier, 17 F aux actions jouissance 1^{er} juillet et 8,50 F aux actions jouissance 1^{er} octobre, en faisant abstraction de la partie (1,68 F) du dividende liée au résultat exceptionnel de l'exercice 1984, le taux d'augmentation du dividende ressort à 10,68 %.

La mise en paiement s'effectuera à compter du 1^{er} juillet 1986 et chaque actionnaire pourra opter pour un règlement en actions nouvelles, émises à 911 F, jouissance 1^{er} juillet 1986, cette option devant être exercée sur la totalité du dividende lui revenant avant le 30 juillet.

Dans son allocution, le président a souligné que l'exercice en cours se déroule conformément aux prévisions et que le dividende devrait connaître une croissance largement supérieure à celle de l'inflation.

A l'issue de l'Assemblée générale ordinaire, les actionnaires, au cours d'une Assemblée Générale Extraordinaire, ont autorisé le conseil d'administration à faire appel, sous différentes formes, au marché financier dans le délai qui lui paraîtra opportun en vue de lui donner les moyens de réaliser de nouveaux investissements.

Réuni à l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire, le conseil d'administration a pris connaissance du montant des loyers du 1^{er} semestre 1986 et de ceux dus le 1^{er} juillet au titre du troisième trimestre 1986. Il s'élève à 124,4 millions de francs (dont 37,5 millions de francs au titre des immeubles ayant fait l'objet de l'opération d'apport). Pour la même période en 1985, le montant des loyers était de 77,2 millions de francs. La progression en 1986 est de 61 % (hors apports, la progression s'établit à 12,5 %).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Cette émission de Certificats d'Investissement ayant été entièrement souscrite, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

JUIN 1986

SAINT-GOBAIN

ÉMISSION DE 8 000 000 DE CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT

Prix d'émission : F 300

Banque Nationale de Paris

Lazard Frères et Cie

Crédit Lyonnais

Société Générale

Banque Indosuez

Caisse des Dépôts et Consignations

Crédit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Crédit Industriel et Commercial de Paris

Crédit Commercial de France

Banque Paribas

Algeme Bank Nederland NV

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Morgan Guaranty Ltd

Banque Deutsch

Banque Fédérative du Crédit Mutuel

Banque pour l'Industrie Française

Banque Industrielle et Mobilière Privée

Banque Louis Dreyfus

Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet

Banque du Pénin

Banque Stern

Banque Worms

Caisse Centrale des Banques Populaires

Caisse Nationale du Crédit Agricole

Chase Manhattan Bank

Crédit Chimique

Crédit du Nord

Kleinwort, Benson Limited

Kredit Bank

L'Européenne de Banque

Merrill Lynch Capital Markets

National Westminster

P.O. Banque

Swiss Bank Corporation International Limited

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 juillet ↑

Forte hausse : + 2,6 %

La bonne tenue observée la veille surtout en fin de séance a été nettement amplifiée jeudi et l'indice instantané, qui montrait d'emblée une certaine vigueur avec une hausse de 2 %, a conforté nettement cette avance en clôture avec une progression de 2,6 % de la cote.

Autour de la corbeille, les professionnels font état d'un regain d'intérêt de la part de la clientèle étrangère. Au demeurant, Wall Street semble bien ancré au-dessus de la barre des 1 800 points en termes d'indice Dow Jones, et cette vigueur est plutôt de bon augure pour le marché français.

Sur le plan domestique, les informations selon lesquelles le gouvernement français compte bien procéder à des emprunts fiscaux atteignant 25 milliards de francs en 1987, soit un montant supérieur aux prévisions initiales, sont favorablement accueillies au Palais Brongniart.

Du côté des valeurs proprement dites, le titre participatif de CGE subissait un léger tassement alors que le groupe de Georges Pébereau et l'américain ITT annonçaient leur intention de fusionner leurs activités de télécommunications. Parmi les autres valeurs, on relevait surtout l'emprunt 4,5 % 1973, La Redoute, Luchaire et GTM-Entreprise avec des écarts limités, il est vrai, à 1 % ou 2 %.

Par contre, Générale de Fonderie a subi un revers avec un repli de 14 %, signe que la situation du groupe est jugée préoccupante en dépit des importantes cessions d'activités auxquelles il vient de procéder.

A l'inverse, ELF-Aquitaine, CGP, Avions-Dassault et Immatriculés-Moncau gagnaient 5 % à 7 %.

Une mention spéciale pour Source-Parier, Carrefour et Total, à leur plus haut niveau de l'année.

Sur le marché de l'or, où les transactions sont demeurées aux alentours de 10 millions de francs, le livret cotait 77 000 F contre 77 550 F la veille, tandis que le napoléon gagnait 4 F à 520 F. Or à Londres : 343,50 dollars l'once au deuxième fixing.

NEW-YORK, 3 juillet ↓

Repli

Wall Street a connu, le 3 juillet, une séance de baisse, après trois journées consécutives de reprise, avec, à la clé, de nouveaux records pour l'indice Dow Jones. Cette fois-ci, l'indice des trente valeurs industrielles a reculé à 1900,87, perdant 8,15 points. Le marché était très calme ce jeudi, puisque le volume n'a porté que sur 108,260 millions de titres, contre 150 millions la veille. Les baisses l'ont emporté sur les hausses : 847 valeurs s'inscrivaient en repli, 653 progressaient et 468 restaient inchangées.

Autour du Big Board, les investisseurs se sont montrés peu sensibles aux statistiques du chômage, dont le taux a chuté de 0,2 % en juin par rapport à mai. Ce recul n'ayant pas profité à l'industrie américaine, l'opinion générale des professionnels est que la Réserve fédérale devrait rapidement abaisser le taux d'escompte. A la veille du long week-end de la fête nationale, de nombreuses prises de bénéfices ont pesé sur la tendance.

Parmi les valeurs les plus traitées figuraient ITT (3,156 millions de titres échangés), Pub. Service of Colorado (1,634 million) et Burrough Corp. (1,625 millions).

VALEURS	Cours du 2 juillet	Cours du 3 juillet
Alcoa	38 1/2	38 1/8
A.T.T.	25 1/8	25 1/8
Bioing	84 3/8	84
Chem. Manhattan Bank	44 1/2	44 3/8
De Pont de Nemours	82 7/8	82 1/8
Eastman Kodak	58	57 3/4
Exxon	61 3/8	60 3/4
Ford	55 1/4	54 5/8
Général Electric	81 1/8	80 1/8
General Motors	79 3/8	77 7/8
Goodyear	33 1/2	33 1/4
ITT	140 5/8	140
L.T.T.	56 1/2	56 1/8
Mobil Oil	31 1/8	31
Pfizer	72 1/2	72 1/4
Schlumberger	34 1/8	34 1/8
Texas	31	30 7/8
U.A.L. Inc.	53 1/8	52
Union Carbide	23 7/8	24 1/8
U.S. Steel	20 1/2	20 3/8
Westinghouse	53	52 1/2
Wm. Corp.	37 3/8	36

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,9350 F =

La baisse du dollar sur les marchés des changes a enregistré une pause à la veille du week-end, sauf vis-à-vis du yen, qui s'est approché de son record absolu à 161 yens pour 1 dollar, malgré les interventions de la Banque du Japon.

FRANCFORT 3 juillet 4 juillet
Dollar (en DM) ... 2,1728

TOKYO 3 juillet 4 juillet
Dollar (en yen) ... 163,90 161

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (4 juillet) ... 7 1/4 %
New-York (3 juillet) ... 6 7/8 %

INDICES BORSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

2 juillet 3 juillet
Valeurs françaises ... 136,4 139,9
Valeurs étrangères ... 106,6 106,3

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)
Indice général ... 357,6 365,3

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

Industrielles ... 1995,82 1990,87

LONDRES

(indice Financial Times)

Industrielles ... 1366,6 1365,7

Mines d'or ... 198,2 199,4

Fonds d'Etat ... 90,74 91,24

TOKYO

3 juillet 4 juillet

Nikkei Dow Jones 17609,9 17691,8

Indice général ... 1357,57 1362,23

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 juillet

Nombre de contrats : 3 617

COURS	ÉCHÉANCES			
	juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	111,20	111,75	112,50	112,60
Précédent	110,85	111,50	112,25	112,40

AUTOUR DE LA CORBEILLE

EURAFREP PASSE SUR LE

SECOND MARCHÉ. - Jusqu'ici

hors cote, les actions de la

société viennent de passer sur le

second marché. Ce transfert cor-

respond à la volonté exprimée par

plusieurs de ses actionnaires repré-

sentant 55 % du capital d'élargir

le marché du titre. Créée en 1957

par Lazard Frères et la Banque de

l'Indochine, Eurafrep participe

directement ou indirectement à la

recherche et à l'exploitation pétro-

lière en France et dans le monde.

La compagnie a pour actionnaires

Eurafrance (Lazard Frères) avec

22 %, Financière de Rombas

(UAF) avec 10 %, Natia Valeur

(BNP) avec 8,51 % et Lazard

Frères directement avec environ

2 %.

MONTUPET CHANGE

D'ACTIONNAIRES. - La

société holding Gesfitec vient

d'acquiescer directement et indirecte-

ment 47,3 % du capital de la

société au prix unitaire de 50 F.

Les cours de Bourse seront main-

tenus à ce niveau de 4 au 25 juil-

let. Suspendue le 27 juin dernier,

la cotation reprendra ce jour.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép. -	+ ou -	Rep. + ou dép. -	+ ou -	Rep. + ou dép. -
SE-UL	6,9420	6,9420	+ 18	+ 22	+ 25	+ 50
S. com.	5,8315	5,8374	- 82	- 42	- 120	- 91
Yen (100)	163,90	163,90	+ 97	+ 103	+ 177	+ 284
DM	3,1347	3,1376	+ 66	+ 79	+ 133	+ 152
Fl. (100)	16,848	16,892	+ 98	+ 39	+ 39	+ 160
F.S. (100)	15,0770	15,0280	- 21	+ 49	- 67	+ 95
F.S.	3,9314	3,9353	+ 48	+ 86	+ 142	+ 167
L. (1 000)	4,6544	4,6395	- 283	- 164	- 336	- 339
C. (1000)	10,7254	10,7370	- 283	- 251	- 538	- 479

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	6 7/8	7 1/8	6 7/8	7	6 3/4	6 7/8	6 11/16	6 13/16
DM	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16
Fl. (100)	6 3/8	6 5/8	6 1/4	6 3/8	6 3/16	6 5/16	5 13/16	5 15/16
F.S. (100)	6 1/2	7 1/2	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/8	7 3/8
ES	2 1/4	2 3/4	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16
L. (1 000)	10 1/2	12	11 1/2	12	11 1/2	12	11 1/2	

Le Monde

LA DÉMISSION DU PRÉFET DE POLICE DE PARIS

M. Guy Fougier estime que le ministre de l'intérieur a porté atteinte à l'image de la fonction préfectorale

Pou avant 20 heures, jeudi 3 juillet, le ministre de l'intérieur annonçait le départ de M. Guy Fougier, préfet de police de Paris, replacé en position de préfet hors cadre après avoir « demandé à être relevé de ses fonctions ». Dans les heures qui ont précédé, MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud avaient tenté de faire revenir M. Fougier sur sa décision de démissionner. Mais celui-ci ne changea pas d'attitude, d'autant plus que la nouvelle de son offre de démission avait déjà filtré malgré un démenti officiel du ministère de l'intérieur.

M. Fougier - qui se refuse à toute déclaration publique - a invoqué, pour justifier son départ, les déclarations de M. Pasqua, durant « l'heure de vérité » à l'Antenne 2, mercredi soir. Interrogé sur la baisse de la délinquance à Paris, en 1984 et 1985, le ministre de l'intérieur avait récusé ces chiffres en assurant que « le préfet de police fait ce que le gouvernement lui dit de faire ». D'autres hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur auraient fait connaître à M. Pasqua leur réprobation, estimant que ces propos portaient atteinte à leur image au service de l'Etat et non du seul gouvernement.

Le prédécesseur de M. Pasqua, M. Pierre Joxe - regrette - la démission de M. Fougier, mais la « comprend », car il a été « gravement blessé en cause ». « M. Fougier a participé personnellement et efficacement à la lutte contre la délinquance et la criminalité à Paris, je peux en porter témoignage », ajoute M. Joxe. La Fédération autonome des syndicats de police (FASP), majoritaire parmi les policiers en tenue, assure que cette démission est « l'illustration de certaines tendances autoritaires que l'on sent poindre chez M. Pasqua (qui) semble préférer les artifices de la propagande à la réflexion sans passion autour des réalités ».

Un homme d'autorité... autoritaire

M. Guy Fougier n'est pas tout à fait ce que son départ brutal pourrait laisser croire. Son geste le montre homme de conviction, jusqu'à l'entêtement parfois, comme s'en aperçurent, avant M. Pasqua, en d'autres circonstances, Gaston Defferre et M. Pierre Joxe. On le sait aussi grand travailleur, très sûr de son fait, avec un notable penchant pour l'autorité, fort jaloux de la dignité de sa fonction et amoureux de la chose policière, mais en aucun cas ce haut fonctionnaire ne peut être jugé politiquement proche de la gauche. Loin de là.

Quand, le 8 juin 1983, il est nommé préfet de police de Paris, au lendemain de manifestations policières virulentes, soutenues par la droite et l'extrême droite, M. Fougier arrive de la région Poitou-Charentes, dont il était commissaire

de la République depuis août 1981. Les témoignages d'élus socialistes locaux sont formels : il ne cachait pas de pas être « du même bord » qu'eux, mais se comportait « en grand commis d'Etat, loyal et républicain ».

M. Fougier avait d'ailleurs servi, avant 1981, à des postes « sensibles » : conseiller technique au cabinet de M. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, de 1969 à 1971, puis directeur de la réglementation et du contentieux au même ministère, de 1971 à 1977, un poste où fut parfois contesté, à gauche, la politique gouvernementale sur les expulsions dans un climat de lutte, parfois obsessionnelle, contre la « subversion internationale ».

Troublé par l'indiscipline policière, l'Élysée n'en choisit pas moins, en 1983, M. Fougier : il faut, pensait-on, un homme à poigne pour reprendre en main la préfecture de police, cet Etat dans l'Etat, ce fortin policier traditionnellement autonome, aux humeurs souvent entachées. L'idée vient de M. Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet de M. François Mitterrand : il avait été le collaborateur direct de M. Fougier quand celui-ci fut, de 1977 à 1981, préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris. Un choix sans sectarisme donc, où la compétence semble l'emporter sur les convictions : habitué du ministère de l'intérieur, M. Fougier connaît fort bien la capitale. Le profil idéal, apparemment.

L'homme se révéla un préfet de police traditionnel en ce sens que, loin de combattre l'autonomie de la préfecture de police - héritée de l'existence, jusqu'à la fin des années 60, de deux polices : la parisienne et la provinciale, dite « sûreté nationale » - il s'y adapta fort bien, au grand dam des directeurs centraux du ministère de l'intérieur, qui aimeraient réduire le bastion parisien et rendre plus tangible la réalité d'une « police nationale ». A l'inverse, son attitude n'était pas pour déplaire à l'Hôtel de Ville de Paris, l'autonomie policière de la capitale ne pouvant que conforter la position du maire sur un terrain aussi décisif que la sécurité.

Dossiers discrets

Alors directeur de cabinet de M. Jacques Chirac, M. Robert Pandraud ne tarissait pas d'éloges sur le préfet de police, soulignant la bonne entente entre les deux maisons. M. Pandraud a bien connu M. Fougier - ils se tutoient - au ministère de l'intérieur, durant sa carrière ininterrompue de 1968 à 1981 place Beauvau, à la tête des directions les plus prestigieuses. Cela n'empêchait pas, évidemment, les polémiques au Conseil de Paris quand M. Fougier tentait de dédramatiser le débat « sécuritaire », en soulignant le recul de la délinquance en 1984 et en 1985 dans la capitale. Joutes de bonne guerre, d'autant plus que l'on se rejoignait, plus discrètement, sur certains dossiers.

Ainsi, alors que M. Chirac exigeait du gouvernement socialiste le recrutement de trois mille policiers supplémentaires à Paris - une exigence qu'il a aujourd'hui oubliée - M. Fougier, à la tête des directions les plus prestigieuses, était en effet obtenu par environ 80 % des candidats. Si le taux d'élèves reçus dans les collèges (57,9 % sur 590 600 candidats) est décevant, il est franchement catastrophique dans les lycées professionnels où moins d'un élève sur dix a été reçu (9 % des 100 500 candidats).

Cet échec manifeste ne remet pas en cause le principe d'un examen de fin de collège. Mais le ministère s'apprête à modifier la conception du brevet qui porterait désormais sur l'ensemble des programmes du premier cycle. L'examen sera aussi maintenu dans les LEP mais sous une forme différente de celle en vigueur dans les collèges. Pour mieux préparer les élèves à l'examen, un rythme régulier de devoirs écrits sera établi et les études dirigées seront renforcées.

une note confidentielle de M. Fougier mit, en mai 1984, le pouvoir dans l'embarras. Le préfet de police abondait en effet dans le sens de l'opposition, mettant en évidence l'insuffisance des effectifs policiers parisiens. La publication de ce rapport par la presse permit d'ailleurs d'illustrer les conceptions policières classiques de M. Fougier.

Ce fut en effet la fermeture du bureau de presse du Quai des Orfèvres, M. Fougier ne cachant pas son allégresse pour les journalistes « fouteurs » et souhaitant, au fond, que la police puisse travailler loin de la publicité, dans le calme, sinon dans l'ombre. Ce fut aussi l'affaire Gentil, le renvoi brutal par le préfet de police d'un « grand flic » trop indépendant à son goût, alors chef de la brigade criminelle et réhabilité depuis, au ministère de l'intérieur, où il a en charge la modernisation de la police scientifique et technique. Bref, M. Fougier n'avait pas une conception très ouverte de la police, ce dont se plaignaient certains magistrats parisiens qui devaient lui rappeler leur droit de regard sur les activités de ses troupes.

« Cohabitable » ?

Aussi M. Fougier était-il fort apprécié de la hiérarchie policière parisienne - notamment du Syndicat des commissaires de police, dont les principaux dirigeants sont proches de la droite - alors que la Fédération autonome des syndicats de police, représentant la base policière et plutôt proche de la gauche, ne lui ménageait pas ses critiques. Jusqu'à ces dernières semaines, M. Fougier bataillait ferme contre ce syndicat majoritaire à propos des horaires de travail des policiers parisiens, que le préfet de police souhaitait augmenter. Un conflit latent qui devait, entre autres raisons, conduire M. Joxe à souhaiter discrètement le départ de M. Fougier, qui fallait être « recasé », fin 1985, au Conseil d'Etat.

Mais les places manquaient et l'Élysée veillait. Pour M. Mitterrand et ses collaborateurs, M. Fougier n'avait en effet que des qualités : homme d'autorité, très sûr de lui, veillant avec un soin particulier au maintien de l'ordre, n'avait-il pas un profil idéal de haut fonctionnaire « cohabitable » ?

Lors d'un long entretien en janvier, le président de la République

confirma donc à M. Fougier qu'il se refusait, après les élections, à son départ. Ce ne fut pas nécessaire : la nouvelle majorité, qui s'attacha pourtant à un vaste mouvement des responsables policiers - plus rapide et plus ample qu'après 1981 - n'envisageait aucunement le départ du préfet de police en poste.

La question ne fut donc pas posée, et M. Fougier paraissait fort heureux de sa situation, à l'aise avec MM. Pasqua et Pandraud lors de leurs visites sur le terrain, au point d'en devenir parfois bavard avec les journalistes. Sa démission apparaît ainsi comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, chacun s'accordant à voir le résultat de la maladresse du ministre de l'intérieur bien plus que l'aboutissement d'un dénoûment latent, en fait introuvable. M. Fougier est en effet fier de son action à Paris et ne tolère pas qu'on l'assimile à un « habillage » politique pour servir les gouvernants du moment.

Ce que fit pourtant M. Pasqua. C'était sans compter avec le caractère droit, entêté et parfois emporté de M. Fougier.

EDWY PLENEL.

« CE QUE LE GOUVERNEMENT LUI DIT DE FAIRE »

Voici le texte de l'échange entre MM. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, et Marcel Trillat, journaliste à l'Antenne 2, durant « l'heure de vérité », mercredi 2 juillet, qui a provoqué la colère - et la démission - du préfet de police :

« Trillat : Il semble qu'il y ait un ralentissement...
- Pasqua : Lorsque le gouvernement précédent faisait état d'une diminution de la délinquance...
- Trillat : Il s'agissait du préfet de police qui est toujours en place.
- Pasqua : Le préfet de police, il dépend du gouvernement, et généralement il fait ce que le gouvernement lui dit de faire. Autrement, il est remplacé dans les vingt-quatre heures. C'est cela, un préfet de police. »

(Publicité)

Consommateurs Artirec agréé par la Fnac

Moquettes, revêtements muraux

IL N'Y A PAS PLUS SÉRIEUX que la Fnac, on le sait, pour décerner son label d'Aggré à un magasin indépendant. Et moquettes, c'est Artirec qui a gagné. Il avait déjà remporté les labels Paris-Pas-Char, etc. En effet, Artirec est le seul qui vous garantit la Double Sécurité : a) les Performances (anti-taches, anti-feu, anti-odeur, avec certificats officiels Préfect. Police etc.) ; b) le Meilleur Marché à qualité égale, et même le meilleur marché tout court. (Si non, il vous rendrait la différence).

Artirec crée, édite, commercialise toutes les moquettes, du grand luxe, épaisseur maxi, griffé Woolmark aux sols plastiques à 15 F le m² en passant par la moquette synthétique à 25,50 F le m² en 4 m de large. Et tout pour vos murs, à tous les prix, du 2^e choix au très beau. © Galdes Artirec Moquettes/Moquettes 1986.

44, rue de la République - 4, bd Beauvau, 127, 43, 40, 72, 73 (Arènes Républicaines), 1, imp. St Sébastien, 11, 51, 55, 56, 50 - 120 (et non 2) bd G. Clément, 36, pour : 43, 51, 57, 1 - Rue J. Monod, 78 Place - 30, 33, 35, 15.

LE PROJET DE LOI SUR LES ETRANGERS

Le cardinal Decourtray « choqué » par les déclarations de M. Pasqua

Le cardinal Decourtray réagit aux accusations de M. Charles Pasqua, invité de l'émission « l'Heure de vérité » d'Antenne 2, le mercredi 2 juillet, le ministre de l'intérieur avait critiqué la prise de position de l'archevêque de Lyon sur le projet de loi concernant l'immigration.

M. Pasqua avait notamment affirmé : « Je ne suis pas sûr qu'il ait lu le projet de loi du gouvernement ».

Démentant formellement ces propos, Mgr Decourtray a déclaré au Monde : « Je suis plus qu'étonné, choqué d'entendre M. le ministre de l'intérieur m'accuser devant plusieurs millions de personnes de n'avoir pas lu le texte du projet de loi, à propos duquel j'ai accepté d'être provisoirement le porte-parole de deux jeunes grévistes de la faim. Je n'aurais pas accepté une telle responsabilité, une responsa-

bilité si risquée, sans être informé. Je tiens donc à déclarer que l'accusation portée contre moi par M. le ministre de l'intérieur est fautive : non seulement j'ai lu attentivement le projet de loi dont je possède deux exemplaires depuis le 14 juin, mais j'en ai discuté avec M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, pendant une heure, le vendredi 27 juin, à la préfecture du Rhône ».

L'archevêque de Lyon a cependant ajouté qu'il était tenté de considérer ces propos comme des « paroles verbales » : « M. Pasqua n'était peut-être pas bien informé de ma discussion avec M. Pandraud », a-t-il observé, en ajoutant : « Je souhaite aujourd'hui que les contacts entre les jeunes et le gouvernement aboutissent au plus vite. Cela est possible car les deux jeunes grévistes ne sont pas des extrémistes ».

M^{me} Bouchardeau et M. Doubin répondent positivement aux propositions du PS

M^{me} Huguette Bouchardeau, ancien ministre, ancien dirigeant du PSU, député apparenté PS du Doubs, a trouvé « excellente », jeudi 3 juillet, la proposition de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, de créer un « conseil national de la gauche ». Pour M^{me} Bouchardeau, il faut proposer, « hors de la logique des cartels, une structure souple, animée par des personnalités dont [elle] se réjouirait de voir qu'elles ne viennent pas toutes du monde politique ». Pour elle, l'ensemble de la gauche « ne peut que gagner à affirmer sa diversité, ses différences ».

Toutefois, cinquante-six élus locaux, syndicalistes et responsables d'associations de Besançon, qui appartiennent à la structure « libre-gauche », créée par M^{me} Bouchardeau, ont décidé de rejoindre le PS. Pour eux, ce dernier « est la pièce maîtresse de toute alternative politique ». « On ne change pas de système économique et social comme de Kelton », ajoutent-ils.

M. François Doubin, président du MRG, a lui aussi accueilli « avec faveur » la proposition de M. Jospin. Selon lui, toutefois, ce « conseil national de la gauche » ne peut être « un directeur déterminant d'une façon ou d'une autre la ligne politique, la tactique ou la stratégie de

ses membres, ni (...) un organe pragmatique commun visant à définir un projet politique, économique et social unique pour la gauche ».

Pour M. Doubin, ce conseil « ne saurait évidemment non plus constituer une étape dans un processus d'intégration ultérieure au PS. Le bon concept est en fait celui d'un club réunissant sans exclusive des personnalités issues des différentes familles de la gauche, choisies intuitu personae et qui donneraient enfin au pays l'exemple d'une instance de dialogue marquée par la liberté d'expression et le respect des différences ». M. Doubin demande à M. Jospin « confirmation » que telles sont bien ses intentions.

LATREILLE
SPECIALISTE DES TRES REPARATIONS
soldes d'été
QUALITES INREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André-des-Arts 6^e
Tel: 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

TÔT OU TARD
on couche avec **TRÉCA**
La meilleure marque, au meilleur prix.
DISTRIBUTEUR
CAPELOU
37, Av. de la République 75011 PARIS
Tel. (1) 43.57.46.35 Métro: PARMENTIER

LIQUIDATION AU CNRS
Suite communiquée ministérielle, on solde 450 chercheurs toutes disciplines. Admissibles CNRS cuvée 86, diplômés universités, grandes écoles, expérience professionnelle garantie. A saisir avant départ à l'étranger.
COLLECTIF DES ADMISSIBLES, Loi CNRS, INSERM 107
Hôpital Saint-Louis, 75475 Paris Cedex 10
Tel.: (1) 42-09-33-50 poste 621

JUSQU'AU 12 JUILLET INCLUS
1 APPLE IIe COULEUR
1 APPLE IIe, carte vidéo, 1 lecteur avec contrôleur, 1 moniteur couleur.
9.990 F.T.T.C. !!!
(crédit possible)
1 APPLE IIc COULEUR
1 APPLE IIc, souris, 1 logiciel edon et 1 moniteur couleur.
8.990 F.T.T.C. !!!
(crédit possible)
Un Apple s'achète chez **INTERNATIONAL COMPUTER**
26, rue Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. (1) 42.72.26.26
29, rue de Cléry 75009 - tél. (1) 42.85.24.55
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 91.37.25.03

Bourse du matin NOUVELLE HAUSSE : + 1,72 %

La Bourse de Paris a confirmé ses bonnes dispositions le 4 juillet à la séance du matin, l'indice instantané gagnant 1,72 %. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par Chargeurs (+ 7 %), Moët-Hennessy (+ 5 %) et Havas (+ 5 %), tandis qu'UCB (- 1 %), Accor (- 0,6 %) et Air liquide (- 0,4 %) reculaient légèrement.

A LA BOURSE DE PARIS			
Valeurs françaises négociées dans la matinée du 4 JUILLET			
Indicateur de séance (%) : + 1 80			
VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	432 50	436	430
Agence France	1550	1585	1730
Air Liquide S.A.	785	780	785
Alcatel	425	425	425
Banque Paribas	1128	1146	1155
Banque	1835	1880	1880
Bouygues	1185	1195	1215
B.S.N.	3880	3880	3840
Canal+	3080	3110	3125
Chargeurs S.A.	1140	1220	1220
Club Méditerranée	535	525	559
Dunlop	1395	1395	1395
Elf-Aquitaine	1241	1260	1265
Elf-Industrie	285	285	285
Eurol	2740	2750	2780
Eurol-Optique	1350	1350	1350
Michelin	3015	3025	3080
Moët-Hennessy	5840	5950	6020
Nat. Miroir	2080	2185	2185
Nat. Miroir	1095	1070	1025
Oréal S.A.	5650	5770	5750
Parov. Nord	1185	1200	1190
Pugnot S.A.	845	885	975
Socot	725	725	730
Socot	725	725	730
Source Paribas	3280	3340	3345
Télécom France	1350	1380	1380
Thomson C.S.P.	370	370	371 50
U.C.B.	2735	2735	2760
Veolia	500

Le numéro de « Monde » daté 4 juillet 1986 a été tiré à 481 931 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

A B C D E F G

مكتبة الأصيل